

LE MONDE
DIMANCHE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

4,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dr. ; Tunisie, 280 m. ;
Belgique, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Espagne,
28 p. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;
Danemark, 8,50 kr. ; Espagne, 80 pes. ; E.-U., 35 c. ;
G.-B., 45 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 70 p. ; Italie,
1.000 L. ; Liban, 360 P. ; Libye, 0,350 DA ; Luxembourg,
27 f. ; Norvège, 8,50 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ;
Portugal, 85 esc. ; Roumanie, 10 L. ; Suède,
7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 11

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 656572 F
C.C.P. 4207 - 33 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Entente cordiale
par défaut

« Cela va saigner à propos du budget communautaire. Les esprits pourraient s'échauffer à l'approche des élections. » Au moment où Mme Thatcher et M. Mitterrand prenaient congé, à Paris, avec des sourires pincés, M. Hurd, ministre britannique chargé de l'Europe, brandissait à Edimbourg un épouvantail familier : « Retenez-vous, ou l'électeur britannique fera un malheur. » Les partenaires de la Grande-Bretagne savent trop que le gouvernement britannique, quel qu'il soit, se remettra à ferrailer contre la Communauté pour que la menace ait de l'effet.

Le seul résultat concret du sommet des 4 et 5 novembre est d'instituer des rencontres mensuelles « entre des délégués des deux gouvernements », chargés d'examiner les « contentieux existants ». C'est peu.

Mettions aussi à l'actif de la réunion de Paris la levée préalable d'un embargo sanitaire britannique indéfinissable contre les dindes françaises, coupables d'être trop bon marché (le procès inverse étant fait aux produits laitiers). Mais cette « concession » vient trop tard pour ouvrir le marché d'outre-Manche aux dindes de Noël.

Sur les problèmes de l'heure, les divergences n'ont pas été comblées. Mme Thatcher s'est montrée d'autant plus ravie de l'abstention française dans le débat sur les Malouines à l'ONU qu'elle avait été lachée par les Américains. Mais, sur le fond, M. Mitterrand a souhaité l'ouverture de négociations qui mettent en cause la souveraineté de l'archipel, alors que, pour Mme Thatcher, elle ne peut être mise en doute.

A propos du gazoduc et de l'embargo américain, il y a aussi plus que des nuances entre les deux gouvernements. La France accepte une « concertation » avec les Américains sur le commerce Est-Ouest, mais refuse toute contrepartie politique à la levée de l'embargo alors que la Grande-Bretagne concéderait volontiers quelques satisfactions d'amour-propre aux États-Unis.

Restent la principale pierre d'achoppement et l'apocalypse évoquée par M. Hurd : la réduction des versements au budget communautaire exigée par M. Thatcher. Le premier ministre britannique a assuré que la question est « virtuellement réglée » pour 1982. Admettons encore que M. Mitterrand ait été moins catégorique. Mais le règlement à long terme n'a pas avancé d'un pouce. Paris et Londres, a dit M. Mitterrand, ne sont pas d'accord sur « l'idée que l'on se fait » du problème. Pour Paris, « il s'agit d'un problème de circonstance » auquel il faut trouver une solution dégressive, alors que pour Londres c'est une situation permanente qui exige une correction illimitée.

A l'arrivée de la gauche au pouvoir en France, Paris et Londres soulignaient l'amélioration de leurs relations. Aujourd'hui, elle se mesure moins au nombre des litiges réglés qu'au seul fait que leur persistance ne débouche pas sur une crise ouverte. C'est « l'Entente cordiale par défaut ».

(Lire nos informations page 3.)

NOUVELLE ESTIMATION
DE LA DETTE EXTERIEURE
DE LA FRANCE(Lire page 15 la chronique
de CHRISTOPHER HUGHES.)

U.R.S.S.

Moscou durcit encore le ton
à l'égard de Washington

A la veille du défilé militaire qui doit marquer, le dimanche 7 novembre, le soixante-cinquième anniversaire de la révolution bolchévique, Moscou a encore durci le ton à l'égard des États-Unis.

M. Victor Grichine, membre du bureau politique, a notamment déclaré, vendredi 5 novembre, dans un discours prononcé au Palais des congrès, que si des missiles Pershing-2 et les missiles de croisière étaient installés en Europe occidentale, l'U.R.S.S. « prendra des mesures indispensables de rétorsion » pour « garantir sa sécurité et celle de ses alliés ».

Faire échec aux Pershing

C'est à M. Victor Grichine, le chef de l'organisation du parti pour la région de Moscou, un membre du bureau politique auquel on ne prête pas de grandes chances de succéder à M. Brejnev, qu'est revenu le privilège de prononcer le traditionnel discours précédant les fêtes de l'anniversaire de la révolution d'Octobre.

Comme l'avait fait M. Brejnev, le 27 octobre devant un parterre de généraux (le Monde du 29 octobre), M. Grichine a employé un ton dur à l'égard de Washington. En même temps, pour faire pression sur les opinions ouest-européennes, déjà troublées par les projets d'installations de fusées Pershing-2 et de missiles de croisière, il a insisté sur « le danger de guerre nucléaire encouru pour l'humanité » que contiendrait en germe la politique américaine.

« Notre pays, a notamment affirmé M. Grichine, ne reconnaît à aucun autre le droit à la supériorité militaire. Si des tentatives ont lieu pour parvenir à cette supériorité avec le déploiement de plusieurs centaines de nouveaux missiles nucléaires américains en Europe ou par un autre moyen, l'Union soviétique prendra des mesures indispensables de rétorsion. Elle saura garantir sa sécurité et la sécurité de ses alliés. »

M. Grichine a aussi accusé Washington de chercher « à rayer tout ce qu'on a obtenu de positif dans les relations Est-Ouest » dans les années 70, d'enterrer la détente et de réanimer la guerre froide.

Après avoir affirmé qu'une parité militaire-stratégique existe actuellement entre les deux Super-Puissances, M. Grichine a ajouté : « Tout cela se nourrit de la volonté aventureuse et, disons-le carrément, dénuée de perspectives des cercles les plus agressifs de l'impérialisme ».

Jusqu'à ce début d'automne soudain rempli de mauvaises rumeurs par des fausses factures à Marseille et des échaoussures à Paris, les hommes politiques de toute appartenance se déclaraient fort soucieux de maintenir leurs controverses dans les nobles et fermes limites du « débat d'idées », qu'ils affirmaient solennellement très supérieur aux stériles et sommaires disputes entre les personnes.

Mais, selon cette discordance coutumière entre les paroles et les actes propre à la vie française, voilà qu'ils

américains, de prendre coûte que coûte une revanche sociale, de recouvrer les positions perdues dans l'arène internationale. »

Évoquant ensuite la situation en Pologne, M. Grichine a déclaré que les Occidentaux « cherchent par tous les moyens à compliquer et à saper la normalisation de la situation dans le pays. Mais les adversaires de la Pologne socialiste ne parviendront pas à atteindre leurs objectifs. Le peuple polonais a des amis et des alliés authentiques ».

M. Grichine a aussi accusé Washington de chercher à déstabiliser les régimes d'Afghanistan, d'Angola, d'Éthiopie, du Mozambique et du Nicaragua. Reprenant les promesses faites le 27 octobre par M. Brejnev aux généraux soviétiques, M. Grichine a encore affirmé que le parti communiste soviétique « est en train de prendre toutes les mesures nécessaires pour renforcer » les capacités des forces armées.

(Lire la suite page 3.)

Les services secrets devront
franciser leur informatique

Dotée d'un projet de budget avoué (non compris les fonds spéciaux du premier ministre) de 332 millions de francs pour 1983, soit une augmentation de 9,6 % par rapport à 1982, la Direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E.) devra franciser son informatique de renseignement - au lieu d'acquiescer des ordinateurs étrangers - à la demande expresse du gouvernement.

A moins de crédits inscrits au prochain collectif budgétaire de fin d'année, le risque existe de prendre un peu de retard dans ce domaine essentiel au traitement des informations recueillies à l'heure où les services secrets français sont invités à accentuer leur lutte offensive contre le terrorisme.

LIRE PAGE 7 L'ARTICLE DE JACQUES ISNARD.

Quels débats d'idées ?

par GILBERT COMTE

s'ensevelissent à l'approche des élections municipales sous des tonneaux d'horreurs non sans utiliser leur vieille rhétorique partisane, qu'ils prennent innocemment pour une véritable argumentation intellectuelle.

Au lieu d'attaquer directement M. Barre, Chirac ou quelques-uns de leurs amis, les vainqueurs du 10 mai dénoncent ainsi hargneusement « la droite » ; l'opposition

giscard-chiracienne répond par des clameurs comparables contre « le pouvoir social-communiste », comme si l'un ou l'autre de ces termes résumait toutes les infamies concevables dans une impressionnante richesse théorique, sans jamais offenser quiconque.

Dans cette sornioise violence, où la désignation manichéenne de l'adversaire décide seule de sa turpitude par le fonctionnement d'un automatisme verbal, les rudes empoignées d'appareils de quelques semaines présentent l'avantage d'une saine brutalité.

Du moins, les antagonistes se ruident sans feindre d'argumenter derrière des mots creux. Ils ne prétendent pas, à l'instruction du peuple par leur inexistante dialectique. Sans qu'ils la recherchent, voilà donc une excellente pédagogie obtenue. L'intelligence respire toujours plus librement quand les faux semblants se dissolvent.

(Lire la suite page 6.)

M. GEORGES MARCHAIS
invité du « Grand Jury
R.T.L. - Le Monde »

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, sera l'invité de l'émission le « Grand Jury R.T.L. - Le Monde », le dimanche 7 novembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Georges Marchais, après le voyage qu'il vient d'effectuer en Chine et en Corée du Nord, et avant le comité central du P.C.F. des 8 et 9 novembre, répondra aux questions des journalistes de la situation et du quotidien.

LA MORT DE JACQUES TATI

L'inventeur foudroyé

Le cinéaste français Jacques Tati est mort dans la nuit du 4 au 5 novembre d'une embolie pulmonaire. Il était âgé de soixante-quinze ans.

Perché sur sa bicyclette modèle Peugeot 1911, François, facteur rural, moustachu, dégingandé, encombré de sa haute taille, fait la tournée dans un village d'Indre-et-Loire où se prépare la fête annuelle.

Après avoir assisté à la projection d'un film documentaire sur le service postal aux États-Unis où l'on utilise l'hélicoptère, il se laisse persuader par deux forains farceurs de se mettre à l'heure du modernisme. Alors, François, toujours sur son vieux vélo, entreprend une autre tournée ultrarapide, à l'américaine.

Les rires spontanés qui accueillent, en 1949, Jour de fête consacrent le succès d'un acteur et cinéaste de quarante ans, Jacques

Tati, formé à l'école du mime et du music-hall dans les années 30, et admiré par la grande Colette.

Le film revenait de loin. D'abord, les producteurs n'avaient pas voulu du sujet conçu par Tati lorsqu'il était réfugié à Sainte-Sévère-sur-Indre pendant la guerre. Ensuite, il avait été monté, en coopération, grâce à l'appui financier de Fred Orin, et tourné, en 1947, en décors naturels, dans le village de Sainte-Sévère.

Pendant presque deux ans, il n'a pas trouvé de distributeur. Enfin sorti, son succès populaire lui a valu d'être présenté à la Biennale de Venise 1949, où il reçoit le Prix du meilleur scénario, alors que son originalité, sa nouveauté, tenaient à ses gags visuels, à sa mise en scène. Le Grand Prix du cinéma français 1950 rétablit les choses, heureusement.

JACQUES SICLIER.

(Lire la suite page 9.)

Cinéma

blocage et en sortir à reculons et furieux ;

On verrait le P.-D.G. en pleurs jouer à cache-cache autour des tables de négociation avec des syndicalistes rouges de colère.

Nous jouerions tous dans ce « Tati » posthume, drôle à pleurer.

BRUNO FRAPPAT.

AU JOUR LE JOUR

On verrait la France livrer à l'Angleterre - et remporter - une homérique bataille pour une dinde à étiquette variable ;

On verrait s'emplir à Poitiers (Vienne) des montagnes de magnétoscopes aveugles et muets punis pour japonité ;

On verrait les Français entrer en ronchonnant dans le

DIPLOMATIE

LA FIN DU SOMMET FRANCO-BRITANNIQUE ET LA CRISE DE L'« EUROPE BLEUE »

Les déclarations de M. Mitterrand et de Mme Thatcher mettent en évidence des conceptions différentes de la Communauté

Le sommet franco-britannique s'est déroulé dans « un climat cordial », a déclaré M. Mitterrand après son dernier entretien avec le premier ministre britannique, Mme Thatcher, vendredi 5 novembre. « En dépit de la difficulté que nous posent certaines des questions traitées, nous avons eu les échanger dans une disposition d'esprit et dans une définition politique » qui conduiront à « une plus grande harmonisation de nos démarches ».

« Cette harmonie est déjà acquise dans de nombreux domaines, parmi les plus importants », a encore dit le président de la République, qui a évoqué « la vie du monde », les relations Est-Ouest et Nord-Sud, « l'efficacité de nos deux pays à l'égard des Etats-Unis » et notamment « le problème posé par les sanctions sur le gazoduc », le Fonds monétaire international, le droit de la mer, les problèmes domaniaux (G.A.T.T.), le « protectionnisme rampant », etc.

Aut sujet des problèmes com-

munautaires, M. Mitterrand a déclaré : « On peut isoler un problème particulier, qui fait difficulté, qui n'est pas résolu, qui constitue à être résolu, c'est celui de la contribution (britannique au budget européen), en rappelant que depuis 1980 « on est parvenu à une entente à différents accords », mais qu'« on ne s'est pas mis d'accord sur les principes ». Le désaccord subsiste sur le principe et la durée des versements en cause et même « sur l'idée qu'on s'en fait ».

« S'agit-il d'une nouvelle institution, d'une règle nouvelle, d'un principe nouveau ? S'agit-il d'une circonstance qui convient de traverser ? »

Pour « resserrer la nature » des relations franco-britanniques, deux mois auront lieu des rencontres entre les délégués des deux gouvernements, soit à Londres, soit à Paris, qui permettront d'évaluer l'efficacité des efforts et le degré de nos rapprochements sur les contentieux existants. « La franchise de nos débats, a conclu le président de la République, ne peut que contribuer au progrès de nos relations ».

Mme Thatcher s'est félicitée

que la France n'ait pas appuyé la position argentine sur les Malouines aux Nations unies. Elle a remarqué qu'au sein de la Communauté des problèmes épineux comme celui de la pêche sont sur le point d'être réglés (il ne manquera que l'accord du Danemark). Le problème de la contribution britannique est également réglé pour 1982, a assuré le premier ministre.

Revenant sur ce point en répondant aux questions, M. Mitterrand a souligné que la ristourne budgétaire accordée à la Grande-Bretagne « ne doit pas être érigée en principe », ni « ériger en permanence dans les relations intracommunautaires », et que son volume doit être dégressif. « C'est ce qui nous sépare », a-t-il dit.

Quant à la solution pour l'année 1983 seule, M. Mitterrand n'a pas tout à fait confirmé la version de Mme Thatcher. La France avait fait une « réserve » sur l'accord intervenu à ce sujet au dernier conseil de la Communauté. Il ressort des propos de M. Mit-



(Dessin de PLANTU.)

terrand que vendredi elle n'était pas tout à fait levée (mais seules resteraient à préciser des modalités compliquées).

D'un autre côté, Mme Thatcher a insisté sur le fait qu'une solution à long terme devait être trouvée parce que la situation actuelle est « totalement inadéquante pour la Grande-Bretagne », parce que les ressources communautaires sont insuffisantes et qu'elles le seront plus encore après l'élargissement à l'Espagne et au Portugal. Nous devons trouver une solution « rapidement », a-t-elle ajouté — et qui dure « aussi longtemps que les problèmes ».

A propos des Malouines (Falkland), Mme Thatcher a notamment déclaré : « Nous n'avons aucun doute sur notre souveraineté (sur l'archipel) et les Falklanders sont des Britanniques et les Britanniques sont des Britanniques » (contre la Grande-Bretagne) à l'ONU a été, dit Mme Thatcher, « incompréhensible et décevant ».

De son côté, M. Mitterrand a souligné que « les considérations de la France ne sont pas ceux de la Grande-Bretagne ». « Inviter les

LE VOTE DE L'ONU SUR LES MALOUBINES

L'abstention française est vivement critiquée à Buenos-Aires

Buenos-Aires. — Les quatre-vingt-dix votes favorables obtenus, jeudi 4 novembre, à l'Assemblée des Nations unies, ont fait l'effet d'un rayon de soleil en Argentine, où l'isolement international était à peu près total depuis la chute des Malouines aux mains des Britanniques. Plus pénible que l'ample majorité qui a approuvé le projet de résolution présenté par les pays latino-américains, c'est le fait d'avoir retrouvé leur place au sein de la communauté internationale qui a le plus satisfait les Argentins.

Tout le monde est cependant conscient que l'Argentine a dû faire de très nombreuses concessions pour parvenir à ce résultat et qu'il sera difficile d'amener la Grande-Bretagne à la table des négociations. Les journaux de la capitale, qui venaient féliciter dans le triomphalisme durant le conflit, ont fait preuve cette fois d'un optimisme modéré. *Clarín* n'a pas manqué de souligner que cinquante-deux Etats s'étaient abstenus et que « de nombreux pays qui ont finalement apporté leur soutien à l'Argentine ont émis la principale réserve bien connue ». La Nation estime de son côté que le vote de l'Assemblée générale des Nations unies représente « une victoire diplomatique internationale de l'Argentine depuis le 14 juin » et qu'il faut l'accueillir « avec mesure et sérénité ».

La mise en œuvre de la souveraineté de l'Argentine dans les milieux militaires ou l'ont reconnu qu'il n'est pas facile d'obtenir une victoire diplomatique moins de cinq mois après une défaite militaire. Les officiers que nous avons interrogés estiment que « l'essentiel (c'est-à-dire la reconnaissance de l'existence d'un litige à propos de la souveraineté) a été préservé ».

Bien que le général Bignone, chef de l'Etat, ait exprimé sa

Le Danemark rejette l'accord sur la pêche conclu par ses neuf partenaires

Le Danemark a décidé le 5 novembre de rejeter l'accord sur la pêche intervenu le 27 octobre à Luxembourg entre les neuf autres partenaires européens.

Le ministre danois de la pêche, M. Hennig Grove, a déclaré que son pays opposerait son veto à la proposition de la Commission européenne, à moins que la Communauté ne fasse une nouvelle offre plus favorable. La Commission a refusé jusqu'à d'accorder aux exigences des Danois, qui réclament un quota de 20 000 tonnes pour la pêche aux maquereaux en large de Fécuss, ainsi que l'octroi d'au moins sept licences spéciales les autorisant à pêcher la morue au large des îles Shetland.

Il est peu probable que les Neuf acceptent de renouer les négociations alors qu'à Luxembourg ils ont adressé un véritable ultimatum au Danemark. « Il n'y a plus de place pour la négociation », avait déclaré le ministre danois de la mer, M. Louis Le Penne, ajoutant qu'en cas de refus danois, le conseil sur la pêche prévu pour le 11 novembre aurait pour objet « de débattre sur la méthode à suivre pour appliquer l'ensemble des mesures déjà acceptées par neuf pays membres ». Il semble exclu toutefois que les Neuf décident de procéder à un vote majoritaire sur la mise en place de l'« Europe bleue » et de passer outre à la volonté d'un pays membre, comme cela avait été le cas lors de la fixation des prix agricoles en 1982. La Grande-Bretagne a affirmé à plusieurs reprises qu'elle s'opposerait à l'adoption de la politique commune de la pêche sans un vote unanime des Dix.

De notre correspondant

Copenhague. — Les dirigeants de Copenhague, qui, initialement, avaient semblé pencher vers la conciliation, ont donc finalement adopté une ligne dure. « Nous sommes fiers, car nous avons l'opinion derrière nous », a déclaré le timide ministre de la pêche, M. Grove (libéral), à l'issue d'un long débat avec les représentants de tous les partis qui pour une fois s'étaient mis d'accord.

Le gouvernement danois paraît estimer que, d'ici au 31 décembre, deux mois de négociations permettront de régler la difficulté. Or, ces derniers temps, d'une réunion européenne à l'autre, le Danemark n'avait-il pas réussi à améliorer chaque fois ses positions auprès de partenaires qui ne désirent pas sans doute voir éclater une nouvelle crise au sein de la Communauté ?

L'opinion danoise a été très largement informée de l'évolution de la situation par la presse, la radio et la télévision. Les responsables des organisations de pêcheurs et les exportateurs de produits de la mer ne sont pas antieuropéens. Ils reconnaissent publiquement que l'entrée du Danemark dans la Communauté leur a apporté de très importants avantages et a stimulé considérablement leur activité. Résultat : il n'y a pas de crise de la pêche au Danemark. Mais ces mêmes professionnels font aussi le raisonnement suivant : « Dans le secteur de la pêche, nous sommes les plus efficaces de la C.E.E. Il serait paradoxal que la Communauté, qui nous a accordé des prêts pour nous permettre de nous développer et de nous moderniser, nous empêche maintenant de continuer notre expansion ou, même, nous oblige à un certain recul ».

A TRAVERS LE MONDE

Angola

L'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola), qui combat le régime de Luanda, a décidé de libérer deux pilotes soviétiques, selon communiqué du mouvement diffusé vendredi 5 novembre à Lisbonne. MM. Nikolai Molleev et Ivan Tchernetski, arrêtés en octobre 1980 en territoire angolais, seront relâchés « dès que le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.), qui sert d'intermédiaire entre les pays concernés par l'opération, sera en mesure de garantir que les deux prisonniers partent directement pour l'U.R.S.S. », indique le communiqué. D'après l'UNITA, responsable de cet assassinat, le communiqué ne donne pas d'autres détails sur la libération du prisonnier, enlevé le 15 octobre en compagnie de trois religieuses, lors d'une visite pastorale dans le sud angolais. — (A.F.P.)

Libéria

RECTIFICATIF. — Le ministre de la défense, le général Kargah, a été nommé mercredi 3 novembre, directeur de la Compagnie nationale de minéral de fer. C'est par erreur qu'il avait été annoncé qu'il avait été nommé directeur de la compagnie nationale de minéral de fer. — (U.P.I.)

Pakistan

LE PRESIDENT ET LE SECRETAIRE ADJOINT DE L'ASSOCIATION DES AVOCATS DE KARACHI, M. A. H. Kabbir, ont été nommés mercredi 3 novembre, à la tête de la Commission nationale de l'ordre de la profession juridique. — (U.P.I.)

République sud-africaine

MORT D'UN DIRIGEANT DE L'EXTRÊME DROITE. — Le docteur Albert Heister, fondateur du Herstigte Nasionale Party (extrême droite), est mort, jeudi 4 novembre à Pretoria à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Son père, le général J.E.M. Heister, avait été le premier chef de gouvernement sud-africain appartenant au parti national, arrivé au pouvoir en 1948. Le docteur Albert Heister avait été membre, pendant dix ans, du cabinet du docteur Hendrik Verwoerd, créateur du mot « apartheid » et initiateur de la politique des Bantoustans. L'objectif du docteur Heister, au cours de ces dernières années, fut la réconciliation des conservateurs afrikaners, malgré son éviction de son propre parti, le Herstigte Nasionale Party, en 1977. — (A.F.P.)

Rwanda

AIDE FRANÇAISE AUX REFUGIES. — La France a fourni au Rwanda une aide médicale et matérielle d'une valeur de 900 000 F destinée aux quelque 40 000 réfugiés d'origine rwandaise en provenance d'Ouganda, a annoncé vendredi 5 novembre le porte-parole du ministère des relations extérieures.

Faire échec aux Pershing

(Suite de la première page.)

A propos des relations avec Pékin, M. Grichine a réaffirmé l'intérêt de Moscou pour une normalisation des relations sino-soviétiques, mais n'est pas allé au-delà de la position traditionnelle soviétique : « La normalisation des relations sino-soviétiques, a-t-il dit, serait une bonne contribution à la consolidation des bases de paix et de stabilité en Asie ». Dans le monde, l'U.R.S.S. aspire sincèrement et constamment à l'assainissement de ces relations, naturellement sans aucun préjudice pour les autres pays.

La cérémonie de vendredi, au cours de laquelle M. Grichine a aussi beaucoup insisté sur la nécessité de lutter contre la corruption, a permis aux observateurs de confirmer l'atténuation de facto de M. André Kirilenko. M. Kirilenko ne figurait pas en effet à la tribune du Palais des congrès.

Le discours de M. Grichine confirme la volonté de l'U.R.S.S. de relancer le « défi américain » en matière de course aux armements et de s'opposer à la mise en place, à partir de la fin de l'an prochain, des cinq-cent-soixante-douze fusées Pershing et missiles de croisière américains prévus par la décision de l'OTAN de décembre 1979. Ce discours fait suite à plusieurs interventions allant dans le même sens.

Ainsi M. Valentin Faline, ancien ambassadeur à Bonn et chef adjoint du département d'information étranger du comité central du parti, écrit dans le numéro du 7 novembre des *Novosti* de Moscou que ce nouveau déploiement occidental ne sera pas « un simple changement quantitatif dans le rapport des forces à l'avantage des Etats-Unis », mais « un changement qualitatif aux

Pékin cherche à éprouver la fermeté de l'axe Moscou-Hanoi

Pékin. — De retour de New-York, où il avait assisté à l'Assemblée générale des Nations unies, le prince Sihanouk a été accueilli, le jeudi 4 novembre, dans la capitale chinoise avec tous les honneurs et selon le protocole habituellement réservé aux chefs d'Etat.

Au cours du banquet offert à cette occasion, le premier ministre chinois a présenté l'ancien monarque comme « un patriote respecté par le peuple cambodgien et un homme politique actif et éminent dans le monde », avant d'ajouter : « Nous admirons la détermination de Samdech de s'opposer aux agresseurs vietnamiens ».

Critiquant au passage le « sabotage » par Moscou de la position du Kampuché démocratique à l'ONU, M. Zhao Ziyang a cependant réservé ses félicités les plus cordiales à ceux qu'il a appelés « les vaillants et farouches agresseurs vietnamiens ». Il a rendu hommage à l'action du peuple cambodgien pour défendre « sa existence nationale, contre l'agression et l'expansion des hégémonistes, grands et petits, et sauvegarder la paix et la sécurité dans le Sud-Est asiatique ».

Avec la même fermeté, le prince Sihanouk a réaffirmé : « Nous n'accepterons jamais le fait accompli » au Cambodge ni au Laos, au Vietnam et l'Union soviétique ».

Ces déclarations très déterminées doivent être notées dans la mesure où elles représentent les premières attaques portées publiquement contre l'U.R.S.S. par la Chine et l'un de ses principaux alliés depuis le départ de Pékin le 10 octobre, de l'Indochine, le diplomate chinois chargé de mener des consultations avec les dirigeants chinois.

Au cours de ces conversations, Pékin, selon des sources chinoises, aurait particulièrement insisté sur l'urgence d'apporter une solution au problème du Cambodge en raison des combats qui continuent de s'y dérouler. L'argument vaut ce qu'il vaut : des affrontements armés n'ont-ils pas également lieu en Afghanistan entre la résistance et les troupes soviétiques ?

Il paraît probable qu'en mettant en avant la question cambodgienne lors de ses contacts avec les Soviétiques, Pékin cherche à éprouver la fermeté de l'axe Moscou-Hanoi. C'est ce qu'il incline à penser également la publication, le vendredi 5 novembre, dans le *Quotidien du peuple*, d'un long article rédigé par le Hoang Van Hon, ancien haut dirigeant vietnamien réfugié à Pékin depuis plusieurs années, qui renouvelle les violentes attaques contre le numéro un vietnamien, M. Le Duan.

Pourquoi, dans la présente conjonction, diffuser un tel article — qui sur le fond n'apporte aucun élément nouveau, — sinon pour exercer une pression politique sur Hanoi et démontrer que, si des obstacles demeurent sur la voie d'un rapprochement avec le voisin du Sud, ce n'est pas à Pékin qu'ils se trouvent, mais du côté des actuels dirigeants vietnamiens ? — M. L.

Pologne

Solidarité appelle les Varsoviens à défiler le 10 novembre

Turquie

Des militaires en quête de légiti-

AMÉRIQUES

Brazil

LES ÉLECTIONS DU 15 NOVEMBRE

La campagne de Mario Juruna, « l'Indien au magnétophone »

Rio-de-Janeiro. — De tous les candidats qui se présentent aux élections générales du 15 novembre, au Brésil, Mario Juruna est certainement le plus inattendu. Indien de la tribu des Xavante, il n'avait jamais vu, à dix-sept ans, un seul blanc. Il avait passé son enfance à fuir, avec ses compagnons, tout contact avec les éléments avancés d'une civilisation souvent mortelle pour les Indiens. Depuis, il a appris à lire, à écrire, à parler portugais. Il s'exprime à la manière indienne, de façon saccadée, négligeant les articles. S'il veut être élu député, c'est d'abord pour défendre ses frères de race. Mais il entend aussi plaider la cause de tous les opprimés du pays : les paysans sans terre, les habitants des bidonvilles, les femmes, les Noirs, les ouvriers.

Il y a six ans, Mario Juruna s'est rendu célèbre en débarquant à Brasília avec un magnétophone. Il était déjà venu à plusieurs reprises dans la capitale pour discuter avec les autorités qui exercent leur tutelle sur les Indiens, considérés comme des mineurs par la législation brésilienne. Chaque fois il avait constaté que ses démarches n'aboutissaient à rien. Il avait donc décidé d'enregistrer, désormais, tout ce que ses interlocuteurs lui diraient. « Blanc ment beaucoup », dit-il. Il fait promesses, et puis il oublie.

Six ans après, Juruna a toujours son magnétophone, qui est devenu sa meilleure arme depuis qu'il a remisé son arc et ses flèches. Il s'en sert pour enregistrer les discours électoraux qu'il entend à l'Assemblée de Rio-de-Janeiro, où il se présente sur la liste de M. Lionel Brizola, l'ancien ennemi numéro un du régime militaire, aujourd'hui leader du parti démocratique travailliste et candidat au poste de gouverneur.

Le visage taillé à coups de serpe, les pommettes énormes, le cou et le torse ne formant qu'une seule masse, Juruna est impressionnant. S'il sourit rarement, ses yeux, à peine bridés, ont de temps en temps une brève lueur de malice. Par exemple lorsqu'il raconte la vie étrange qu'il doit mener loin de son village du Mato-Grosso, dans une ville où il faut tout payer, « même l'eau... même les femmes ».

De notre envoyé spécial

Il y a trente ans, les Xavante étaient plus de vingt mille. Ils sont moins de cinq mille aujourd'hui. Ils ont été décimés par la variole, la grippe, toutes les maladies contre lesquelles les Indiens n'ont pas d'anticorps. Beaucoup ont succombé aussi au cours de la lutte incessante menée contre les fazendeiros (grands exploitants) qui s'emparaient de leurs terres. Après avoir fait la paix avec les Blancs, la tribu a été contrainte, en effet, à une dizaine d'années, de reprendre le sentier de la guerre. Juruna a été le caduc qui a permis cette mission, dans une communauté qui ne se donne de chefs que pour la guerre. « Xavante est très bon. Mais à l'heure de la bagarre, il est très violent. » Juruna a d'abord mobilisé des dizaines de « guerriers » pour défendre les savanes que la tribu occupait dans la région du Rio-Do-Mourão. Puis il est allé à Brasília pour « contester le respect de la loi », c'est-à-dire pour que soit délimitée la territoire de sa communauté. Petit à petit, il a été amené à se battre pour d'autres communautés et est devenu le porte-parole — « l'ambassadeur », comme il dit — d'une population indienne qui n'en avait jamais eu.

« Le Blanc est souvent triste »

Il est devenu aussi « celui qui explique la vie du Blanc aux autres Indiens », car beaucoup vivent encore « sans communication ». Il estime, en effet, que l'Indien « ne peut pas rester comme avant ». Il doit apprendre à lire, s'efforcer d'en savoir davantage, pour être « moins facile à tromper ». Il ne perd pas pour autant « ses caractéristiques ». C'est ce que pense aussi l'ethnologue Darcy Ribeiro, candidat au poste de vice-gouverneur sur la même liste. « L'Indien a toujours été de la façon extraordinaire, nous dit-il. Il a toujours eu conscience de lui-même, même lorsqu'il était accablé, et qu'il n'avait aucun moyen de s'organiser. »

D'ailleurs, s'il est élu, Juruna a bien l'intention de parler dans sa langue à la Chambre des députés, ce qui sera en lui-même une demande comment il sera compris. Il fait mine de mettre des écouteurs sur ses oreilles. Son premier travail consistera

à demander un recensement — fait par des « gens de confiance » — de toutes les tribus existant au Brésil. Il réclamera, ensuite, la délimitation de leurs terres, là où elle n'a pas été faite. Il entend également changer la FUNAI, cette Fondation nationale de l'Indien chargée, théoriquement de la défense des Indiens, mais qui fait trop souvent, consciemment ou non, la politique des grands propriétaires. Il voudrait que la FUNAI soit dirigée par des Indiens qui auraient fait « des études supérieures » et aussi, pourquoi pas, par des « bons Blancs ».

Il a d'autres souhaits. Comme il a beaucoup voyagé, beaucoup vu ces dernières années, il a pu constater que le Blanc était « souvent triste », ce qui explique qu'il soit souvent « si malade ». Il trouve que le paysan (le paysan sans terre de propriété) ne devrait jamais être expulsé de sa terre : or il a vu des millions dans cette situation. Il ajoute que le favelado ne devrait pas être chassé du bidonville qu'il habite, à condition, bien sûr, que celui-ci soit amélioré. Il pense également que tous les ouvriers devraient avoir leur « samedi libre », et que les femmes devraient être affranchies de la tache de leur mari, comme les Indiens de celle de l'Etat.

De l'avis général, Juruna n'est pas seulement un homme énergique, mais aussi un homme « très intelligent ». Selon les derniers sondages, il a de bonnes chances d'être élu. Dans un village qui est resté la capitale culturelle du Brésil, et qui est hautement politisée, il peut obtenir de nombreux suffrages « écologistes ». C'est pourquoi, d'ailleurs, il a été préféré à son Mato-Grosso natal, car les Indiens n'ayant pas le droit de vote, la plupart des Indiens n'auraient pas pu voter pour lui.

L'un de ses « parrains », M. Darcy Ribeiro, a confiance. Il pense que les Indiens du Brésil, actuellement au nombre de deux cent mille, seront à l'avenir « de plus en plus nombreux ». « Aux Etats-Unis, ils étaient tombés à trois cent mille, dit-il, or ils sont deux millions aujourd'hui. Encore faut-il leur garantir la possession de leurs terres, et leur laisser « le droit d'être Indiens » : c'est-à-dire de ne pas être « à la merci de la FUNAI et des missionnaires ».

CHARLES VANHECKE.

Argentine

Marcelo Dupont a été torturé et assassiné

L'affaire Marcelo Dupont vient de connaître un nouveau développement. Le cadavre de M. Marcelo Dupont a été découvert le 8 octobre au pied d'un immeuble à Buenos-Aires (le Monde daté 9 et 12 octobre). Il était le frère de M. Gregorio Dupont, un ancien diplomate, qui a fait des révélations embarrassantes pour le régime militaire. Il a en effet affirmé que l'amiral Massera, ancien membre de la junte, avait rencontré à Paris un dirigeant du mouvement des Montoneros, M. Firmenich, lui remettant 1 million de dollars en échange du soutien de son organisation (pourrait pourchasser par les autorités) à la candidature à la présidence de la République. M. Gregorio Dupont disait tenir cette information de Mlle Holmberg, attachée de presse à l'ambassade d'Argentine à Paris à l'époque de la rencontre. Depuis, Mlle Holmberg a été assassinée. Sa famille a mis en cause l'amiral Massera. La polémique rebondit avec l'annonce, jeudi 4 novembre à Buenos-Aires, que M. Marcelo Dupont a été torturé et assassiné et n'est pas mort accidentellement comme le prétendaient les autorités.

Les militaires de nouveau sur la sellette

Correspondance

Buenos-Aires. — L'affaire démentie il y a plus d'un mois par la disparition de M. Marcelo Dupont semble être parvenue à un tournant décisif. Il est prouvé, en effet, que la victime a été torturée avant d'être assassinée. Les spécialistes réunis à la demande du juge d'instruction pour déterminer si M. Dupont avait subi des sévices, comme le soutient l'un des médecins légistes, ont confirmé, le jeudi 4 novembre, l'existence de brûlures au bras gauche et « profondes » par application d'électrocoupes. Par ailleurs, la reconstruction de la « chute » de M. Dupont depuis le quatrième étage d'un immeuble en construction, considérée jusqu'à présent comme la cause la plus probable de sa mort, a permis d'écarter la possibilité d'un suicide et renforce l'hypothèse selon laquelle le cadavre de la victime aurait été jeté par les auteurs du crime.

Autre révélation importante : M. Dupont a été torturé vingt-quatre heures au moins avant d'être assassiné. Il est donc pratiquement impossible qu'il soit rentré d'un voyage au Brésil et en Uruguay quelques heures seulement avant sa mort comme semblerait le prouver une fiche à son nom remplie à la frontière entre l'Uruguay et l'Argentine. « Seul un groupe d'individus parfaitement organisé est capable de brouiller les pistes de cette manière », affirme le frère de la victime, M. Gregorio Dupont.

Quelle sera la réaction des autorités devant l'évidence qu'il s'agit d'un crime politique ? Le ministre de l'Intérieur, le général Llamas Restom, et le chef de la police fédérale, le général Saizain, qui, au début de l'enquête, se montraient très réservés, ont depuis plusieurs jours un total mutisme. M. Gregorio Dupont, qui n'a jamais cru au suicide ni au crime de droit commun, est décédé, en fait, à la prison au pied du mur. « Mon frère a été tué par les assassins d'Elena Holmberg. Pourquoi le juge d'instruction n'interroge-t-il pas les services d'Intelligence, en commençant par ceux de la marine ? » L'ancien conseiller à l'ambassade d'Argentine à Paris est convaincu que le redoutable service de renseignements de l'armée, le « 3.º Batallón 601 », connaît les noms des complices.

JACQUES DESPRES.

Uruguay

LES « SUICIDES » DE LA PRISON LIBERTAD

Nous avons reçu l'appel suivant du planiste Miguel Angel Enríquez, qui a lui-même été détenu dans les prisons uruguayennes :

« Le fait d'avoir purgé sa peine n'est pas une raison suffisante pour être libéré de la prison en Uruguay. Pendant mon séjour à la prison militaire de Libertad, à 45 kilomètres de Montevideo, j'ai connu l'angoisse de ces prisonniers qui restaient en prison malgré l'ordre de la « justice » militaire de les libérer. Certains de ces prisonniers, que les militaires ne voulaient pas libérer, ont subi un autre sort : « le suicide ».

En décembre 1980, Hugo Demit, sur le point d'être libéré (après huit ans) se serait « suicidé », son corps portait des marques évidentes de tortures. En avril 1982, Edgar Sosa se « suicida », lui aussi. Il était arrivé à la fin de sa peine (neuf ans). Sosa était isolé dans un baraquement vide de la prison. Dans ce même mois d'avril, un autre détenu, Juan Pino Garin, ami inoubliable, voyait sa peine arriver à terme (dix ans). Au lieu d'être libéré, Juan fut transféré dans une caserne militaire. Le 19 juin, son corps a été remis à sa famille : un « suicide », selon les militaires uruguayens.

Dans cette même caserne, quelques jours après la mort de Juan, Jorge Selvas, qui avait purgé sa peine depuis seize mois, fut transféré. Dans la prison de Libertad, j'avais beaucoup entendu parler de lui et des horribles tortures qu'il avait subies pendant deux ans d'emprisonnement secret. Arrêté en 1975, sa détention ne fut reconnue qu'en 1976. Avant d'être transféré en juin dernier, Jorge Selvas a dit à ses compagnons qu'il ne se suiciderait pas.

Depuis, il n'y a plus eu de nouvelles de lui. Sera-t-il le prochain « suicide » ? »

Etats-Unis

M. HOEHL EST NOMMÉ SECRÉTAIRE À L'ÉNERGIE

Washington (A.F.P.). — Le président Reagan a nommé, vendredi 5 novembre, M. Donald Hoehl secrétaire à l'énergie, en remplacement de M. James Edwards, qui a présenté sa démission. Cette nomination doit être ratifiée par le Sénat.

Sous-secrétaire à l'Intérieur depuis l'arrivée de M. Reagan à la Maison Blanche, M. Hoehl, qui est âgé de quarante-sept ans, avait auparavant fondé sa propre firme de conseil en matière énergétique après avoir occupé des postes de direction dans des entreprises privées. Au département de l'Intérieur, il avait appliqué la politique, très critiquée par les écologistes, de son ministre, M. James Watt, pour la mise en exploitation des ressources énergétiques des terres du domaine public.

Le président Reagan souhaite toujours supprimer le département de l'énergie, créé par le président Carter, mais n'a pas encore transmis au Congrès la demande en ce sens.

ASIE

Chine

Plusieurs anciens dirigeants des gardes rouges seraient actuellement jugés

De notre correspondant

Pékin. — Un procès serait actuellement en cours, à Pékin, contre quelques-uns des principaux chefs des gardes rouges de la capitale durant les premières années de la révolution culturelle. Publiée le jeudi

4 novembre dans le Te Kung Pao, organe officiel du parti communiste chinois à Hongkong, l'information n'avait été, samedi matin, officiellement confirmée ni démentie.

Sept anciens dirigeants des gardes rouges se trouvaient dans les boîtes des accusés, parmi lesquels : M. Kuo Dai, ancien chef des « rebelles » de l'université Qinghua, Mlle Nie Yuanzi, qui était en 1966 chargée de cours de philosophie à l'université de Pékin (Beida), et Tan Houen, ancienne étudiante à l'École normale supérieure, MM. Wang Daobien, chef du groupe l'« Orient est rouge » à l'institut de pédagogie, Han Aijing, de l'École d'aéronautique, et Shi Qun. La plupart des accusés sont en prison depuis plusieurs années.

La plus célèbre de ces anciens gardes rouges est certainement Mlle Nie Yuanzi. Secrétaire du comité du parti de son département dès 1967, elle plaçarda, le 25 mai 1968, à Beida, une affiche attaquant violemment le recteur de l'université et le maire de Pékin, M. Peng Zhen, redevenu aujourd'hui membre du bureau politique. Ce pamphlet fut diffusé à la radio. Devenue en avril 1967 présidente de la commune de la nouvelle université de Pékin, elle accéda ensuite à des responsabilités de premier plan dans le comité du parti de la capitale, puis fut élue membre suppléant du comité central lors du neuvième congrès du parti, en août 1969.

Moins connu, M. Kuo Dai acquit cependant un certain renom en 1969-1970 en s'opposant vigoureusement dans son université, aux partisans de Liu Shaoqi.

Ce procès paraît s'inscrire dans une action d'ensemble engagée par le pouvoir contre d'anciens « gauchistes », car des informations de provenance de plusieurs provinces font état d'initiatives judiciaires du même genre.

Il faut noter que, au cours du premier semestre de l'année, avant la tenue du congrès du parti, c'est contre d'anciens représentants du mouvement démocratique que s'était abattue la répression.

MANUEL LUCBERT.

PROCHE-ORIENT

Liban

Une conférence de presse de l'ambassadeur à Paris « Reconstruire, et rendre une vie normale aux jeunes »

Au cours d'une conférence de presse tenue jeudi 4 novembre à l'occasion de la campagne nationale d'action humanitaire en faveur du peuple libanais, lancée par l'Association des Lions Clubs de France, M. Boutros Dib, ambassadeur du Liban à Paris, a dressé un tableau de la situation dans son pays à l'heure de la reconstruction.

Rappelant que le Liban compte 320 000 habitants (soit 300 au kilomètre carré), le diplomate a précisé que le coût global d'une remise en état est estimé à 16 milliards de dollars. Ce chiffre n'inclut ni les réparations déjà effectuées à la suite des bombardements de 1975-1976, 1978 et 1981, ni le manque à gagner, la perte des marchés ou les conséquences de l'exode des cadres. M. Dib a précisé que le nombre des handicapés s'élève à 8 000, auxquels s'ajoutent 22 000 orphelins.

M. CHEYSSON VA SE RENDRE A KOWEÏT, A BAHRÉÏN ET A QATAR

M. Cheysson, ministre des relations extérieures, fera un voyage dans trois Etats du Golfe à la fin de la semaine prochaine, apprend-on de bonne source. Le ministre partira pour Koweït le vendredi 12 novembre. Il se rendra ensuite à Bahreïn et à Qatar. Il sera de retour à Paris, le 16 novembre.

La colonisation israélienne des territoires occupés

Le groupe des pays arabes demande la convocation du Conseil de sécurité

Le Maroc, au nom du groupe des pays arabes, a demandé vendredi 5 novembre, une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU en raison de la « persistance de la politique israélienne consistant à établir des colonies dans les territoires arabes des Palestiniens occupés ». En outre, à quelques jours de l'arrivée de M. Menahem Begin aux Etats-Unis, où il doit être reçu à la Maison Blanche, l'irradiation demeure vive à Washington à l'égard des initiatives israéliennes.

M. Michael Denkel, vice-ministre israélien de l'Agriculture, a, en effet, confirmé, vendredi, à la radio que, au cours des deux mois à venir, vingt nouveaux établissements juifs seraient construits ou agrandis, et réaffirmé que l'objectif d'Israël est d'installer 100 000 juifs dans cent cinquante points de peuplement en Cisjordanie d'ici à 1987. Environ 25 000 juifs et 850 000 Palestiniens vivent en Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967. Le Caire s'est aussitôt élevé contre cette décision qualifiée d'« illégale et illégitime ». Un communiqué du gouvernement égyptien demande à Israël de « renoncer immédiatement à cette politique de sabotage ».

Par ailleurs, le président Amine Gemayel a réagi avec vivacité à toutes les critiques qui mettent en cause le Liban. On indique ainsi au ministère des Affaires étrangères que Beyrouth a exigé que le colonel Radhiat retire les déclarations qu'il a faites récemment à Pékin, mettant en doute la légalité de l'élection du chef de l'Etat parce qu'elle « a eu lieu

La guerre du Golfe

L'IRAN AFFIRME QUE LA ROUTE BAGDAD-BASSORAH EST A PORTÉE DE SON ARTILLERIE

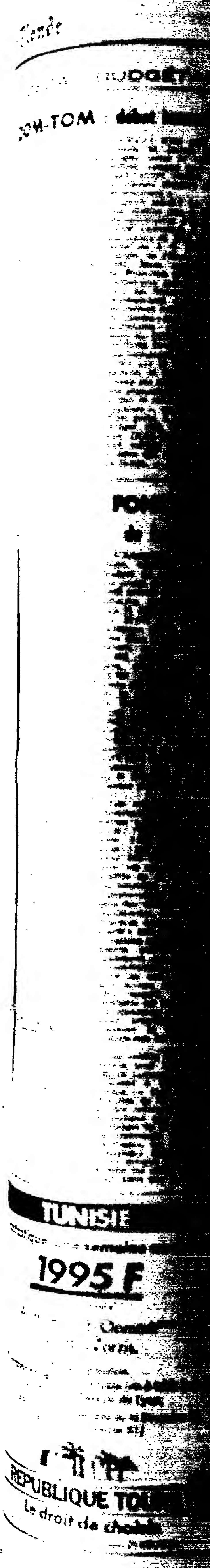
L'opération Moharam lancée dans la nuit du lundi 1er novembre au nord du Liban a permis, aux forces iraniennes de reprendre le contrôle de territoires irakiens d'une importance stratégique considérable dans le cas de développement futur du conflit, a annoncé Radio-Téhéran en soulignant que l'ensemble de la plaine irakienne du Tigre, dans la région d'Al Amara, se trouve désormais à portée de l'artillerie iranienne ainsi que la route principale Bagdad-Bassorah.

Les forces iraniennes et irakiennes se sont affrontées dans les airs et sur mer, vendredi 5 novembre, près de la partie nord du Golfe, loin de l'endroit où une importante offensive s'est déroulée au cours des derniers jours dans le secteur sud de leur front. Chacun des deux belligérants affirme avoir abattu un avion ennemi. Les affrontements ont eu lieu au-dessus de Khor Moussa, à une cinquantaine de kilomètres à l'est d'Abadan.

A Téhéran, plusieurs dizaines de milliers de Irakiens ont manifesté jeudi devant l'ambassade américaine des Etats-Unis pour marquer le troisième anniversaire de la prise d'otages des diplomates américains.

Les Irakiens et des enfants, dont certains n'avaient pas plus de cinq ans, portaient des pancartes dénonçant « le grand Satan » et scandant « mort à l'Amérique ». (A.F.P.-A.P.)

كسرة الخبز



LE DÉBAT BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

AU SÉNAT

DOM-TOM : débat immuable

C'est une loi du genre : les débats relatifs aux départements et territoires d'outre-mer ne se déroulent jamais dans la sérénité. L'histoire la géographie expliquent, dans une certaine mesure, ces passions non contenues, cette perpétuelle hantise des Français d'outre-mer d'être abandonnés par la « mère patrie », de côté freudien. De l'appréhension nationale l'investiture, le procès d'intention. Le reste — mais c'est l'essentiel — relève de la politique, dans ce qu'elle a de moins clair, de plus insidieux, de dévastateur. On voit bien, à chaque fois, la logique de la thèse, c'est-à-dire la stratégie qui la sous-tend : faire apparaître la gauche comme organisant peu à peu le « drapage » de l'outre-mer français. Les promesses électorales sont évidemment d'ordre électoral.

Dans ce domaine, le « débat » droite-gauche, en France, s'est toujours déroulé sur des questions de stratégie, de biens institutionnels avec la métropole. La querelle est immuable, l'ambiguïté savamment entretenue entre « autodétermination » et « indépendance ». Les débats sur les départements et territoires d'outre-mer ne peuvent rien apporter de nouveau, parce que les arguments, les discours, d'une année sur l'autre, sont identiques. Le budget des DOM-TOM n'échappe pas à la règle, ce qui, politiquement, est une épreuve pour l'opposition : « Vous voyez bien que l'Etat se désengage ! » Si le gouvernement voulait vraiment respecter les lettres des arguments, les débats, il a les moyens de le démontrer : en augmentant les crédits ! Simple mais irréalisable. Il n'y a donc pas de débat, de dialogue viable. Il faut être un nouvel élu comme M. Salmon (R.P.R., Polynésie), pour quand on est dans l'opposition, oser parler de « coopération » souhaitable, voire possible, avec le gouvernement. M. Fontaine (N.I., la Réunion) sait bien, lui, que la gauche ne propose qu'une « rupture » aux Français d'outre-mer. Il affirme que c'est « le plus mauvais budget » qu'il a eu à connaître depuis quinze ans. Mais Fontaine ne dit pas qu'il dresse le même constat depuis presque aussi longtemps. « Il est donc clair », pour M. Donast (U.D.F., Guyane), que le développement de l'outre-mer n'est plus une priorité nationale.

L'essentiel est la détermination par département, territoire par territoire, les élus de l'opposition se relaient pour démontrer, chiffres à l'appui, le bien-fondé de leur thèse. Parfois, les députés de la droite, comme M. Hory (app. P.S., Mayotte) parle de « pinguetisme », s'étonne que le secrétaire d'Etat ne se soit pas encore rendu à Mayotte, et que la faiblesse des crédits qui sont attribués à l'île de l'Océan Indien — « on » veut décourager les Mayonnais de rester dans l'ensemble français. Dans le même registre, M. Montoussamy (app. P.C., Guadeloupe) déclare : « L'économie léguée par la droite, caractérisée par l'absence de secteur tertiaire, ne peut être redressée qu'avec une stratégie d'adaptation. Or, votre budget ne vous donne pas, dans l'immédiat, les moyens de l'appliquer. » Si votre

budget n'est pas satisfaisant, ajoute M. Jallon (P.S., Guadeloupe), nous le voterons quand même, compte tenu de l'important effort réalisé depuis 1981 à travers d'autres départements ministériels.

Qu'en est-il ? La masse totale des crédits mis à la disposition du secrétariat d'Etat aux DOM-TOM s'élève à 1 197 millions de francs en 1983. Ils progressent ainsi de 8 % (11,8 % pour le budget de l'Etat) par rapport à 1982. Mais, comme l'a rappelé M. Fourchon (P.S., Guyane), rapporteur spécial de la commission des finances, ces crédits ne représentent qu'une faible part de l'effort total réalisé en faveur de l'outre-mer par les autres ministères : moins d'un vingtième pour le DOM, un sixième pour les TOM. Devant ce qu'il a appelé une campagne « largement orchestrée » sur le thème du désengagement, M. Ramantsoahy a dénoncé « ceux qui jouent avec les espoirs » des populations d'outre-mer, dans le but de conserver des « positions acquises », et de « faire peur ». Tout positif à croire que, pour le budget 1984, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM sera confronté aux mêmes certitudes. Des certitudes qui ne procèdent pas de la raison. — L. Z.

FONCTION PUBLIQUE : un code de bonne conduite des administrations

L'Assemblée nationale a examiné, vendredi 5 novembre, le projet de loi de finances pour 1983 prévoit que les effectifs budgétaires passeront de 2 494 176 (au 31 décembre 1982) à 2 519 780 (+ 25 604, soit + 1,03 %). Les créations nettes d'emploi proposées dans le budget général s'élèveront en 1983 à 16 235, dont 12 902 emplois budgétaires. Il sera, d'autre part, procédé à 12 746 régularisations d'emploi. Dans son rapport effectué au nom de la commission des finances, M. Douyère (P.S., Sarthe) souligne : « Dès la fin de l'année 1982, l'augmentation de l'offre d'emplois publics ou d'utilité collective sur le marché du travail, par rapport au début de l'année 1981, aura dépassé 200 000 emplois. L'objectif fixé par le président de la République sera en conséquence pratiquement atteint. »

Les créations nettes les plus importantes bénéficient à l'administration nationale avec 5 894 emplois : 2 872 emplois ; l'intérieur avec 2 700 emplois ; la justice avec 568 emplois. L'essentiel des crédits de la fonction publique est consacré par les dépenses de rémunérations des fonctionnaires et agents publics. Elle demande également que ces éléments de rémunération, d'origine budgétaire ou non, soient bloqués à leur niveau actuel le 1^{er} janvier 1983 jusqu'à ce que l'ensemble des économies ainsi réalisées soient prioritairement servies à la « révolution des traitements les plus modestes ».

Les crédits de fonctionnement prévus pour 1983 en faveur de l'École nationale d'administration s'élèvent à 113 917 millions de francs (+ 11,93 %). M. Le Pors, ministre de la fonction publique et de la Guyane, la Martinique et la Réunion. Le Sénat avait profondément modifié ce texte, les députés ont adopté plusieurs amendements de la commission des lois tendant à élargir le texte adopté par les députés en première lecture (le Monde des 1^{er} et 2 octobre).

ÉDUCATION : dans l'attente d'un « nouveau souffle »

Quelle différence ! Le budget de l'éducation nationale de 1983 était « euphorique » : celui de 1982 est « de rigueur », selon l'expression de M. Gissinger (R.P.R., Haut-Rhin).

Moins d'emplois seront créés, peu de moyens financiers vont être affectés aux établissements scolaires et universitaires pour assurer leur fonctionnement (1). La « rigueur » est là, comme l'ont souligné en assemblée les nombreux intervenants, qu'ils appartiennent à la majorité ou à l'opposition. D'ailleurs, selon M. Derosier (P.S., Nord), la rigueur n'empêche pas la qualité et le budget 1983 amorçait un tournant significatif de la politique éducative française, affirmant le droit à l'éducation pour tous et favorisant l'ouverture de l'école sur la vie. Alors, bien sûr, il n'y aura que 3 539 emplois au lieu des quelque 37 000 de l'an dernier, mais, selon M. Derosier, « en 1982, il s'agissait de mesures exceptionnelles destinées à donner à un secteur particulièrement abandonné jusqu'en 1981 les moyens qui lui manquaient ». Ces moyens, même importants, n'ont pas été suffisants puisque M. Morteleite (P.S.,

Loir-et-Cher) l'a constaté : « La rentrée 1982 s'est mal déroulée dans certaines académies. » De cette « rentrée ratée », M. Haby (U.D.F., Moselle) connaît la cause. Il s'agit, selon lui, du retard apporté aux affectations de postes d'enseignants de l'éducation nationale à la dégradation de l'efficacité administrative. « Une énorme machine », selon M. Barrot (U.D.F., Haute-Loire), où la machine incohérente prend vite l'allure d'une catastrophe et surtout une machine où « la priorité est donnée aux intérêts du personnel sur ceux du service ».

M. Savary, ministre de l'éducation nationale, n'a pas apprécié ces critiques et a tenu à préciser que, pour l'éducation nationale, d'abord, l'intérêt des élèves. C'est pour eux que M. Savary entend rénover le système éducatif, mais cette rénovation ne doit pas aller trop vite, car, en matière éducative, on ne brûle pas les étapes, on les franchit.

Le ministre plaide pour un dialogue régulier des partenaires dans les services rectoraux ou centraux qui peut favoriser l'émergence d'un projet éducatif par lequel chacun peut se situer. Il ne veut pas entendre parler de réforme imposée d'en haut et préfère « l'appel à l'initiative », la concertation instaurée depuis la recherche d'une autonomie accrue des établissements. Le ministre se montre même optimiste en annonçant que « la rentrée en profondeur a réussi et a commencé à produire ses effets ». La rénovation du système éducatif amorcée sectionnellement peut s'étendre, dit-il. L'année 1982 était celle de la mise en place de commissions et de groupes de réflexion. En 1983 s'ouvrira la deuxième année de démarches concertées à propos notamment de l'enseignement supérieur, des lycées et collèges, des écoles.

Cette déclaration a satisfait M. Barrot, qui craignait que les rapports des groupes de travail ne soient jetés « aux oubliettes », comme le rapport Schwartz, qui faisait apparaître les responsabilités d'un certain corporatisme. M. Herminier (P.C., Bouches-du-Rhône), qui réclamait « une grande ambition pour l'école afin de sortir de la crise », a souligné notre système éducatif, attendu l'année 1983 en attendant, avec d'autres députés, que les crédits d'équipement et de fonctionnement, qu'ils ont adoptés pour cette année ne soient pas annulés, comme ce fut le cas le mois dernier pour toute une partie des crédits de 1982. Il a souligné l'hypocrisie, selon M. Gantier (U.D.F., Paris) « puisque les crédits annoncés ne correspondent pas aux crédits affectés ». M. Gantier est inquiet. Il juge le politique universitaire désastreux. Il souhaite que le C.N.R.S. « revienne au sein de la famille universitaire ». Il prône le rétablissement du ministère de l'université, bref, il préconise... « un souffle nouveau ».

SERGE BOLLOCH.

(1) Le budget de l'éducation nationale a été analysé dans le Monde du 23 octobre.

Le projet de loi sur l'égalité professionnelle des femmes

LE P.C.F. REGRETTE L'INTERDICTION DE TOUT AVANTAGE SPÉCIFIQUE

Mme Gisèle Moreau, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., a déclaré, vendredi 5 novembre, que le projet de loi sur l'égalité professionnelle des hommes et des femmes, adopté le 3 novembre par le conseil des ministres, « bien que porté limité, comporte des dispositions intéressantes, pouvant servir de point d'appui pour l'action des femmes pour l'évolution des mentalités ».

Cependant, observe Mme Moreau, l'interdiction de tout avantage spécifique pour les femmes ne va pas sans poser de problèmes, que deviennent la retraite anticipée, le congé maternité ou bien l'extension des congés pour soigner les enfants ? Mme Moreau indique que les députés communistes tenteront d'améliorer le projet, notamment en étendant son champ d'application aux entreprises de moins de trois cents salariés.

● RECTIFICATIF. — Nous avons indiqué par erreur dans le Monde du 2 novembre que les propositions de loi du groupe socialiste de 1968 (portant amnistie) et 1977 (sur les rapatriés) n'étaient pas les offertes. En réalité, la proposition de 1968 visait également les officiers. L'article 3 précisait en effet : « L'amnistie entraîne la réintégration de plein droit dans les fonctions, grades, offices publics ou ministériels ainsi que dans les droits à pension ».

● PRÉCISION. — Le président de Médécins sans frontières, M. Brauman, nous précise que son association ne reçoit aucune aide financière du gouvernement français pour son action humanitaire en Afghanistan. M. Cheysen, lors de son intervention au Sénat, avait cité cette organisation parmi celles aidées par l'Etat (le Monde du 6 novembre).

Les compétences des collectivités territoriales

Le projet a été approuvé à l'unanimité des votants

Le Sénat a adopté vendredi 5 novembre en première lecture avant l'Assemblée nationale, l'ensemble du projet de loi sur la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales. L'examen de ce texte, commencé quinze jours plus tôt et poursuivi pendant plus de trente heures de débat, a été marqué par une grande technicité et une sérénité qui n'est plus habituelle dans cette Assemblée où l'opposition reste majoritaire. Le score final (197 voix contre zéro, P.C., P.S. s'abstenant) témoigne de cet état de choses ; il est rare, en effet, que la gauche s'abstienne sur un projet aussi important modifié sensiblement par la majorité sénatoriale.

Au cours de la dernière séance, les principales modifications apportées par les sénateurs au projet gouvernemental, modifications souvent approuvées par l'auteur du texte, le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, M. Gaston Defferre, ont été les suivantes :

● Dotation globale de décentralisation : le Sénat, sur proposition du rapporteur M. Fourcade (R.L., Hauts-de-Seine), a voulu que l'usage de cette dotation soit laissé à l'entière liberté des collectivités. Le projet prévoyait que les modalités d'emploi de la dotation seraient fixées par les lois de finances.

● Autre amendement de M. Fourcade et Raybaud (Gauche démocr., Alpes-Maritimes), concernant les impôts transférés : le Sénat a voulu qu'il soit dit que, ce qui est transféré, c'est l'assiette de l'impôt, et non son produit, de telle sorte que les collectivités puissent en fixer le taux. Le Sénat a aussi prévu le transfert aux communes de la base de données de la taxe intérieure sur les produits pétroliers.

● Les sénateurs ont adopté un amendement de M. Raybaud, qui versait les crédits de répartition de la dotation globale d'équipement (D.G.E.) en introduisant de nouveaux paramètres. Ils ont voulu aussi que la fiscalité reste neutre. Le texte initial, selon le rapporteur, favorisait les communes qui investissent le plus et encourageait « insidieusement » au regroupement intercommunal.

● Le Sénat n'a pas voulu que l'Etat « rembourse » aux communes les frais de logement des instituteurs. Il a demandé que la dépense soit directement prise en charge par l'Etat.

● M. Fourcade a fait adopter un amendement fixant que le gouvernement soumettra au Parlement le projet de loi.

● Le Comité de la charte de la nature s'oppose, au moment où le Sénat discute le projet de loi sur le transfert des compétences aux collectivités locales, des « dangers pour la nature et l'équilibre » que ce texte, « inacceptable, dit-il, dans son état actuel », peut présenter au niveau communal. Le Comité, créé il y a dix ans et qui rassemble plusieurs grandes associations nationales de protection de la nature, estime que le transfert des pouvoirs de l'Etat aux communes en matière d'urbanisme serait « très dangereux pour la qualité de la vie ». Une telle mesure devrait être précédée de deux séries de réformes : l'institution d'un véritable système de lutte contre la spéculation foncière, la mise en place de contre-pouvoirs (des directives générales d'aménagement) face aux nouveaux pouvoirs des communes.

Au baromètre mensuel de la Soirée

LA COTE DE POPULARITÉ DE M. MITTERRAND

PROGRESSE DE DEUX POINTS

La cote de popularité de M. François Mitterrand, telle qu'elle est mesurée par le baromètre de la Soirée, progresse de deux points. Elle passe de 51 % au mois de septembre à 53 % au mois d'octobre. Le pourcentage de ceux qui lui refusent leur confiance reste stable (43 %).

En revanche, la cote de confiance de M. Pierre Mauroy baisse. Elle passe de 47 % à 45 %.

M. Michel Rocard reste en tête des personnalités de la majorité avec 61 % d'opinions favorables, contre 59 % en septembre, mais c'est M. Bérégovoy qui bénéficie de la plus forte hausse : 28 % en octobre contre 20 % en septembre.

Dans l'opposition, Mme Simone Veil et M. Chirac gagnent deux points (43 % et 40 %), M. Barre, un point (30 %), tandis que M. Giscard d'Estaing recule de quatre points (31 % contre 35 %).

Ce sondage, publié dans le Figaro-Magazine du 6 novembre, a été réalisé le 25 au 28 octobre sur un échantillon représentatif de mille personnes.

Dans le sondage mensuel réalisé par V.A. pour Paris-Match, publié vendredi 5 novembre, la cote du président de la République reste stable à 53 % d'opinions favorables (1 024 personnes interrogées du 13 au 20 octobre). M. Mauroy perd quatre points (42 %).

La convention nationale du Mouvement des démocrates

M. JOBERT : réunir les Français pour réussir la France

Le Mouvement des démocrates que préside M. Michel Jobert, ministre du commerce extérieur, réunit samedi et dimanche 7 novembre à Paris sa convention nationale. Ses travaux s'organisent autour de plusieurs rapports qui ont trait à la commune, au travail, au logement, à la culture, à la participation du citoyen à la vie de la cité, de la fiscalité locale.

Dans une interview accordée à la Croix, datée du 5 novembre, M. Jobert précise l'ambition de son mouvement : « Réunir les Français pour réussir la France. » Il déclare notamment : « C'est une ambition qui débouche sur les intérêts de partis ou les querelles de boutiques. (...) »

« La majorité présidentielle est alors et va bien au-delà de l'arbitrage parlementaire. Avec d'autres, le Mouvement des démocrates y représente des sensibilités qui ne s'identifient ni à la doctrine communiste, ni au programme socialiste. On a souvent évoqué l'émergence possible d'un courant démocratique de gauche, à l'initiative du président de la République, qu'attendent peut-être aussi les déçus d'une opposition manichéenne et sans programme. Les Français souhaitent certainement un renouvellement de la pensée et des habitudes politiques. L'ambition du Mouvement des démocrates est claire à cet égard. »

● Une délégation du Mouvement gaulliste populaire, conduite par M. Edme Boche, président délégué, a été reçue jeudi 4 novembre par M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du parti socialiste. Les deux délégations ont souligné que se constituaient dans toutes les communes de larges listes d'union de la majorité présidentielle des le premier tour.

TUNISIE
Fantastique, une semaine au soleil.
1995 F
tout compris*
A l'Hôtel-Club Oumani***
à Jerba Zarzis.
Tennis. Equitation.
*1 semaine en pension complète (vin à table inclus)
au départ de Paris ou de Lyon.
(Vols spéciaux du 12 Novembre au 16 Décembre 82
et du 7 au 27 Janvier 83.)
REPUBLIQUE TOURS
Le droit de choisir.
Tél. Paris: (1) 355.39.30 - Tél. Lyon: (7) 837.72.38.

TUNISIE
Fantastique, une semaine au soleil.
1995 F
tout compris*
A l'Hôtel-Club Oumani***
à Jerba Zarzis.
Tennis. Equitation.
*1 semaine en pension complète (vin à table inclus)
au départ de Paris ou de Lyon.
(Vols spéciaux du 12 Novembre au 16 Décembre 82
et du 7 au 27 Janvier 83.)
REPUBLIQUE TOURS
Le droit de choisir.
Tél. Paris: (1) 355.39.30 - Tél. Lyon: (7) 837.72.38.

POLITIQUE

APRÈS LA DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE

Un four ?

Dans son discours de Figeac, le 27 septembre, M. Mitterrand avait donné le ton en souhaitant que le gouvernement et les forces vives du pays concluent un « contrat » de confiance — qui permette de protéger contre l'inflation les conquêtes sociales de la première année de son septennat. Refusant de choisir « entre la faillite et l'inflation », il avait aussi fixé les trois thèmes sur lesquels le gouvernement devait travailler pour venir en aide aux entreprises menacées d'asphyxie : diminuer les charges, réduire les taxes d'intérêt, alléger l'endettement.

Il appartenait à M. Mauroy de mettre ces directives en musique. Voilà qui est fait.

La gamme était difficile à exécuter. Il y fallait du doigté politique. Le premier ministre savait par avance que de nouvelles mesures en faveur des entreprises lui vaudraient, à nouveau, des critiques de la part des syndicats ouvriers et du parti communiste, qui lui avaient déjà reproché de trop céder à la « pression de la droite et du patronat ».

Afin de prévenir ces réactions de la majorité, M. Mauroy s'était employé à prendre les devants. Il l'avait fait en répétant, à l'adresse du P.C.F., que pour le gouvernement l'objectif fondamental demeure « le maximum de croissance possible » et que la rigueur ne signifie pas automatiquement la déflation. Il l'avait fait également en essayant de démontrer que, contrairement aux affirmations syndicales, la politique salariale appliquée ces derniers mois a permis de maintenir, en moyenne, le pouvoir d'achat, et même d'augmenter celui du SMIC. Il l'avait fait, enfin, en prenant l'engagement de poursuivre l'action commencée pour éliminer les causes

structurelles de l'inflation et en dressant l'inventaire des « gagnants du changement » que sont, à ses yeux, tous les salariés, les foyers à revenu modeste, les personnes âgées, les retraités et même les agriculteurs.

Cette argumentation de caractère préventif n'a pas dissuadé le scepticisme des syndicats ni atténué les réserves du parti communiste.

Comme la réaction du C.N.P.F. n'exprime aucun sentiment particulier de reconnaissance, on est fondé à considérer que la conclusion du « contrat » de confiance — que M. Mitterrand appelle de ses vœux — n'est pas pour aujourd'hui. Quels que soient ses aspects positifs, la politique du gouvernement ne reçoit, de part et d'autre, aucun appui chaleureux. Faut-il en conclure que le premier ministre a fait un four ? Dans la mesure où sa déclaration n'a modifié en rien l'appréhension d'ensemble que les uns et les autres portent sur la politique gouvernementale — on ne saurait dire, en tout cas, qu'il ait remporté un succès. Ses appels à l'effort collectif au nom des « intérêts du pays », pour le moins, tombés à plat. Dans le domaine des relations sociales, comme ailleurs, la « nouvelle citoyenneté » demeure, pour le moment, une chimère.

Le commentateur, de M. André Laignel, incarnerait même à forme un jugement plus abrupt. « Trop d'est trop », s'est écrié le député socialiste de l'Indre, au micro de Radio-Berry-Sud. « La force de faire plaisir à nos adversaires nous risque de désespérer nos amis. Le gouvernement se trompe de route... Plus significative est la réaction du numéro deux du P.S., M. Jean Poperein, qui dénonce, comme la C.G.T. et le P.C.F., les sur-

chères du C.N.P.F. Dans ce contexte, les analyses théoriques de M. Michel Rocard, selon lequel il convient de distinguer le sort des entreprises de celui des patrons (le Monde du 6 novembre), ne semblent pas tout à fait adaptées à une situation sociale qui reste empreinte de manichisme.

Comment faire en sorte — avant les élections municipales si possible — que la politique du gouvernement apparaisse plus attractive, non seulement aux chefs d'entreprise mais aussi aux travailleurs ? Tel est le problème psycho-politique auquel le premier ministre est confronté. Face au patronat M. Mauroy a obtenu, en faisant ces nouvelles concessions, un soulagement de conciliation.

Face aux salariés, principale composante de l'électorat de gauche, le premier ministre n'a visiblement pas d'autre choix que de répéter sa gamme pour convaincre que la rigueur n'est pas justice. Il se propose donc d'entreprendre, au cours des prochains jours, une énième campagne d'explication. Sa tâche sera d'autant plus ardue que les perspectives qu'il a tracées pour 1983 indiquent que, dans cette période de l'après-boycott, la plupart des salariés, loin de recevoir l'assurance de figurer bientôt parmi les « gagnants du changement », sont conviés à parler sur l'avenir en jouant, en quelque sorte... à qui perd gagne. Un jeu dont, en général, on se lasse vite. Pourtant, au-delà des apparences et des humeurs, la patience manifestée depuis dix-huit mois par les intéressés, et confirmée aujourd'hui par la défection des principaux syndicats, n'est pas tout espoir au chef du gouvernement.

ALAIN ROLLAT.

LE CLUB DE L'HORLOGE ET LA NOUVELLE DROITE

A la suite de notre article sur les « Nouveaux Droites de l'opposition » (le Monde des 19, 20, 21 et 22 octobre), M. Yvon Blot, président du Club de l'Horloge, nous prie de publier le texte suivant : « Le Club de l'Horloge, cercle de réflexion politique, refuse l'étiquette de nouvelle droite ainsi que celle d'extrême droite. En effet, et bien au contraire, le Club de l'Horloge estime que les notions de droite et de gauche sont inadéquates au temps présent.

« En particulier, la notion de « nouvelle droite » recouvre des idées qui nous sont totalement étrangères.

« Le Club se réfère aux valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité, qui s'opposent aux valeurs d'extrême droite, de nationalisme et de haine des classes.

« Enfin, les conditions péculaires d'adhésion n'ont pour but que d'assurer une indépendance et de ne recueillir que des personnes de profondément « motifs ». Des exceptions sont prévues pour les personnes aux revenus modestes (notamment les étudiants).

[Nous maintenons les appréciations formulées dans l'article mais en cause par M. Blot. — F. J.]

ANCIENS COMBATTANTS

● L'Association républicaine des anciens combattants (ARAC) est réunie actuellement en congrès national à Malakoff (Hauts-de-Seine). Le ministre des anciens combattants, M. Jean Laurain, participera le dimanche 7 à la séance de clôture. A l'ordre du jour du congrès, comme l'habitude, figurent les travaux de la commission nationale, secrétaire nationale, l'insuffisance du projet de budget 1983, qui n'a rien prévu « en faveur d'une deuxième étape de rattrapage du rapport constant, alors que le blocage des salaires et traitements a touché de plein fouet les anciens combattants en supprimant les augmentations prévues pour les fonctionnaires au 1^{er} juillet et au 1^{er} septembre 1982.

● Le vingt-septième congrès national de la Confédération nationale des combattants volontaires de la Résistance, dont le président est M. André Jarrot, Comptable de la Résistance, ancien ministre, tiendra le grand amphithéâtre de la Sorbonne, à Paris, les 6 et 7 novembre. M. Jean Laurain, ministre des anciens combattants, participera aux travaux du congrès, le samedi 6 novembre : une réception par M. Jacques Chirac aura lieu à 19 heures, à l'Hôtel de Ville de Paris.

● L'Association des résistants déportés, internés et emprisonnés politiques en Afrique du Nord (1940-1944) organise le dimanche 7 novembre, de 9 heures à 12 h 30 (salle Médicis au Sénat), un colloque sur le débarquement allié en Afrique du Nord pour célébrer le quarantième anniversaire de cet événement historique (8 novembre 1942). Ce colloque sera présidé par M. Jacques Fauriol, assisté de MM. Fernand Grenier et Etienne Fournier.

Quels débats d'idées ?

(Suite de la première page.)

Dans la majorité comme dans l'opposition, chacun cogne, intrigue ou gronde sans grands soucis des apparences, ni prétendre raisonner des causes et des conséquences par pur esprit philosophique. A la bonne heure ! Continuons l'œuvre d'un bon réalisateur d'acquiescement au fait accompli.

En France, hélas ! elle dérange trop d'habitudes pour se prolonger sans inconvénients. D'ici la fin décembre, quelque puissant témoin national réaffirmera soudain, l'œil humide, son impérieux attachement envers le fameux « débat d'idées ». Adverbialement, nous confondrons aussitôt la formule au vol selon ce minuscule propre aux mœurs contemporaines, où n'importe qui s'empare sans vergogne des paroles et des gestes du voisin par exploitation des réflexes de la société de spectacle.

Une fois de plus, les actes démentiront les paroles, et la nation, déjà sceptique sur la conscience du pouvoir national réaffirmera soudain, l'œil humide, son impérieux attachement envers le fameux « débat d'idées ». Adverbialement, nous confondrons aussitôt la formule au vol selon ce minuscule propre aux mœurs contemporaines, où n'importe qui s'empare sans vergogne des paroles et des gestes du voisin par exploitation des réflexes de la société de spectacle.

En France, hélas ! elle dérange trop d'habitudes pour se prolonger sans inconvénients. D'ici la fin décembre, quelque puissant témoin national réaffirmera soudain, l'œil humide, son impérieux attachement envers le fameux « débat d'idées ».

Par nature, une controverse d'idées général pousse à l'extrême à prendre de la hauteur et à se dégarer des circonstances comme de l'impondérable des caractères. Dans un célèbre ouvrage, l'Université de la Sorbonne de la Révolution française sans se référer à la faiblesse de Louis XVI, aux ambitions déçues de Mirabeau ni au caractère de Robespierre, pourtant essentiel dans la genèse du drame. Le traité de Versailles à peine conclu, Jacques Babinville annonce, plus près de nous, son schéma total avec l'Anschluss, la crise des Sudètes, Dantzig et le pacte germano-soviétique à la clef, sans soupçonner l'existence de Hitler et de Staline, encore dans une demi-obscurité. Une controverse d'idées, cependant, dispense effectivement de recourir aux rivalités entre les personnes pour entrevoir l'avenir.

Qu'on en juge ! « Nous ne voulons pas nous entendre, nous ne voulons pas discuter avec vous des grands intérêts de la patrie. Je suis Clemenceau à Jules Ferry après le désastre de Langson. Je ne vous connaissons plus, nous ne voulons plus nous entendre... Ce ne sont plus des ministres

que j'ai devant moi, ce sont des accusés de haute trahison sur lesquels, s'il subsiste un principe de responsabilité et de justice, la loi ne tardera pas à s'abattre. » Ce tonnerre couvre de ses grondements nos pauvres clapots de mariage, à commencer par une boutade de M. Michel Poniatowski récemment montée en épingle.

En vérité, la guerre civile morale sortie de la Révolution bouillonnaire des mœurs et survécurent dans les mots tout au long du dix-neuvième siècle. Faute de s'engager sur les barricades, comme en juin 1848, ou pendant l'écrasement de la Commune, les Français se querelaient ensuite en paroles à la Chambre, ou par des articles vengeurs à la première page des journaux. Entre les deux guerres, sans parler de leur futur dégoût, en irresponsabilité absolue. Après 1940, elle alimenta les hystéries successives de la presse pro-allemande, puis de l'épuration.

Instruites par ces excès atroces, les générations ultérieures manifestent si précautionneusement la haine qu'elles finissent par évaluer la rigueur elle-même. Ensuite, le courage individuel s'abîme de proche en proche dans le déclin des grandes justifications globalisantes. Naguère, Victor Hugo fondait le second journaisme au nom d'une confiance absolue dans l'avenir de la démocratie. Le monde moderne marche selon des lois trop complexes pour croire encore qu'une seule explication contienne la vérité du monde. Mais, hors d'un civisme mis aujourd'hui en sommeil par le culte de la consommation, au nom de quel absolu rebattre des idées et relayer l'espoir ?

— Au fil des jours, cependant, les bonnes causes ne manquent pas. Cet été, M. Jack Lang prononce un discours capital sur la culture et les multinationales de l'armement. Il reçoit en réponse des injures, des ricaneurs, des interprétations tendancieuses ou mensongères. Et la France attend toujours un vrai « débat d'idées » sur ce sujet fondamental. Pour son deuxième anniversaire, l'atavisme de la rue Copernic mériterait, lui aussi, de susciter quelques réflexions approfondies sur le « néo-nazisme », omniprésent dans les discours mais insaisissable dans les faits. Aucune des belles consciences ardentes à traquer ce fantôme n'a pris cependant le risque d'y revenir.

Scrivain, parlementaire, journaliste, chacun aborde ces affaires selon son tempérament, sa vaillance ou sa pusillanimité, son égoïsme ou son aveuglement. A bien des égards, la distinction sur la querelle entre les personnes et le « débat d'idées » ressemble bien souvent à une agudez épicienne, tant il arrive aux écrivains et aux théoriciens de se mélanger. A voir l'actualité atone de notre vie nationale, la France n'assiste guère, pour le moment, à une lutte entre des principes, ni à un combat entre des hommes. Lorsqu'ils prétendent vertueusement préparer la première ou la seconde, les batailles du forum pourraient-ils nous réserver la grâce de prendre un peu mieux la mesure de leurs vraies dimensions ?

GILBERT COMTE.

M. LAIGNEL (P.S.) : le gouvernement se trompe de route

M. André Laignel, député socialiste de l'Indre, a adressé, vendredi 5 novembre, à l'Assemblée nationale, une déclaration après la déclaration, jeudi, de M. Pierre Mauroy sur la politique économique et sociale.

« Je voudrais dire très simplement au gouvernement, en sachant bien entendu que tout ce qui a été fait depuis dix-huit mois est fondamental (...), qu'il ne se trompe pas de route et que c'est trop », a déclaré M. Laignel au micro de Radio-Berry-Sud.

« Très franchement et avec beaucoup de modération, je veux dire que je suis satisfait, et je suis persuadé que l'immense majorité, pour ne pas dire la totalité des salariés, l'est avec moi », a poursuivi le trésorier du P.S., avant de conclure : « Il est temps de dire très clairement qu'à force de faire plaisir à nos adversaires, nous désespérons nos amis ».

Evocant la prise en charge par la fiscalité des allocations familiales, M. Laignel a déclaré : « Ce ne pourrait être admissible qu'une seule condition essentielle, c'est qu'enfin dans notre fiscalité les revenus du capital soient taxés au moins autant que les revenus du travail. Tant que cette égalité fiscale n'aura pas été établie, il est inconcevable qu'on veuille faire payer par la voie de la fiscalité ce que paient actuellement les entreprises ».

M. CHÉRÈQUE (C.F.D.T.) : le gouvernement risque de subir un revers

M. Jacques Chérèque, secrétaire national de la C.F.D.T., a estimé, vendredi 5 novembre, à Périgueux, que le gouvernement risque de subir un sévère revers sur sa politique économique actuelle.

Selon M. Chérèque, qui présidera un meeting dans les cadres des élections prud'homales, « un effort non négligeable a été fait dans le domaine des libertés, des nationalisations, des lois d'urgence, du crédit de la France à l'étranger ». « Mais, a-t-il ajouté, au nom du sacro-saint combat contre l'inflation, d'autres emprunts sont tentés sous le boisseau comme les bas salaires, la réduction du temps de travail, la protection sociale et la fiscalité ».

M. Pierre Mauroy « continue à cultiver ses grandes utopies » et que « les socialistes n'étaient pas suffisamment préparés à la gestion des affaires ».

« Si les syndicats aujourd'hui n'ont pas la volonté de se mobiliser pour gagner la bataille de l'emploi et du changement », conclut M. Chérèque, « ils seront corresponsables de la dérive conjoncturelle qui pourrait à terme se traduire par une déchéance, car les électeurs risquent de manifester leur mécontentement lors des prochaines élections municipales ».

M. PIERRÉ (P.S.) : il faut serrer les rangs

La majorité « doit serrer les rangs autour du gouvernement de la France pour poursuivre la garde gouvernementale après la déclaration, jeudi, de M. Pierre Mauroy sur la politique économique et sociale.

« Je voudrais dire très simplement au gouvernement, en sachant bien entendu que tout ce qui a été fait depuis dix-huit mois est fondamental (...), qu'il ne se trompe pas de route et que c'est trop », a déclaré M. Laignel au micro de Radio-Berry-Sud.

« Très franchement et avec beaucoup de modération, je veux dire que je suis satisfait, et je suis persuadé que l'immense majorité, pour ne pas dire la totalité des salariés, l'est avec moi », a poursuivi le trésorier du P.S., avant de conclure : « Il est temps de dire très clairement qu'à force de faire plaisir à nos adversaires, nous désespérons nos amis ».

M. MÉHAIGNERIE (C.D.S.) : la « folle » politique du gouvernement

Evocant la prise en charge par la fiscalité des allocations familiales, M. Laignel a déclaré : « Ce ne pourrait être admissible qu'une seule condition essentielle, c'est qu'enfin dans notre fiscalité les revenus du capital soient taxés au moins autant que les revenus du travail. Tant que cette égalité fiscale n'aura pas été établie, il est inconcevable qu'on veuille faire payer par la voie de la fiscalité ce que paient actuellement les entreprises ».

Evocant la prise en charge par la fiscalité des allocations familiales, M. Laignel a déclaré : « Ce ne pourrait être admissible qu'une seule condition essentielle, c'est qu'enfin dans notre fiscalité les revenus du capital soient taxés au moins autant que les revenus du travail. Tant que cette égalité fiscale n'aura pas été établie, il est inconcevable qu'on veuille faire payer par la voie de la fiscalité ce que paient actuellement les entreprises ».

● Une délégation d'Initiative républicaine et socialiste, conduite par M. Léo Hamon, et une délégation du Mouvement des radicaux de gauche, menée par M. Roger-Gérard Schwartzberg, se sont rencontrés, vendredi 5 novembre, au siège du M.R.G. Constatant leur convergence de vues, elles ont « enregistré l'effort présentement fait pour faire prendre conscience au pays des nécessités et des voies de la rigueur économique au service de la justice sociale ». Elles ont estimé qu'il « appartenait aux pouvoirs publics, gardiens de l'intérêt général, d'assurer au travers des concertations nécessaires, et par-delà les intérêts légitimes des particuliers, la satisfaction des exigences du bien public ».

CARNET

— On apprend la mort de notre confrère Lucien CASSAGNE, décédé à Paris le 4 novembre, à l'âge de quarante-neuf ans. Ses obsèques ont lieu en l'église Saint-Thomé-de-Paris, (19^e), ce samedi 6 novembre.

— [Le 23 novembre 1982, Lucien Cassagne, docteur en médecine, était devenu directeur en chef du journal d'informations médicales « le Généraliste ».]

— Nous apprenons la décès de M. Roger CATROUX, ancien député, survenu le 3 novembre à Cannes, (14^e), le 17 janvier 1900 à Sète (Hérault). Roger Catroux, agriculteur, conseiller général de Sète, avait siégé dans la deuxième Assemblée nationale constituante élue le 2 juin 1944. Appartenu au groupe P.R.I. (Parti républicain de la liberté, droit), il ne s'était pas représenté aux élections de novembre 1944.

— M. Gaston Champagnac, docteur Jean-Claude Depoutot et Mme. née Edith Champagnac, et leurs enfants.

— Le docteur Benjamin Champagnac, Mme Jean Truphlin, ses enfants et petits-enfants.

— M. et Mme Pierre Champagnac, leurs enfants et petits-enfants, ont le douleur de faire part du décès accidentel de

Mme Gaston CHAMPAGNAC, née Danièle Jouard, survenu à Paris le 2 novembre 1982. Le service religieux sera célébré le mardi 9 novembre, à 10 h 30, en l'église réformée, 185, rue des Princes, Paris (20^e). L'inhumation aura lieu dans le cimetière du Père-Lachaise.

« Veillez et priez, car vous ne savez ni le jour ni l'heure. »

Mathieu, XXV, 15.

63, rue Falguère, 75015 Paris.

— Créteil, Pont-Evêque (93). — Pierre et Colette Chaumartin, ses enfants.

— Damien, Marie-Pierre, Vincent, Françoise et François-Régis, ses petits-enfants.

— Les familles Schneider, Malécourt, Fournier, et leurs enfants, font part du décès du docteur Henry CHAUMARTIN, lauréat de l'Académie de médecine, survenu le 4 novembre 1982. Il a rejoint, dans la paix du Seigneur, son épouse.

— Noëlle SCHNEIDER.

La messe de funérailles a été célébrée ce jour, samedi 6 novembre, à 9 h 30, en l'église de Pont-Evêque, corps déposé.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Vienne le lundi 8 novembre, à 8 h 30.

La famille remercie tous ceux qui, de Paris ou de loin, lui ont fait part de leur sympathie et qui se sont trouvés en cette circonstance.

27, square Edison, 94000 Créteil.

Mme de Morne, 38780 Pont-Evêque.

— Mme Marie Vialadara, son épouse, son fils, M. Manuel Vialadara, son fils, Mme Edith Fidler, sa nièce, et ses enfants.

— La grande tristesse d'annoncer le décès, à l'âge de soixante-dix-huit ans, survenu le 31 octobre 1982 à Paris, du professeur Manuel VALADARES, ancien élève de Mme Marie Curie, directeur honoraire du Centre de spectrométrie nucléaire et de spectrométrie de masse (C.N.S.M.), grand officier de l'ordre militaire de Santiago de Espada, docteur « honoris causa » de l'Université catholique de Léon.

— Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Cet avis tient lieu de faire-part.

— Nous apprenons la décès, survenu le 3 novembre, du professeur Jean VERNE, ancien président de l'Académie nationale de médecine, (né le 4 octobre 1889 à Saint-Julien (Haut-Savoie)). Jean Verne était docteur en médecine, agrégé d'histologie et de biologie, il a enseigné la biologie médicale et l'histologie de 1921 à 1962 à la faculté de médecine de Paris. Directeur de l'Institut d'histochimie médicale de la Sorbonne, il était aussi le président-fondateur de la Société française d'histochimie. Membre de l'Académie nationale de médecine, il avait été, en 1963, la présidence de cette compagnie en 1963.

— Pour le deuxième anniversaire de la disparition du docteur Stanislas BORNSTEIN, son souvenir est présent parmi nous.

— Nos obsèques, bénéficiant d'une réduction sur les interdictions du « Carnet de Médecine », sont priées de joindre à leur envoi de lettre une des dernières lettres pour justifier de cette qualité.

— Une pensée ou une prière est adressée à tous ceux qui ont connu et aimé André KLEINBAUER-MOSSAND.

— Pour le cinquantième anniversaire de la disparition de « M. NE MAN », une pensée est adressée à tous ceux qui l'ont connu et aimé, ainsi qu'à ceux qui sont restés fidèles au souvenir de son œuvre. Abraham NEUMAN, disparu il y a quinze ans.

— L'Association des Français libres fera célébrer, le mardi 9 novembre 1982, à 19 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, une messe anniversaire (portes ouvertes) à la mémoire du général de GAULLE, chef de la France libre et président d'honneur de l'Association.

— Il est recommandé aux associations d'anciens combattants et de résistants de porter cet avis à la connaissance de leurs membres et de diffuser leur porte-drapeau.

— M. Franck Arnal, ancien ministre, a remis les insignes d'officier de la Légion d'honneur à titre du ministre des finances, à M. Raoul Allier, président de la Caisse d'épargne de Toulon. Cette caisse est à l'origine de l'opération Vieux qui multiplie les échanges culturels et économiques entre le Var et les pays scandinaves.

— Docteur d'Etat Université Paris-V (Bent-Descartes) le 3 novembre, à 9 heures, amphithéâtre Durrheim, M. Bud Dang Ra Don : « Les médecins en France ». Perspectives de démographie professionnelle et d'organisation sanitaire.

— Une pensée ou une prière est adressée à tous ceux qui ont connu et aimé André KLEINBAUER-MOSSAND.

— Pour le cinquantième anniversaire de la disparition de « M. NE MAN », une pensée est adressée à tous ceux qui l'ont connu et aimé, ainsi qu'à ceux qui sont restés fidèles au souvenir de son œuvre. Abraham NEUMAN, disparu il y a quinze ans.

— L'Association des Français libres fera célébrer, le mardi 9 novembre 1982, à 19 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, une messe anniversaire (portes ouvertes) à la mémoire du général de GAULLE, chef de la France libre et président d'honneur de l'Association.

— Il est recommandé aux associations d'anciens combattants et de résistants de porter cet avis à la connaissance de leurs membres et de diffuser leur porte-drapeau.

— M. Franck Arnal, ancien ministre, a remis les insignes d'officier de la Légion d'honneur à titre du ministre des finances, à M. Raoul Allier, président de la Caisse d'épargne de Toulon. Cette caisse est à l'origine de l'opération Vieux qui multiplie les échanges culturels et économiques entre le Var et les pays scandinaves.

— Docteur d'Etat Université Paris-V (Bent-Descartes) le 3 novembre, à 9 heures, amphithéâtre Durrheim, M. Bud Dang Ra Don : « Les médecins en France ». Perspectives de démographie professionnelle et d'organisation sanitaire.

FAITE

Les obsèques

de M. Laignel

se feront

à 10 heures

en l'église

Saint-Thomé

de Paris

le samedi

6 novembre

à 10 heures

à 10 heures

à 10 heures

à 10 heures

à 10 heures

Quels débats d'idées ?

UNE ENQUÊTE DE L'INSEE

Les Français et leurs fusils

Si un peu plus d'un million huit cent mille Français sont titulaires d'un permis de chasser, le nombre de fusils et de carabines s'élève à environ quatre millions cinq cent mille. Une disproportion aussi marquée entre le nombre des chasseurs et celui des armes destinées - en principe - à la chasse pourrait a priori surprendre.

Pourtant, comme le fait observer M. Daniel Verger, auteur d'une étude intitulée « Le fusil de chasse : une affaire d'homme et de rural », publiée par *Économie et statistique*, la revue de l'INSEE, dans son numéro de septembre, si fusils et carabines sont des armes quasi indispensables aux chasseurs, « une valeur affective s'attache fréquemment » à ce genre d'armes, et, ajoute-t-il, « il n'est pas rare qu'on conserve précieusement [ces armes] même quand il n'y a plus de chasseur dans le ménage ». Autre explication à cette prolifération d'armes, la crainte des cambrioleurs, qui a mené certains ménages à faire l'acquisition d'un fusil, et, enfin, le fait qu'un même chasseur puisse posséder plusieurs armes.

Dans son étude, M. Verger note l'importance du feu d'habitation. Ainsi souligne-t-il que 34 % des ménages résident en Aquitaine ont un fusil à la maison, comme les habitants du Limousin, alors que seulement 6 % des ménages alsaciens en possèdent un. De la même manière, il a remarqué qu'un tiers des ménages vivant en milieu rural sont armés, tandis que moins de 8 % des habitants de la région parisienne ont un fusil, et que le taux

« Soins jaloux »

L'auteur note ensuite que si la chasse est un sport « coûteux », elle n'est pas réservée, en milieu rural, aux plus riches : 55 % des agriculteurs français possèdent un fusil, alors que chez les commerçants, artisans et industriels, le taux d'équipement ne dépasse pas 36 %. Quant à l'âge et à l'état du « parc » des fusils, M. Verger signale, « pour ce bien existant depuis fort longtemps, une longévité exceptionnelle ». En effet, plus de 17 % des armes en service en 1981 avaient été achetées en 1950, ou antérieurement. Pour l'auteur, ces chiffres dénotent non seulement une grande robustesse de fabrication, mais aussi le signe du « soin jaloux » avec lequel chaque propriétaire veille sur son arme, « en raison de sa valeur tant marchande qu'affective ».

Enfin, l'enquête a montré que si les Français boudent volontiers l'achat d'un matériel d'occasion, dès lors qu'il s'agit de levallois, de levallois ou de réfrigérateurs, par exemple, près de 27 % des fusils actuellement en service n'ont pas été achetés neufs.

J.-M. D.-S.

JUSTICE

UNE NOUVELLE INTERPELLATION DANS L'AFFAIRE DU CORAL

Les policiers du S.R.P.J. de Montpellier, agissant en vertu d'un mandat d'amener délivré par un juge d'instruction parisien chargé de l'affaire de pédiophilie du Coral (1), ont arrêté le 4 novembre un jeune homme âgé de vingt ans, M. Philippe Robert. Il devait être présenté au juge d'instruction parisien pour se voir notifier une éventuelle inculpation.

M. Robert, après avoir été pensionnaire au Coral, alors qu'il était

mineur, y était resté après sa majorité, jusqu'au début de 1982. Philippe Robert avait été arrêté il y a quelques mois, après son départ du Coral, pour une tentative d'incendie volontaire dans l'Arège. A sa sortie de prison de Fols, à la fin d'octobre, il s'était rendu à Nîmes et c'est à son domicile que les policiers l'ont interpellé. Il a été arrêté après l'audition de certains mineurs entendus dans l'affaire du Coral.

(1) Il s'agit de M. Robert Fenevrou, qui remplace momentanément M. Michel Salzmann, absent pour des raisons de santé.

● Le gouvernement philippin a l'intention de faire arrêter et d'expulser tous les « pervers sexuels étrangers », dans le but d'éradiquer la prostitution infantile aux Philippines, a-t-on indiqué, jeudi 4 novembre, à la commission de l'immigration.

Une brigade spéciale sera chargée d'arrêter les étrangers qui exploitent sexuellement les enfants. Les centres de vacances situés dans le nord et le centre du pays, y compris les îles isolées, seront contrôlés. — (A.F.P.)

ÉDUCATION

Quand les parents recrutent des enseignants

Mécontents de l'absence de certains professeurs plusieurs conseils de parents d'élèves ont pris une initiative originale : recruter et payer eux-mêmes des enseignants. Tel a été le cas notamment au collège Chinocho de Montargis (Loiret) et à Voreppe (Isère).

De notre correspondant

Grenoble. — « Nous recherchons un professeur de mathématiques intérimaire. Rémunération assurée et garantie par les parents. » Cette publicité parue le 22 octobre dans les colonnes du quotidien régional *le Dauphiné libéré* émanait de parents des élèves du collège de Voreppe (Isère), ex-cédés par les mauvaises conditions de la rentrée dans ce nouvel établissement de la banlieue grenobloise ouvert en septembre.

Deux professeurs avaient fait des apparitions éphémères devant les élèves de troisième et de quatrième, leur assurant au total depuis le début de l'année scolaire, cinq heures de cours seulement. Faisant valoir que tous les maîtres auxiliaires de mathématiques avaient déjà été affectés dans l'académie, le rectorat avait préché la « patience » aux parents d'élèves.

Ceux-ci envisagèrent alors de recruter un enseignant d'un organisme privé local, Math Assistances ; mais ils se tournèrent d'abord vers la presse pour lancer leur appel. Cette initiative a été mal reçue par le maire (R.P.R.) de Voreppe, M. Michel

Hannou, qui a regretté que « les carences de l'éducation nationale aboutissent à la mise en place de solutions tendant à dénigrer la légitimité ou à l'abandon de l'unité de l'enseignement public ».

Une vingtaine de candidats devaient répondre à l'annonce dont un professeur certifié, actuellement sans affectation, et une maîtresse auxiliaire récemment congédiée par le rectorat de l'académie de Grenoble où, selon l'administration, tous les postes de mathématiques avaient déjà été pourvus.

Les parents des élèves du collège ont aussitôt présenté « leur » candidat au rectorat. « Entre temps nous avions rassemblé près de 2 000 francs pour pouvoir tenir avec un enseignant intérimaire pendant dix ou quinze jours », explique l'un des parents, M. Michel Mollet. Le 2 novembre, la maîtresse auxiliaire se présentait au collège de Voreppe avec la certitude d'être employée et payée par les services académiques qui l'avaient récemment « remerciée ».

CLAUDE FRANCHILLON.

DÉFENSE

Les services secrets sont invités par le gouvernement à franciser leur informatique de renseignement

Le ministre de la défense a demandé à la Direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E.) de réexaminer son programme d'informatisation, dans le but de choisir des équipements français, de préférence à des matériels étrangers, même si l'exécution du projet initial devait en être légèrement

retardée. M. Hermu, ministre de la défense, a précisé que des crédits supplémentaires seront, si nécessaire, inscrits au profit des services français de renseignements dans la loi de finances rectificative (le « collectif » budgétaire) présentée en fin d'année.

Après 1974, le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), qui a donné naissance, en avril 1982, à la D.G.S.E., a commencé à utiliser des ordinateurs loués pour l'informatique de gestion et la transmission de données. En 1981, le conseiller scientifique et technique du nouveau directeur général des services secrets, M. Pierre Marion, a été chargé de concevoir un plan informatique de trois ans, appliqué au renseignement.

La D.G.S.E. suit en cela, mais avec quelques années de décalage, des centrales étrangères, aux États-Unis et en République fédérale d'Allemagne notamment, qui sont très en avance en ce domaine.

Si l'on en croit des fonctionnaires de la D.G.S.E., l'opération en cours représente « un saut qualitatif ». Le système qui sera mis en place cessera d'être embryonnaire, comme il l'a été longtemps, pour devenir un réseau informatique accumulant et stockant les renseignements recueillis. Il permettra aussi des échanges d'informations et sera capable à terme - ce qui constitue une voie originale - d'aider à l'élaboration des hypothèses interprétatives.

Plusieurs solutions avaient été retenues et, pour des raisons de rapidité de mise en œuvre, la présence des experts de la D.G.S.E. s'était portée sur des matériels de conception étrangère.

Mais, considérant qu'il s'agit, pour l'essentiel, d'équipements tout-venant et qu'il convient même au prix d'une dépense supplémentaire - de tenir compte de l'intérêt économique national, le ministre de la défense, qui exerce la tutelle administrative de la D.G.S.E., a choisi de retarder quelque peu l'équipement informatique des services de renseignements en leur donnant pour consigne d'acquiescer des matériels et des logiciels français.

Sécurité

A la D.G.S.E., on laisse entendre que le retard ne sera pas préjudiciable si les fonds nécessaires sont bien débloqués à l'occasion du

prochain « collectif budgétaire », à propos duquel le premier ministre, M. Pierre Mauroy, a déclaré (*le Monde* du 29 octobre) qu'il concernerait, cette année, les armées françaises.

Le problème à résoudre par les installateurs sera de garantir qu'aucune personne non expressément habilitée ne puisse avoir accès aux renseignements touchant, principalement, l'origine des sources d'une information. Cette sécurité, qui protège la source, est probablement la plus exigeante de toutes les contraintes qui affectent le fonctionnement d'un service secret.

Pour éviter des « entrées » indues dans le système, il est d'ores et déjà prévu que l'ensemble des clés d'interdiction sur certaines archives ou certains fichiers, et un contrôle permanent avec la mise en mémoire de l'interrogation, de manière à savoir qui a demandé quoi. D'autre part, le fichier proprement dit des sources, qui est longtemps resté manuel et qui est le « cerveau » de la D.G.S.E., sera protégé spécifiquement par des mini-systèmes privatifs, interdisant les éventuelles connexions.

La généralisation de l'informatique, à la D.G.S.E., devrait nettement modifier le travail de nombreux agents, à l'heure où le service réoriente ses activités sur l'initiative du gouvernement.

Réorientation

En effet, il a été demandé à M. Marion de renforcer, au sein de la D.G.S.E., le contre-espionnage (C.E.) pour lui confier des missions plus offensives, qu'il avait négligé de mettre au premier rang de ses priorités du temps de M. Alexandre de Marenches.

Le C.E. était, dans son rôle traditionnellement défensif, plus occupé à assurer la protection de l'autre grande division de la D.G.S.E., le service de renseignement (S.R.), et à veiller à l'authenticité des sources ou des informations rassemblées précisément par le S.R. A ce titre, il a longtemps été un frein. On lui demande aujourd'hui de passer à l'offensive.

JACQUES ISNARD.

M. MAUROY PRÉVOIT UN « RATTRAPAGE » EN 1982

DES CANTINES DÉPENSES MILITAIRES

Recevant vendredi 5 novembre une délégation du bureau de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, le premier ministre, M. Pierre Mauroy, s'est engagé à porter de 11,2 % à 12 % la progression, en 1982, des crédits de paiement alloués à l'équipement militaire, à l'occasion du prochain « collectif budgétaire » de fin d'année, à propos duquel le président de la commission, M. Louis Darinot, député P.S. de la Manche, a dit qu'il pourrait être un « rattrapage » pour certaines dépenses militaires.

Les parlementaires entendaient attirer l'attention du gouvernement sur les effets de l'annulation de 13 500 millions de francs d'autorisations de programme et de 3 200 millions de francs de crédits de paiement sur le budget de la défense pour 1982. La progression portée à 12 % des crédits de paiement, compte tenu des annulations précédentes, représente une somme de 800 millions de francs environ, selon une estimation des députés.

D'autre part, selon M. Darinot, le premier ministre a assuré le bureau de la commission de la défense que l'effort militaire de la France sera maintenu à 3,9 % du produit intérieur brut marchand (PIBm) durant la prochaine loi de programmation militaire 1984-1988, qui est à l'étude et qui sera soumise à l'approbation du Parlement au printemps 1983.

DES COMITÉS DE SOLDATS DÉNONCENT

« LE SERVICE À LA CARTE »

Le mouvement Information pour les droits du soldat (I.D.S.), a distribué, dans les gares parisiennes, un bulletin, tiré à 4 000 exemplaires, qui dénonce, en le qualifiant d'insalubre, « le service à la carte » ou le service à durée variable que le premier ministre a récemment proposé (entre six et dix-huit mois).

« Ce projet est dangereux », a plus d'un titre, écrit dans le bulletin d'I.D.S. Qui va pouvoir s'offrir les six mois avec une solde aussi minable ? Certainement pas les jeunes chômeurs, qui demeureront des assistés. Encore une fois, les jeunes issus des classes populaires vont faire les frais de la réforme. Il faudrait s'engager pour douze ou dix-huit mois pour pouvoir vivre décemment. Inacceptable !

Nous, soldats d'I.D.S., disons clairement que six mois dans les conditions actuelles sont toujours inacceptables (...). Ce que nous voulons, c'est une véritable formation militaire, le temps de service devant être limité à ces besoins de formation », conclut le mouvement qui réunit certains comités de soldats.

LA FRANCE LIVRERA AUX ÉTATS-UNIS DU MATÉRIEL DE CHASSE AUX MINES

L'entreprise américaine Raytheon s'est associée avec la société française Thomson-C.S.F. pour la fourniture, à la marine de guerre des États-Unis, de trois sonars prototypes destinés à la détection et à la chasse aux mines. Ce contrat, de l'ordre de 175 millions de francs, reviendra pour un quart de son montant à Thomson-C.S.F., qui a été choisie, pour partenaire, par Raytheon, qui considère la société française comme ayant la plus grande expérience des techniques de sonars pour la chasse aux mines.

Retenu par la marine américaine, de préférence à des offres d'autres fournisseurs nord-américains, britanniques ou ouest-allemands, le matériel développé par Raytheon-Thomson-C.S.F. a été baptisé A.M.S.S. (Advanced Minehunting Sonar System) et consiste en l'association de deux sonars (un de détection et un autre d'identification) montés dans un engin de formes hydrodynamiques remorqué à différentes vitesses et à différentes profondeurs par un navire chasseur de mines. Ce premier contrat porte sur l'étude et la fabrication de trois sonars prototypes, dont la livraison devrait commencer dans un délai de vingt-quatre mois.

Une deuxième étape, prévue à partir de 1985, de ce marché consiste en l'installation du système A.M.S.S. sur trente et un chasseurs de mines américains (de la classe M.C.M.-1 de 1 000 tonnes et de la classe M.S.H.-1 de 600 tonnes). Pour Thomson-C.S.F., ce deuxième contrat devrait être de 150 à 200 millions de francs.

Le traité d'extradition entre la France et les États-Unis va être révisé

M. William French Smith, ministre américain de la justice (attorney general), vient d'effectuer une discrète visite en France au cours de laquelle il a rencontré MM. Defferre et Badinter, ainsi que le secrétaire d'État à la sécurité publique, M. Joseph Franceschi. Dans une déclaration remise à la presse, M. French Smith a indiqué, vendredi 5 novembre, que des discussions destinées à actualiser et à « parfaire » le traité d'extradition entre la France et les États-Unis, qui date de 1909, commencent le 29 novembre à Washington. Le nouveau texte devrait permettre de mieux « combattre toutes les formes de crime organisé, y compris le terrorisme », a précisé l'attorney general.

M. French Smith, qui a qualifié d'« étendues » et de « fructueuses » ses conversations avec les responsables français, a indiqué que au cours de celles-ci, avaient été également abordées la possibilité d'accroître la coopération judiciaire entre les deux pays et l'éventualité de transférer des détenus de l'un à l'autre.

M. French Smith, qui était arrivé à Paris venant d'Extrême-Orient, où il s'est occupé, notamment en Thaïlande et à Hongkong, de la lutte contre le trafic de drogue, s'est rendu, samedi, à Rome.

● Une inculpation après l'incendie de l'école Decroly. — Un seul des quatre jeunes gens interpellés le 3 novembre après l'incendie criminel commis à l'école Decroly (*le Monde* du 5 novembre) a été inculpé, le 5 novembre, d'incendie volontaire. M. Olivier Buisson, âgé de dix-huit ans et demi, aurait été reconnu par un témoin qui l'avait vu en compagnie d'autres personnes sortir de l'école Decroly, située à Saint-Mandé (Val-de-Marne), peu de temps avant l'incendie. L'adolescent a été remis en liberté.

En France

« TXUXO » MIS EN LIBERTÉ SOUS CONTRÔLE JUDICIAIRE

Un Basque espagnol, Jesus Abriketa, dit « Txuxo », chef présumé d'une branche de l'ETA politico-militaire, a été remis en liberté sous contrôle judiciaire, jeudi 4 novembre, sur ordonnance de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Pau (Pyénées-Atlantiques). Objet d'un avis de recherches depuis la découverte, le 27 avril, à Bayonne, d'un stock d'armes et d'une documentation compromettant notamment une liste d'industriels espagnols contraints de payer l'« impôt révolutionnaire » au mouvement basque, il avait été arrêté le 13 octobre (*le Monde* du 15 octobre) sur la côte basque française. Abriketa avait, alors, été inculpé « d'association de malfaiteurs » par le juge remplaçant le magistrat chargé du dossier. Mais ce dernier, estimant le dossier insuffisant pour maintenir Abriketa en prison, a décidé de rendre une ordonnance de mise en liberté sous contrôle judiciaire. Le parquet a fait appel. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Pau a suivi, jeudi, l'ordonnance du magistrat.

Cette décision intervient alors que l'ETA politico-militaire est affaiblie par la dissolution, fin septembre, de sa branche politique militaire et au moment où la victoire du parti socialiste ouvrière de M. Felipe Gonzalez peut laisser penser à une nouvelle collaboration entre Paris et Madrid dans la lutte contre le terrorisme.

● Des explosifs découverts au Larzac. — Un spéléologue toulousain a découvert, fin octobre, dans une grotte du Larzac, à proximité d'une ferme inhabité située dans la région de Millau (Aveyron), quelque 80 kilos de dynamite agricole et plusieurs centaines de mètres de corde d'allumage.

culture
TROIS DISPARITIONS

Jacques Tati, l'inventeur foudroyé

(suite de la première page.)
Jacques Tati, découvert, couronné, salué comme un génie, restera, toujours, un phénomène. Après *Jour de fête*, on s'empresse de relever chez lui les influences des précurseurs du burlesque français, Jean Durand, Max Linder, puis de René Clair. Le chauvinisme national sera longtemps aveugle à ce que Tati doit à Buster Keaton.

En fait, le cinéaste qui vient de se révéler est un inventeur tapi dans son univers, un artisan qui fera éclore des merveilles avec des bricoles, des idées humoristiques et poétiques germées dans sa tête pleine de rêves, et qui doivent tout à l'inspiration, à la recherche.

On l'imagine bien préparant des expériences dans des cornues de laboratoire qui lui éclatent au nez avant qu'il ne sorte, un beau jour, la philosophie ou quelque chose d'incroyable, d'irréfutable.

Les films ne se font pas avec des cornues, c'est sûr. Mais Tati appartient bien à cette race de chercheurs entêtés pour lesquels l'idée scientifique n'est qu'une manière d'avoir raison contre le hasard et le matériel technique.

Au cours des années 30, les films comiques français (ceux de René Clair exceptés) s'étaient gavés de situations empruntées au théâtre, de mots d'auteurs que les acteurs se renvoyaient comme des balles de ping-pong. Avec la vogue du facteur François, Jacques Tati change tout. Il préfère la mimique, le geste, l'expression visuelle, à la parole.

La parole, il ne peut pas la supprimer, la refuser comme, jadis, Charlie Chaplin. Alors, lui, Tati, il en fait des sons, des bruits, des bouts de phrases, des onomatopées, qui n'ont pas l'air de la parole, qui se soumettent à elle, l'accompagnent, en renforcent le pouvoir burlesque.

Par ailleurs, Tati est un réaliste. Il a un sens aigu de l'observation sociale, des comportements. Ce qu'il montre dans *Jour de fête*, et qu'il montrera par la suite, c'est le quotidien, passé au filtre d'un regard qui capte le jeu des apparences, ce qu'il y a derrière et qu'on ne sait pas toujours voir, à cause des habitudes sociales.

Le premier, dans les *Vacances de M. Hulot*, Tati fait apparaître ce qui est seulement en germe dans la France du début des années 50 : les attitudes estivales de la classe moyenne dans les stations de bord de mer, les « petits trous pas chers », comme on disait alors. Lorsque des voyageurs, chargés de valises, de paquets, se précipitent d'un

quai à l'autre, sur les indications inaudibles des haut-parleurs d'une gare, pour monter dans un train, la France vacancière est prise de se voir dans un miroir.

Dans ce deuxième long métrage un événement se produit : Tati, acteur, a déposé le costume du facteur rural. Il est devenu M. Hulot, petit bourgeois français que sa taille de 1,80 mètre oblige à se pencher en avant, qui avance sur la pointe des pieds, d'une démarche dansante et saccadée, fume la pipe, soulève poliment son chapeau de toile pour saluer les estivants et commet, en toute innocence, des maladroites qui dérangent l'ordre et la tranquillité d'un hôtel assoupi. Tati sera, désormais, inséparable de M. Hulot, témoin qui, dans les films, relate le cinéma pour faire naître la satire, la poésie. Tati devance le cinéma moderne de la nouvelle vague par la liberté de son écriture (scénario sans événements, étude de comportements, utilisation toute personnelle du son, dialogues escamotés) et la direction d'acteurs non professionnels. Hulot, l'innocent, l'optimiste, le mélétré, n'est plus un héros comique comme l'était, simplement, François, mais un homme qui affirme son individualité à l'égard d'une société dont les rites, les manières, les comportements, décapés sans méchanceté par des gags désopilants, deviennent tableaux de mœurs d'une époque. Voyez ce qui arrive lorsque Hulot se mêle à une séance de gymnastique sur la plage ou fait exploser un feu d'artifice.

Tati prépare longuement, minutieusement, ses films. Mais, à l'écran, tout semble improvisé dès que Hulot se montre, traverse une rue, monte un escalier. Le personnage ne changera pas en vieillissant. Il sera le témoin des transformations de la société française. Six ans après, entre les *Vacances* et *Mon oncle* (premier film en couleurs de Tati), où Hulot donne un leçon de vie libre et ludique à son jeune neveu, fils d'un industriel ligoté par le confort moderne. En 1958, la France n'est pas encore allée au-delà de la consommation mais on commence à raser de vieux immeubles pour construire les quartiers résidentiels de la classe aisée. Hulot préfère sa maison bisornue d'un quartier populaire à la villa de son beau-frère Arpel où tout est automatisé, même le poisson rouge. Hulot ne refuse pas le progrès technique, comme un malentendu, qui dure encore, l'a fait dire, il s'oppose au conformisme aliénant du progrès, il sème le désordre et la confusion pour garder la liberté de vivre, échapper à la déshumanisation.

L'échec de « Playtime »

De cette conception du monde naît *Playtime*, auquel Tati travaille pendant des années, et qui coûte une fortune : c'est un échec retentissant qui ruine l'inventeur. Avait-il eu la folie des grandeurs ? Mais non. Les immenses décors de la ville moderne semblable à celles que l'on voyait pousser en 1957, dans les anciennes banlieues, à la périphérie de Paris, marquent l'énorme écart de dimensions entre un nouveau mode d'habitat et les fournis humaines qui doivent s'y déplacer. Le style burlesque de Tati touche, alors, à l'absurde kafkaïen. Dans le dédale de *Playtime*, les personnages, touristes et autres, perdent leur libre arbitre, à l'exception de Hulot, qui défend — avant que ce n'en soit la mode — la « qualité de la vie » en semant la pagaille. Le cinéaste utilise des techniques raffinées (tournage en 70 mm, son stéréophonique pour briser son petit univers au sein de l'ordre implacable, inhumain, enfoncé par la civilisation moderne. En 1987, on en est encore à l'euphorie du progrès industriel. Le comique d'observation de Tati se trouve renforcé, renouvelé, par la vision d'un monde essopé, mécanisé, uniforme, glacé.

Les spectateurs refusent *Playtime* : c'est le drame de l'inventeur. Ses films précédents ont rapporté de l'argent. Celui-ci laisse un déficit de

8 millions qui le ruine. Il engage tous ses biens. Quelques années plus tard, les films produits par sa société en faillite seront vendus aux enchères. Entre-temps, Tati, tout de même, a pu tourner *Traffic*, film à petit budget où Hulot, toujours égal à lui-même, suit en témoin funambulesque les difficultés de la circulation automobile sur le trajet routier Paris-Amsterdam, avec carambolages de voitures, filant, réverbères, incitation au bonheur naturel. Le succès est revenu, éphémère. *Traffic* est le chant du cygne de Hulot. Toujours accablé d'ennuis financiers, Tati s'en ira tourner, à Stockholm, un spectacle de variétés dans un cirque, avec le système de vidéo mobile.

C'est *Parade*, où Hulot est devenu Monsieur Loyal, pour offrir une fête, tendre et comique, aux enfants et aux adultes. L'inventeur s'est fait salimbanque. Et voilà que ses anciens films ressortent, au cinéma, à la télévision. Concert de louanges, redécouverte. L'inventeur foudroyé se remet à un projet. Confusion, qu'il allait réaliser. Maintenant il est mort, et on va le saluer comme un monument, célébrer son génie, regretter sa disparition, déplore qu'il ait été écarté de la création cinématographique. Il faudra, un jour, plus tard, réexaminer sereinement son œuvre. Aujourd'hui, nous lui dirons simplement, et avec émotion : « Merci Monsieur Hulot ».

JACQUES SICLIER.

Le cinéaste Yves Ciampi

Le cinéaste français Yves Ciampi, auteur notamment de *Typhon sur Nagasaki* et *Les héros sont fatigués*, est mort le 5 novembre à Paris. Il était âgé de soixante et un ans. Yves Ciampi achevait le montage d'un film sur la marine et devait commencer le tournage d'un téléfilm pour TF 1.

Né à Paris le 9 février 1921, fils du pianiste Marcel Ciampi et de la violoniste Yvonne Astruc, Yves Ciampi se découvre, en 1938, une vocation de cinéaste amateur. Au cours des années suivantes, il réalise quelques courts métrages tout en faisant de brillantes études de médecine. Il est nommé docteur en 1946 et reçoit la médaille d'or de la Faculté de Paris. Mais il choisit le cinéma en devenant l'assistant de Jean Dréville pour *La bataille de l'eau lourde*, tourné en Norvège.

Yves Ciampi débute dans la réalisation de longs métrages avec deux comédies policières, puis s'empare, en 1951, avec *Un grand patron*, portrait d'un grand chirurgien, étude de mœurs du monde médical. Il traite le problème de la drogue dans *L'Esclave* (1953), puis celui de la médecine empirique dans *Le Guérisseur* (1954). Yves Ciampi est alors, dans le cinéma français, un des meilleurs représentants du « réalisme psychologique », et il gardera toujours le goût des drames sociaux et des conflits de

caractères, même dans des films d'atmosphère « exotique » comme *Les héros sont fatigués* (1955, des Blancs déracinés, au Libéria, Etat africain indépendant), et *Typhon sur Nagasaki* (1956, première coproduction franco-japonaise où le typhon final est un morceau de bravoure à la manière hollywoodienne).

Les idées généreuses, les bonnes intentions, une dramaturgie un peu trop appuyée, marquent *Le vent se lève* (1958), *Liberté* (1961), *le Chiel sur la tête* (1964), mais *Qui êtes-vous M. Sorge ?* (1960, histoire d'un espion soviétique au Japon, de 1937 à 1944), est, dans un style d'enquête, une approche très intéressante d'événements réels de la seconde guerre mondiale. Mai 1968 et le « printemps de Prague » apparaissent dans *A quelques jours près*, coproduction franco-tchèque (1968).

Par la suite, Yves Ciampi travaille pour la télévision. *Christe* (1971) est un feuilleton d'aventures sentimentales, mais le cinéaste se distinguera, surtout, par des téléfilms politiques réalisés pour les « Dossiers de l'écran » : *Staline-Trotsky* (1978), *le Grand Fossé* (1980), sur la division du mouvement socialiste au congrès de Tours. *Le président est gravement malade* (1980), histoire du président américain Wilson, et *Staline est mort* (1981), tous ces sujets ayant été écrits par Jean Eillestein.

J. S.

THÉÂTRE

« LES BAS-FONDS », A SAINT-DENIS

Les hasards de la misère

« Tout le monde est de trop sur terre », dit un soulard sarcastique, en réponse aux états d'âme d'une fille allatée. La scène se passe en un lieu indéfini, grand vestibule éclairé par une ligne de néons saute et des verrières sales. Les escaliers invisibles montent, descendent vers quelque part où les gens vont et viennent, ont des occupations sociales, produisent du travail, vivent, en somme. Là, dans le cul-de-sac, ils crouillent. Chacun a sa petite case qui donne sur le vestibule par des portes verrières. Les portes claquent, rageusement. Ce n'est pas un vaudeville que Gildas Bourdet présente au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis avec la Salamandre, centre dramatique du Nord. C'est l'enlèvement d'une bande de larves, réunies par les hasards de la misère.

Martine Franck a réalisé un reportage photographique sur les bas-fonds de Lille (exposé devant le Théâtre de la Salamandre). Les clochards qui ont bien voulu parler de leur vie, les acteurs se sont fait des gaudes de travers, des chairs molles sous les peaux cirées, douces, marquées de coupures, de taches vilaines. Ils portent des vêtements étudiés, pas des loques. Ils ont pris des manières de se tenir, de marcher, de traîner, de s'écrouler, des gestes hésitants, déconnectés, inachevés, qui éclatent soudain dans la violence terrible. S'il n'y avait que les maillages, les tissus « cheap », les attitudes significatives, ce serait juste une forme de perfection naturaliste, encore que, à y bien regarder, rien ne soit vrai, ne cherche à calquer le vrai, ça parle d'un monde vrai.

Il est arrivé à chacun de se heurter aux mendicants, jeunes en général, qui vous fixent sans voir de leurs yeux délavés et moqueurs, vous réclament deux balles. Ou qui ronflent sur un banc de mé-

tro, ou rigolent ensemble, ou se battent sans raison apparente, sauvagement. Il est arrivé à chacun, aux abords des gares, de se détourner des fantômes livides qui ne voyagent que par les lignes de néons saute et de quelques-uns de croiser, dans une cour d'hôpital, les vieillards gris dont l'existence condamnée a tordu les os, fait branler le cou.

Ces clochards new-look ou old-fashion brillent les yeux comme le reflet fugitif de votre vérité. On a l'impression d'apercevoir son propre squelette, l'intérieur de ses visières, là où on ne sait pas comment ça se passe. On éprouve alors un mélange d'horreur et de compassion, de la peur et aussi, quand on est en pleine confusion, on les envie. Eux au moins ont lâché la barre, ne se croient plus obligés de se tenir debout. Ils se laissent aller au courant du temps et n'en sont pas morts.

Devant la mort, ils en sont exactement au même point que les autres, leur angoisse est la même, ils ne savent ni plus ni moins ce qu'ils font là et pour combien de temps ils y sont. Mais eux osent s'abandonner au flot tiède de l'alcool, de tout ce qui peut annuler la conscience, y compris la haine. Pour le monde de la responsabilité et des lois ne se laisse pas oublier. La logeuse, la marchande de sommeil, s'en sert : elle se venge de son amant qui lui a préféré sa sœur, elle le fait arrêter pour avoir tué son mari au cours d'une bagarre...

Le spectacle est tiré des *Bas-fonds*, de Gorki. Il en reste l'intrigue centrale, la définition des personnages, leurs noms russes, quelques traces d'idéalisme moraliste, simple contrepoint à la dureté de cette cour de miracles contemporains, à ce quartier-monde de tous les temps. Vision poignante : les acteurs ne représentent pas des cas sociaux. Ils ren-

dent compte de ce qu'ils éprouvent en adoptant la défroque d'individus qui se sont mis à vivre en eux. Vision détachée : ces individus sont à part entière des personnages de théâtre dans un magnifique décor également de Gildas Bourdet.

Les personnages vivent un temps de théâtre, durée concentrée sur des situations outrées, dont le caractère tragique est sans cesse linéé, raboté par les interventions du trivial. Les personnages ne sont pas des héros. Leur langage est théâtral, écrit pour être parlé, pour faire entendre les jaillissements volcaniques de vaines révoltes, les spirales des pensées atrophiées par la misère sans doute, et aussi la veulerie, l'incapacité de sélectionner les innombrables problèmes posés par le fait de vivre ensemble. Langage inventé, calculé, sur lequel s'appuient les acteurs.

Les *Bas-fonds* par la Salamandre, c'est du théâtre de texte. Il est, par moment, rendu incompréhensible par l'accent du Nord, comme pour rappeler qu'on ne peut pas tout comprendre de ces gens. Ils ont passé une porte et nous les regardons, sans nous amuser d'eux, les déchirants du violon traqué de Laurie Anderson qui arrivent par bouffées coupaient net, s'il en était besoin, toute velléité de rire...

Le spectacle se situe au-delà du pessimisme, au-dessus du désespoir, il dévoile brutalement ce que sont les bas-fonds des êtres humains glissés hors la loi. Il est d'abord et avant tout un spectacle — dont la fin a besoin d'être revue. Les images sont belles et vibrantes, les comédiens formidables et Marie-Jo Guitier (Natacha, la sœur), sensationnelle.

COLETTE GODARD.

* Théâtre Gérard Philipe, Saint-Denis, 20 h 30.

De la pantomime au cinéma

Jacques Tatischeff, qui deviendra Tati, naît le 9 octobre 1908, au Pecq (Yvelines) d'un père russe et d'une mère française. Il fait ses études au lycée de Saint-Germain-en-Laye, prépare le concours d'entrée à l'Ecole nationale des arts et métiers, pratique la boxe, le football, le tennis, le rugby.

En 1931, il se produit dans un numéro de pantomimes sportives et, par la suite, se consacre au cabaret et au music-hall. De 1932 à 1938, il s'essaye au cinéma, comme scénariste et interprète de courts métrages dont l'un *Soigne ton gauche* est réalisé par René Clément. Après la guerre, il apparaît comme acteur dans *Sylvie* et le fantôme et le Diable au corps de Claude Autant-Lara.

En 1947, il tourne un court métrage *Ecole des facteurs* qui est, un peu, le brouillon de son premier

long métrage *Jour de fête*. Ce film, produit de façon artisanale, au prix de mille difficultés, lui apporte la notoriété en 1949. Tati, brusquement célèbre, devient le cinéaste comique le plus original du cinéma français avec les *Vacances* de Monsieur Hulot (1952) où il invente le personnage fondamental de son univers, qu'il interprète lui-même.

M. Hulot sera présent dans tous ses films : *Mon oncle* (1958), *Playtime* (1967), *Traffic* (1971) qui forment une suite ordonnée et logique. Mais l'échec de *Playtime* cause la ruine de Jacques Tati et compromet ses activités cinématographiques.

Il réalisera encore, en Suède, *Parade* (1974), spectacle de cirque où dans le rôle de « Monsieur Loyal », il assure les transitions entre les numéros, par les sketches mimés de ses dévots. — J. S.

Le sculpteur Alicia Penalba

Le sculpteur argentin Alicia Penalba a traversé la mort le 4 novembre dans un accident de voiture, près de Dax. Elle était âgée de soixante-neuf ans.

Alicia Penalba est née en Argentine le 7 août 1913 ; elle a passé son enfance entre les grandes terres de Patagonie et les rochers de la cordillère des Andes où son père construisait des voies ferrées. Assurément, cela l'aura marquée, aura imprégné profondément sa sculpture, strictement abstraite, épure, équilibre, sans complaisance aucune et toujours pensée, même dans les petits formats, à l'échelle monumentale. L'artiste avait un sens incontestable de l'espace. Elle a eu l'occasion, au cours des vingt dernières années de sa vie, de le prouver en organisant ses volumes, ses formes, ses reliefs dans et avec l'architecture, jouant sur l'éclatement des masses sculptées, disposant celles-ci comme un lien entre le dedans et le dehors.

Penalba est venue tard à la sculpture. Après des études artistiques épiques en Argentine, elle obtient tout de même une bourse du gouvernement français et arrive à Paris en 1948. Elle entre aux Beaux-Arts, mais c'est surtout son travail, pendant trois ans, chez Zadkine, à la Grande Chaumière, qui la détermine

à se consacrer entièrement à la sculpture.

En 1951, Penalba détruit presque tout ce qu'elle a fait auparavant, et, modestement, marquée par Arp et Brancusi, elle mure lentement une œuvre personnelle qui fut découverte en 1957 à sa première exposition, galerie Claude Bernard. C'est à partir de cette date, après les Totems d'amour, qui furent comparés à des pétrifications de plantes désertiques, et les « cathédrales », que le sculpteur commence à fractionner ses volumes, à les accrocher aux murs, en défiant le pesanteur.

Pour Saint-Gobain, au CNIT, elle accroche ses « formes volantes » sur des panneaux de verres. Puis elle réalise de très grandes sculptures pour des lieux privilégiés : l'université de Saint-Gall en Suisse, le musée Kröller-Müller à Otterlo, le parc floral de Vincennes, le siège Roche à Neuilly, dans l'île de la Jette, à Hukon, près de Tokyo, à Milwaukee, intégrant les plans d'eau, les murs, les poteaux, à ses volumes simples, francs, totalement inventés, mais animés d'un grand élan naturel.

En 1977, le Musée d'art moderne de la Ville de Paris avait rendu hommage à ce travail.

GENEVIEVE BREECHETTE.

Sigma 18 à Bordeaux

Sigma 18, manifestation de « recherche et d'action culturelle », se tient du 7 au 20 novembre, à Bordeaux, et présente plusieurs troupes venues des Pays-Bas : Mexicaanse Hond (ex Hauser Orkater), Prospekt, le Taller, Radeis, Joseph Van den Berg ainsi que 4 litres 12, Ta Fantastika, les Ateliers de recherche chorégraphique, la Compagnie Régine Chopinot, Suzanne Linke, François Verrel, Kiva et Merce Cunningham. Il y aura l'orchestre de Bordeaux-Aquitaine et aussi le big band de Martial Solal, ainsi que du funk, avec Rip Rig + Panic, les Shows « gay » de Thierry Roth Platten et Divine. Le programme cinéma comprend des rétrospectives Depardon, Ullrich Ottinger, John Waters, etc. Une nuit du court métrage, une autre du film publicitaire sont prévues. Carte blanche est donnée au CREPAC et au Collectif jeune cinéma : il y aura de la vidéo — dont les œuvres de Jean-Luc Godard. Des expositions, enfin, proposent des œuvres de Jean-Paul Chamba, Bernard Lassus, Kowalski, Monory, Pondruel...

* Renseignements : (56) 81-48-50, 81-48-52, 48-55-50.

MUSIQUE

DANS LA SECTION SON ET VOIX DE LA BIENNALE

« Les Ballets roses », de Marc Monnet

Déguisés en bovins ou, disons plutôt, portant des masques de vaches placides, une trentaine de visiteurs insolites se sont mêlés le vendredi 5 novembre en fin d'après-midi aux visiteurs de la Biennale, mimant les va-et-vient, arrets, retours, déambulations des habitants des cimaises, telles attitudes d'admiration pénétrée ou d'indifférence flagrant. Epailées dans les étages du Musée d'art moderne, ces fausses bêtes ruminantes ont entendu le grand maître de la culture et de la culture — une première fois lors du dernier festival de La Rochelle. Les voilà expérimentées pour la première fois en présence de musiciens : ici des percussionnistes ayant travaillé sous la direction de Gaston Sylvestre, et sur une autre partition évolutive. Musique inachevée. — M.L.B.

Pour la première fois depuis 1973, le Staatsoper de Berlin-Est vient à Paris, au Théâtre des Champs-Élysées, où il présente les 4 et 5 janvier « Les Maîtres chanteurs » et les 7, 8, 9 janvier « Tannhäuser ».

Le 6 novembre à 20 h, à l'Hippodrome de Paris : le 10 au Mans ; le 11 à Melun ; le 12 à Annecy ; le 15 à Toulouse ; le 16 à Bordeaux ; le 17 à Pau ; le 19 à Quimper ; le 21 à Nantes ; le 22 à Poitiers ; le 23 à Limoges ; le 25 à Saint-Étienne ; le 26 à 27 à Montpérier ; le 29 à Dijon ; le 30 à Strasbourg ; le 1^{er} décembre à Mulhouse ; le 2 à Besançon ; le 3 à Nancy ; le 5 à Lille.

* Discographie chez Virgin.

C'est le film de Pilar Miro, *El Crimen de Cuenca* (Espagne), qui a remporté à Buda le grand prix du jury du premier Festival du film des cultures méditerranéennes (le Monde du 28 octobre). Un prix spécial est allé à Maria Zes, de Cottafavi (Italie), également récompensé par le public, et à l'ombre de la terre, de Talib Loubichi (Tunisie). La critique a distingué Traversée, de Mahmoud Ben Mahmoud (Tunisie).

Le film l'As des as, de Gérard Oury, avec Jean-Paul Belmondo (le Monde daté 31 octobre-1^{er} novembre), a enregistré 463 000 entrées dans quarante-neuf salles (Paris et périphérie) au cours de la semaine du 27 octobre au 2 novembre. Ce score n'avait, à ce jour, jamais été atteint.

La Société protectrice des animaux organise le 6 novembre, salle Pleyel, à 21 heures, un gala animé par Pierre Douglas, et au cours duquel sera projeté « Brévil », un dessin animé réalisé par les studios Walt-Disney (la révolte d'animaux dans un institut d'expérimentation), Brigitte Bardot a enregistré un disque qui sera vendu sur place (prix des places : 40 à 100 francs. Demi-tarif pour les enfants jusqu'à douze ans. Réservations : 563-88-73).

COMMUNICATION

Samedi 6 novembre

PREMIERE CHAÎNE: TF 1

20 h 35 Droit de réponse.
L'émission de Michel Polac a pour thème: les files.
Avec M.M. R. Delpla, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police, R. Halbwach, secrétaire général du Syndicat indépendant de la police nationale, R. Naud, secrétaire général du Syndicat des commissaires, M. L.P. Nigro, avocat, et quatre journalistes: E. Plénel (le Monde), E. Young (le Quotidien de Paris), G. Martin (le Canard enchaîné), V. Brocard (Libération).
21 h 50 Série: Dallas.
Le naufrage d'un pétrolier et la perte de 600 000 gallons ont le sursaut J.R. La compagnie Irving en-elle ruinée et « Dallas » en fin de route?
22 h 45 Magazine d'actualité: Sept sur sept.
De J.-L. Burgat, E. Gilbert, F.-L. Boulay.
Le grand témoin est M. Jacques Chirac, maire de Paris et président du R.P.R.
23 h 40 Journal.

DEUXIEME CHAÎNE: A 2

20 h 35 Variétés: Champs-Élysées.
De M. Drucker et R. Coqui.
Avec P. Sébastien, K. Chery, le Cuarteto Cedron, le mime Marcelle, et P. Tais.
21 h 50 Série: Les Amis.
D'après un scénario d'A. Mikowski et A. Kostelnik.
Avec P. Adot, J. Jurewicz, A. Golejewski.
En Pologne, en 1945, trois jeunes hommes mettent sous leurs ailes dans la naissance du parti ouvrier. Ces espoirs sont trahis de déceptions cuisantes au cours des années suivantes. Une série polonoise dense et forte, un document très actuel.
23 h 40 Journal.

L'ambiance savamment construite par Alain Boivin (qui a déjà eu un rôle pour un autre court métrage « Haute pression fraîcheur garantie ») et par les deux acteurs, Richard Bohringer et Béatrice Rola.
23 h 25 Journal.

TROISIEME CHAÎNE: FR 3

20 h 35 On sort ce soir: Gassman en Avignon.
Au Festival d'Avignon 82, avec D. Ausenda, L. Andreini, M. Dosi Pagan, A. Pagan, réalisation Y.-A. Hubert.
De cour de son séjour d'une semaine en Avignon, FR3 Toulouse a filmé l'acteur italien Vittorio Gassman lors d'une conférence de presse et dans une traversée de l'ancienne cité papale. On verra, pour notre plaisir, de nombreux extraits de son spectacle du 31 juillet 1982: la fête de l'humour et de la générosité.
22 h 05 Prélude à la nuit.
Concert au château de Cadillac: Trio pour violon, violoncelle et piano, de F.-A. Boieldieu, avec M. Lefebvre, violon, R. Bex, violoncelle, et A. Bex, piano.

FRANCE-CULTURE

20 h 15 Un Noël de Maigret, de G. Simenon. Avec J.-M. Thibault, S. Benati, M. Barbaud, C. Maréchal.
21 h 55, A.I.B.
22 h 5, La fague du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné au Grand Muséum de la Ville, le 20 mai 1982): « Des italiennes liederbuch » de Wolf, par L. Popp, soprano; I. Gage, accompagnement piano; H. Frey, harpion; H. Deutsch, accompagnement piano.
22 h 30, La nuit sur France-Musique: musique de nuit; 0 h 5, Poèmes d'or.

Dimanche 7 novembre

PREMIERE CHAÎNE: TF 1

9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 Foi et traditions des chrétiens orientaux.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe célébrée avec les Carmélites de Saint-Germain-en-Laye.
12 h 15 Télé-foot.
13 h Journal.
13 h 20 Série: Starsky et Hutch.
14 h 15 Jeu: Dira-tu pas.
15 h Sports dimanche.
16 h Basket: Antibes-Le Mans; volley: route du Rhum.
17 h Pour vous.
18 h Série: Arnold et Willy.
19 h 30 Jeu: Qui êtes-vous?
19 h 45 Les animaux du monde.
20 h 25 Jeu: J'ai un secret.
20 h 30 Journal.

20 h 35 Cinéma: Le Pont de Remagen.
Film américain de Guillermo (1969), avec G. Segal, R. Vaughan, B. Gazzara, B. Dillman, E.G. Marshall. (Rediffusion).
Mars 1945. Un major allemand reçoit l'ordre de faire sauter le dernier pont sur le Rhin. Il hésite à l'exécuter. Les troupes américaines avancent.
Événement militaire authentique, dans une reconstitution à grand spectacle, de l'histoire de la guerre sans précédent, l'holocauste.
22 h 30 Pleins feux.
Magazine culturel de J. Artur et C. Garbisa.
Des extraits de Lili Lannet, d'Arthur Honegger, mise en scène de René Dupuy; de Platonov ou l'homme sans père, de Tchekhov, mise en scène de Daniel Mesguich; de l'Avantage d'être coiffeur, de Wilde, et du Lear d'Arthur Rimbaud, d'Opéra de Paris, etc.
23 h 50 Sports dimanche soir.
23 h 10 Journal.
23 h 30 A Bible ouverte.
Le Livre de Job: « Tous coupables ».

DEUXIEME CHAÎNE: A 2

9 h 40 Cours d'anglais.
10 h Gym tonique.
(Et à 10 h 45).
10 h 30 Magazine du cheval.
11 h 15 Dimanche Martin.
Entrez les artistes.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Dimanche Martin (suite).
Incorruptible, mais vrai; 14 h 25, série: L'homme qui tombe à pie; 15 h 20, L'écume des fens; 15 h 55, Les voyageurs de l'histoire; 16 h 25, Thé d'antenne.
17 h 5 Série: Les fils de la liberté.
18 h La course autour du monde.
19 h Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés: La nouvelle affiche.
De M. Le Marcis, réal. G. Barrier. Avec A. Balthus, F. Lalan, Bono, Constantin, etc.
21 h 40 Document: Mœurs en direct.
(Guerre d'Algérie, mémoire enfouie d'une génération).
L'histoire d'un soldat, réal. D. Chéreau et O. Doua.
Première émission d'une série de trois consacrée à la guerre d'Algérie. Un homme revient dans son village natal vingt ans après avoir quitté, et analyse la société algérienne des années 30 avant que se déclenche la violence. Un vrai document de création qui met en lien les hommes et l'histoire.
22 h 35 Chefs-d'œuvre en péril: Les chemins de fer.
Une émission de P. de Lagarde.
La restauration et le sauvetage des belles locomotives des premiers temps des chemins de fer.
23 h 5 Journal.

TROISIEME CHAÎNE: FR 3

10 h Images de...
10 h 30 Musique.
Dossier-débat: Pourquoi la plupart des travailleurs immigrés sont-ils exclus de la promotion sociale?
12 h Le choix.
Emission de l'association Contre-chaud et du ministère des droits de la femme.
13 h Les jeux du dimanche.
14 h Feuilleton: Rocambole.
15 h Ouvert le dimanche.
Voix publique avec les membres d'un atelier d'impression de gravures à Montmartre; 16 h, Musique: Igor Markewitch, chef d'orchestre, compositeur et musicologue; le Festival de Festival et Gryniane Raffanel, soprano colorature, aux chœurs gullénens.

Le choix.
Feuilleton sur la contraception.
Chaque dimanche à 12 H sur FR3.

Festivals de Carpentras et d'Orange; 17 h, Littérature: portrait de Michel Del Castillo, par Georges Haidas.
18 h Magazine de la photo: Flash 3.
De J. Bardin, P. Dhondt et J. Eguer.
La revue de presse: l'ancienne revue l'illustration; portrait de Diquet; l'art pratique; concours, etc.
19 h 45 L'Écho des bananes.
De V. Lamy.
Avec C. Bley, A. Balthus, Super Freeco, Quartier Nord.
19 h 40 Spécial DOM-TOM.
20 h Série: Bizarre, bizarre.
20 h 35 A la recherche du temps présent: Les horloges de la vie.
Réal. J. Audouin.
Avec le professeur Alain Reinberg, directeur de recherche au C.N.R.S.
L'un des pionniers mondiaux de la chronobiologie explique les grands rythmes de la nature.
21 h 30 Aspects du court métrage français.
Les quatre jumbos de Marc Allégret; Au temps des cathédrales, de Marc de Gastine.
22 h 15 Journal.
22 h 45 Cinéma de minute: Caravane.
Film français d'E. Charrel (1934), avec Annabella, C. Boyer, P. Brasseur, C. Montenegro, M. Vallée, J. Rancourt, (N.).
Une princesse hongroise, obligée, par le testament de son père, de se marier le jour de sa majorité, épouse un tzigane venu à son château de Toldy pour les vendanges.
Version française d'un film-opérette tourné à Hollywood par un producteur et réalisateur allemand, rendu célèbre au cinéma par Le congrès s'amuse. Une rareté, une curiosité.
0 h 20 Prélude à la nuit.
Gaillardie et Comrasse, de J. Polak, par E. Chajacka, clovée.

FRANCE-CULTURE

8 h, Orthographe.
8 h 30, Protestantisme.
9 h 10, Écoute Israël.
9 h 40, Divers aspects de la pensée contemporaine: le Grand Orient de France.
10 h, Regards sur la musique: « Concerto n° 5 » de Mozart, par l'Orchestre symphonique Columbia et I. Stern.
12 h 5, Allégro.
13 h, Musique: quatuor à cordes (et à 16 h 5 et 23 h).
14 h, Sons à la campagne.
14 h 5, La Comédie-Française présente: « La Parisienne », et « Les Femmes de Paris », de H. Benoit.
17 h 30, Écoutes de l'esprit: la comtesse de Ségur (François le Bossu).
18 h 30, À nos trousses.
19 h, La cinémas des cinéastes.
20 h, Allatras: Nani Balenstri.
20 h 40, Atelier de création radiophonique: la mort de la famille Jones, par K. Morley.
23 h, Musique: quatuor à cordes, par A. Féron avec des documents de Radio-France.

FRANCE-MUSIQUE

8 h 2, Cantate: intégrale des cantates de J.-S. Bach.
9 h 10, Les matinales de l'orchestre: L. Sialkowski; œuvres de J. Brahms, Bizet, Ravel, Messiaen.
11 h, Concert (en direct du Théâtre du Rond-Point des Champs-Élysées, à Paris): œuvres de Spohr, Bocca, Rossini, Prokofiev.
12 h 5, Magazine International.
14 h, D'après l'auteur.
17 h, Comment l'écouter-vous? M. de Falla, par J.-M. Nectoux.
19 h, Jazz vivant.
20 h, Les chants de la terre.
20 h 30, Concert: Les grands concerts d'archives: « Egmont » ouverture en fa mineur; « Concerto pour violon et orchestre »; « Symphonie n° 3 » de Beethoven, par l'Orchestre de l'Opéra de Berlin, dir. H. Abendroth; sol. D. Oistrakh, violon.
22 h 15, La nuit sur France-Musique: Musique de nuit; 23 h, Jour gullénens.

Perturbations dans la presse parisienne

Des arrêts de travail observés par les ouvriers des imprimeries de presse et des N.M.P.P., à l'appel du Syndicat du livre C.G.T., ont perturbé la sortie des journaux « nationaux », soit vendredi 5 novembre après-midi (le Monde), soit samedi 6 au matin, notamment France-Soir, le Figaro et l'Équipe. Le Figaro Magazine ne pourra être mis en vente que lundi.

Réuni vendredi matin, le comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. dénonçait le projet de loi, dans le fond et dans la forme, n'est pas conforme à la législation en vigueur. La commission permanente du comité supérieur de l'emploi, qui doit donner son avis avant la signature du ministre, ne pouvait donc en être saisie, conclut le communiqué.

Pour sa part, le Syndicat de la presse parisienne « proteste contre les arrêts de travail » qui ont compromis la mise en vente des journaux. « Les éditeurs, ajoute le communiqué, constatent qu'ils ne sont pour rien dans la décision du ministre de repousser à une date ultérieure l'examen d'un projet susceptible de satisfaire les demandes de leurs collaborateurs sans compromettre l'avenir de leurs entreprises. Ils déplorent une fois de plus d'avoir à supporter les conséquences d'un conflit dont ils ne sont pas responsables ».

Ce dossier, qui selon le Livre touche mille deux cents salariés, est ouvert en fait depuis le mois de juillet dernier entre les patrons de presse et le Syndicat du livre. Simultanément, des démarches étaient entreprises auprès des pouvoirs publics. Cependant, vendredi en fin d'après-midi, M. Le Garrec, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de l'emploi, faisait part de sa « stupeur » devant la réaction

Vu

Barbara, la nuit

Certains ne l'aiment pas et trouvent qu'elle « dramatise » trop — comme si on ne pouvait être sincère à tout « théâtraliser ». Elle a une drôle de manière de marcher, comme un crabe, par le côté, très vite, en avant ou en arrière, cloquée et glissante, cassée et valseuse. Mais elle joue avec sa voix comme si elle jouait avec sa vie, sur chaque note, s'échouant dans les hautes et les basses de l'âme, laissant au passage comme sur des barbelés des souffrances palpitantes, des sons en forme de frisson. C'est extraordinaire chez Barbara ce mélange d'instinct, de risques et de travail, qui donne une intensité presque intolérable à l'instant.

Elle ressemble à un oiseau aux yeux cernés d'ombre, à un chat frôleur, à un vampire en cape, elle est funambule et drôle, marquée d'une beauté nocturne, voyageuse, en perpétuelle mutation et toujours identique. Sur l'écran, si bien filmée par Guy

Job qui la suivait de près ou de loin, d'en haut ou de derrière, la même manière bizarrement valseuse, on voyait deux taches blanches dans le noir absolu. Son visage, qui se transforme et se métamorphose à chaque instant, et sa main, comme un mouchoir à la fin.

Elle a tout surveillé et suivi, paraît-il, dans ce document (qui constitue également une cassette), la lumière, le son et jusqu'au montage: elle a exigé que les caméras et les cadres soient vêtus de noir, pour qu'on ne la voit pas, pour qu'ils ne troublent pas cette communication palpable, entre elle et le public. Elle a fait raison. Les flammes minuscules des briquets ont quelques choses d'émouvant, présentes anonymes, apaisantes pour cette grande blessure de l'âme. On reconnaissait son propre cafard, le public fredonnait dans la nuit.

CATHERINE HUMBLLOT.

Sur Cité 96

UNE HEURE DE MUSIQUE CLASSIQUE

Cité 96 diffusera désormais chaque dimanche (de 11 à 12 heures) une heure de musique classique produite dans la salle d'actualité de la Bibliothèque publique d'information (B.P.I.) du Centre Georges Pompidou: « Classique-Actualité ». Cette émission permettra de découvrir les compositeurs et les interprètes qui constitueront les événements grands ou petits de la production discographique classique.

« Classique-Actualité » consacrera sa première émission à Gabriel Fauré.

Les œuvres diffusées au cours de ces émissions peuvent être écoutées à la salle de la B.P.I. au Centre Georges-Pompidou.

★ Cité 96 — 96 MHz, dimanche 7 novembre, 11 heures.

TRIBUNES ET DÉBATS

SAMEDI 6 NOVEMBRE
M. Jacques Chirac, maire de Paris et président du R.P.R., est le grand témoin du magazine « Sept sur sept » sur TF 1, à 22 h 45.

DIMANCHE 7 NOVEMBRE

M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du P.S., sénateur de la Seine-Saint-Denis, est reçu au Journal de 12 h 45 sur R.-M.-C.
— M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., participe à l'émission le « Grand Jury R.T.L. » le Monde » sur R.T.L., à 18 h 15.
— M. François Léotard, secrétaire général du parti républicain, est invité au Club de la presse « d'Europe 1 », à 19 heures.
LUNDI 8 NOVEMBRE
M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., est invité à l'émission « Plaidoyer » sur R.-M.-C., à 8 h 30.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75421 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
324 F 519 F 715 F 910 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
584 F 1 039 F 1 495 F 1 950 F

ÉTRANGER
(par messagerie)
1. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
364 F 608 F 835 F 1 070 F

2. — SUISSE, TUNISIE
436 F 744 F 1 052 F 1 360 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus): nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Opel Corsa: du cousu main.

Les petites Opel

UNIVERSITÉ DE PARIS-SORBONNE
CENTRE D'ÉTUDES CATALANES
38, rue de Bourg-Tibourg (49)

PHOTOGRAPHES CATALANES
DES ANNÉES 30

à la fin de la semaine de 10 à 20 h
28 OCTOBRE - 22 NOVEMBRE - entrée libre

SOCIAL

La régularisation
des immigrés sans papiers

Nouvelles grèves de la faim

Huit travailleurs immigrés — six Maghrébins et deux Portugais — ont entamé une grève de la faim, jeudi 4 novembre, dans une salle paroissiale de l'église Sainte-Monique à Nice, nous indique notre correspondant régional. « Nous travaillons en France depuis 1980 et plus, ont-ils expliqué dans un communiqué. Mais nos patrons ayant toujours refusé de nous déclarer nous n'avons pas pu obtenir la régularisation de notre situation. Nous voulons pouvoir continuer à travailler, mais légalement. »

Cette grève de la faim fut suivie d'une manifestation de soutien des travailleurs immigrés, qui a eu lieu le vendredi 5 novembre à Nice (le Monde du 31 octobre). A la préfecture des Alpes-Maritimes, on indique que six mille dossiers ont été instruits dans le cadre de la procédure de régularisation exceptionnelle décidée par le gouvernement l'an dernier et close depuis le 31 octobre. Sur ce nombre, mille quatre cents ont été rejetés, soit plus de 23 % au lieu de 17 % sur le plan national. Une certaine sont encore en suspens.

La plupart des refus ont été opposés pour défaut de preuves d'un emploi stable des intéressés. Cette proportion élevée de non-régularisations apparaît liée au fait que la majorité des travailleurs immigrés du département sert de volant de main-d'œuvre dans le bâtiment et les travaux publics, souvent sans contrat ou pour de brèves périodes ne justifiant pas de déclaration à la Sécurité sociale. L'administration préfectorale s'est déclarée prête à ouvrir des enquêtes chaque fois qu'elle saisi de cas précis de travail au noir antérieur à la fin du délai de régularisation.

A Paris, vingt immigrés, maliens et sénégalais, observent, pour les mêmes raisons, une grève de la faim, dans le troisième arrondissement, depuis le 19 octobre. L'un des grévistes a été hospitalisé, jeudi 4 novembre.

Une déclaration
de l'épiscopat

Ces grèves ont provoqué des réactions de solidarité. La commission épiscopale des migrations « déplore que des milliers d'immigrés, qui ont pris le risque de présenter un dossier de régularisation, soient définitivement refusés les cartes de séjour et de travail qui leur permettent de sortir de la clandestinité. (...) La commission épiscopale reconnaît les difficultés d'une telle situation pour les pouvoirs publics. Mais elle souligne aussi les irrégularités et insuffisances administratives, les len-

teurs et tâtonnements des instructions qui ont rendu plus difficile la constitution des dossiers pour certaines catégories (...). La commission souhaite que les pouvoirs publics répondent aux demandes des grévistes par une négociation sur les bases d'une solution juste. »

Plusieurs organisations dont l'union F.O. de la région parisienne, le parti communiste internationaliste, l'UNEF et des associations d'étrangers ont « réclamé la régularisation immédiate et sans condition » de ces immigrés, estimant que les déclarations gouvernementales sur « réussite de l'opération régulatrice » est un leurre.

De son côté, la FASTI (Fédération des associations de solidarité avec les immigrés) demande que la soutien aux grévistes s'élargisse, notamment à l'occasion d'un meeting, le 6 novembre, à 14 heures, à la Bourse du travail de Paris. Appel tendu puisque le C.F.D.T., réticent, a apporté, vendredi son soutien aux grévistes.

CINQ CENT
QUATRE-VINGT-DIX
ÉTRANGERS
ONT ÉTÉ RECONDUITS
À LA FRONTIÈRE

Le Sénat a entendu, vendredi après-midi 5 novembre, la réponse de M. Quilès, ministre de l'Intérieur (remplaçant M. Defferre), sur la politique gouvernementale à l'égard des étrangers condamnés pour crimes ou délits de violence. M. Lombard, sénateur R.P.R. de Côte-d'Or, auteur de la question, ayant notamment condamné le « laxisme » du pouvoir, le ministre lui a répondu : « Les modalités d'expulsion des étrangers qui constituent une grave menace pour l'ordre public sont fixées par la loi du 20 octobre 1981. Malgré les dispositions concernant les travailleurs immigrés, il existe en particulier une procédure d'urgence applicable en considération de la sécurité de l'État et de la sécurité publique. Il y est recouru si nécessaire : trente et une expulsions ont été exécutées selon cette procédure, cent cinquante et une selon la procédure normale, et deux cent trente sont en cours d'exécution. »

« Les étrangers qui se trouvent en situation irrégulière peuvent être reconduits à la frontière : cinq cent quatre-vingt-dix décisions de cette nature ont été prises. »

L'ANNULATION DE LA RÉUNION DE L'UNEDIC
PAR LE C.N.P.F.

Coup de semonce

Coup de semonce, mais aussi coup de poker ? Le C.N.P.F. a décidé, unilatéralement, d'annuler la réunion du 8 novembre avec les syndicats pour parachever le réajustement des finances de l'assurance-chômage (UNEDIC)... provoquant l'indignation des syndicats.

La colère du C.N.P.F. s'explique, selon ses dirigeants, par le non-respect de la promesse faite par M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales, de compenser l'augmentation de la cotisation patronale à l'UNEDIC par un allègement proportionnel et simultané d'autres charges sociales pesant sur les entreprises.

Le « protocole » signé le 28 octobre par les employeurs, les syndicats et le gouvernement prévoyait un triple mécanisme : 1) majoration immédiate de la cotisation UNEDIC ; 2) reprise des négociations, avec date-but, pour dégrèver environ 10 milliards d'économies avant le 20 novembre et régler le problème de la retraite (15 janvier) ; 3) mesures en faveur des entreprises. Mais, contrairement à ce qu'affirme le C.N.P.F., ce troisième volet ne comportait aucune date. Certes, M. Bérégovoy avait clairement laissé entendre que rapidement des allègements seraient décidés, mais il ne s'était pas engagé sur un calendrier.

Le C.N.P.F., qui pouvait faire confiance au ministre des affaires sociales, toujours désireux d'accroître la réforme, pour une suppression progressive des cotisations familiales, a, certes, été heurté par le projet présenté par M. Mauroy, qui maintient un décalage entre majoration et allègement des charges. Le patronat, qui doit faire face à la grogne de certains adhérents et même à une hostilité très grande des P.M.E. (qui semblent décidés à lancer une grève des cotisations, comme un de ses dirigeants nous le confie récemment), a donc utilisé la méthode de la fuite en avant, alors que de multiples indices confirment la réelle volonté du gouvernement d'alléger les charges des entreprises.

Une stratégie

Deux ministres se sont engagés à réduire les cotisations familiales et même à les supprimer totalement d'ici à 1988. Le calendrier des réformes législatives a été annoncé : projet de loi au printemps 1983 et prise en compte des retombées financières de cette réforme dans la loi de finances pour 1984. Certes, un décret pourrait être adopté plus rapidement pour concrétiser ces engagements... Mais le C.N.P.F. ne peut ignorer que les pouvoirs publics entendent bien procéder à une réforme de la Sécurité sociale, laquelle suppose concertation puis débat avec les parlementaires.

Au Commissariat au Plan, une « étude » sur ce remaniement propose même de supprimer à la fois les cotisations familiales et les cotisations maladie pour les remplacer par un impôt spécifique sur l'ensemble des revenus. Il est vrai que le projet propose pour les firmes une opération neutre puisqu'il suggère de majorer les salaires d'un montant égal à celui des cotisations patronales (1). Mais le patronat sait très bien que ce projet, même modifié, permettrait à la fois de mieux responsabiliser les assurés et de favoriser une politique salariale en faveur des ouvriers et des smicards. En effet, le passage d'une cotisation dégressive à un nouvel impôt progressif, voire proportionnel, avantagerait toutes les personnes à faible revenu (2) et débloquerait ainsi un des verrous de la société française : des salaires ou revenus directs trop faibles qui ne motivent pas assez le monde ouvrier et artisanal.

Réactions syndicales

Il est donc compréhensible que du côté syndical le refus du C.N.P.F. de négocier le 8 novembre ait été condamné. « La question de l'assurance-chômage n'est pas une question de principe, mais une question de fait », a déclaré M. Bergeron (F.O.). La C.G.C., qui juge d'une « extrême gravité » la décision du C.N.P.F. d'annuler la réunion, n'a pas tenu compte des promesses de M. Bérégovoy, mais estime que « ce n'est pas une raison suffisante pour trahir l'UNEDIC ».

La C.F.D.T. parle de « décision inacceptable » et M. Edmond Maire a accusé le C.N.P.F. d'adopter « une attitude politicienne, une attitude d'opposition », faisant passer la « passion politique avant la responsabilité des chefs d'entreprise dans l'économie ». La C.G.T., qui condamne aussi le C.N.P.F., considère que le patronat agit là par tactique : « Il entend utiliser le même temps qu'il va gagner pour augmenter sa pression sur le gouvernement afin d'obtenir plus d'avantages ».

En tout cas, les syndicats ont de nombreuses raisons d'être sévères : le C.N.P.F., gestionnaire paritaire de l'UNEDIC, ne remplit pas son rôle de partenaire, en procédant unilatéralement par des coups d'audace. En outre, les syndicats savent très bien que les dirigeants du patronat étaient prêts, début octobre, à majorer les cotisations, mais qu'il s'est cédé devant les pressions des P.M.E. et de grandes fédérations, comme celle du bâtiment. Ils ne peuvent admettre la nouvelle épopée de Damocès que le patronat brandit sur l'UNEDIC et sur deux millions de chômeurs, alors que l'objectif de la réunion du 8 novembre portait uniquement sur les sacrifices que seuls les syndicats et les chômeurs devaient accepter ! En souffrant le chaud et le froid, MM. Gattaz et Chotard, respectivement président et vice-président du C.N.P.F., jouent un jeu dangereux, où l'économie — toujours présente, certes — cède un peu trop le pas à la tactique politicienne.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Selon cette « étude », 176 milliards de francs pour la santé et 68 milliards de francs pour la famille seraient financés par une cotisation proportionnelle sur les revenus de tous les Français.

(2) Pour la suppression de la cotisation familiale et son remplacement par un impôt sur les revenus « imposés », les salariés dont les ressources n'excèdent pas deux fois le SMIC seraient bénéficiaires avec des gains de 1 160 à 6 188 F par an selon le niveau de ressources et la taille de la famille. Pour les suppressions des cotisations famille et santé et leur remplacement par un impôt sur les revenus « imposés », les gains varieront pour les mêmes catégories de 3 255 à 6 447 F. Chez les non-salariés, les titulaires de revenus modestes et moyens seraient aussi bénéficiaires de ce bouleversement. Supporteraient, en revanche, un coût supplémentaire, les fonctionnaires et les titulaires de revenus élevés.

• Pour M. Bergeron (F.O.), à Talbot-Poissy, « les communistes et la C.G.T. passent les mesures ». Dans un communiqué, le 5 novembre, le secrétaire général de F.O. fustige le comportement de la C.G.T. et des communistes chez Talbot à Poissy (Yvelines), jugé « parfaitement irresponsable », et qui finira par « causer de graves dommages à l'industrie automobile française ».

• Lord Netherthorpe, directeur exécutif de la banque Lazard Brothers de Londres, a été tué dans un accident de voiture qui s'est produit à Tuxford, dans le nord de l'Angleterre, annonce la banque. Agé de quarante-six ans, lord Netherthorpe était également membre du conseil d'administration de la Société nationale pétrolière britannique (B.N.O.C.) et de la société Babcock International.

Quand les cadres de la C.G.T.
débaissent avec des patrons...

A l'occasion des Rencontres d'options, le 5 novembre à Bagnolet, l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens U.G.I.C.T.-C.G.T. s'est livrée à une grande première en conviant, devant plusieurs centaines de personnes, des... patrons à confronter leurs analyses avec celles des responsables syndicaux. MM. Hervé Maupin, de Boussey Saint-Frères, et Claude Lottin, de la société Marcel Dassault, sont venus, le matin, débattre du rôle des cadres dans la « renaissance industrielle ».

Après-midi, c'était au tour de M. Jean-Yves Eichenberger, vice-président d'I Metal, directeur de Pennaroya et président du patronat chrétien (C.F.P.C.), de froter ses idées à celles des militants cégétistes sur la réduction des inégalités.

Il est resté un débat particulièrement tonique. A l'heure d'un livre à succès, *Toujours plus*, qui met en cause les privilèges d'un certain nombre de non-salariés et les statuts hyper-protecteurs de quelque catégories d'agents du secteur public, François de Clozet a joué avec brio le rôle d'empêcheur de tourner en rond, ses analyses provoquant tant l'assistance que les dirigeants cégétistes. Des cadres d'U.G.I.C.T. n'ont pas apprécié de l'entendre prononcer par exemple que « le fait d'être tenu à l'écart de la concurrence devient un privilège ». Responsable de la politique revendicative confédérale, M. Louis Vianet a affirmé qu'à l'issue de la période d'expansion qui a précédé la crise « les riches sont devenus plus riches et les pauvres sont restés pauvres », en soulignant que les 40 milliards qui, d'après lui, sont partis de France après le 10 mai représentent « plus de salaire annuel d'un million de smicards ». Rappelant que les statuts incriminés — et que la C.G.T. entend défendre — ont été acquis à la Libération quand la France était « exsangue », M. Vianet a développé l'idée selon laquelle la « solidarité de classe » se mettrait en œuvre dans la lutte contre « les gâchis » du système capitaliste.

De telles analyses ne risquaient pas d'emporter la conviction de M. Eichenberger, pour lequel « il ne suffit pas de réparer ce que les riches ont pour que tout le monde soit plus riche ». Le patron des patrons chrétiens a fait tranquillement face à certains murmures de l'as-

sistance quand il s'est livré à un plaidoyer pour la participation et pour la prise effective de responsabilités des cadres. Et lorsque des mineurs ont mis en cause la direction de la Pennaroya sur la fermeture de la mine de Largentière, il a lancé d'emblée : « L'argentière, cela devient du folklore ! » Propos provocateur qui a fait monter la température, jusqu'à l'ordre du jour, de quelques degrés... Étonnant débat, inimaginable il y a encore quelques mois !

Ces Rencontres d'options ont permis à la C.G.T. de préciser certaines positions. Après avoir jugé « intolérables » la masse des chômeurs et celle des bas salaires, M. Alain Obadia, secrétaire général de l'U.G.I.C.T., a estimé « scandaleux » le fait que « globalement les qualifications soient sous-rémunérées ». Préconisant une remise en ordre des grilles hiérarchiques, il a souligné : « Nous ne disons pas que toutes les situations sont intouchables et intangibles », en s'en prenant aux formes de rémunération individualisées. Et M. Obadia a aussi lancé l'idée d'un « fonds financier d'intervention pour le développement industriel, dont l'objet serait de fournir des fonds propres à des entreprises du secteur industriel ». Doté d'avantages fiscaux, ce nouveau placement devrait selon lui intéresser plus particulièrement les cadres.

Pour sa part, M. Henri Kraus, après avoir réitéré l'appel pour que les cadres s'insèrent dans le changement, a vivement dénoncé le thème des « nouvelles solidarités », cher à la C.F.D.T., derrière lequel « on voit réapparaître les vieux schémas qui prétendent résoudre les problèmes sociaux sociaux par la seule répartition de la masse salariale entre les différentes catégories de travailleurs en prenant aux uns pour donner aux autres, en laissant de côté les inégalités fondamentales, les injustices et les privilèges décadents ». Mais s'il a récusé l'idée de « privilèges du salariat », alors que « la masse des salaires se situe entre la SMIC et 5 000 francs par mois », il a reconnu qu'il fallait tenir un « langage de franchise qui dit clairement ce qu'il est nécessaire de changer pour réduire des inégalités injustifiées entre salariés sans léser des intérêts légitimes ».

MICHEL NOBLECOURT.

CONJONCTURE

LES PRÉVISIONS DU BIPE POUR 1983

La croissance ne sera que de 0,5 %
et le chômage continuera d'augmenter

La poursuite de la politique actuelle de modération des revenus et de lutte contre l'inflation sera inévitable en 1983 dans une conjoncture internationale et nationale toujours assez déprimée, estime le Bureau d'Informations et de Prévisions économiques (BIPE).

Présentant ses prévisions annuelles, le BIPE — qui table sur la poursuite d'une politique d'austérité pendant toute l'année prochaine — met en garde contre toute illusion. La croissance du PIB en 1983 ne sera que de 0,5 %, selon le BIPE (contre 2 % selon les prévisions gouvernementales), soit un rythme compatible avec un ralentissement de l'inflation qui devrait redescendre au-dessous de la barre des 10 % avec une hausse en moyenne de 9,8 % (12 % cette année) (1), réduisant le différentiel d'inflation avec les pays de l'O.C.D.E.

Globalement, le pouvoir d'achat des Français, en termes de pouvoir d'achat du revenu disponible brut, devrait continuer à progresser, essentiellement grâce à des revenus de transferts encore croissants, mais la hausse prévue (+ 0,7 %) sera nettement plus faible que celle attendue cette année par le BIPE (+ 2,1 %). En revanche, le pouvoir d'achat des salaires nets diminuera de 1,7 %, après avoir baissé en 1982 de 0,4 %. Par ailleurs, une nouvelle dégradation du marché de l'emploi ne pourra être évitée, estime le BIPE.

Les Français vont probablement cesser de tirer sur leur épargne, mais le BIPE table tout de même sur une progression de la consommation en termes réels de 1,2 % l'an prochain.

« Les marges financières des entreprises ne devraient pas s'améliorer en 1983 », estime encore l'Institut de prévision. Il n'y aura pas de modification rapide du partage des profits entre les entreprises et les ménages.

En ce qui concerne les investissements, le BIPE souligne qu'il ne faut pas s'attendre à voir les entreprises nationalisées jouer le rôle de locomotive « contra-cyclique » qu'elles ont pu assumer de 1974 à 1980. L'investissement productif du secteur concurrentiel devrait pratiquement stagner (0,5 %) et au total l'investissement des entreprises n'augmenterait que de 0,7 % avec une chute de cinq points des investissements en logements.

La dégradation du commerce extérieur ne sera pas enrayerée en 1983. Le montant record prévisible du déficit en 1982 (100 milliards de francs) ne sera toutefois pas reconduit puisque le BIPE avance un solde négatif de 92 milliards de francs (2). Le déficit de la balance des paiements courants reviendrait de son côté de 90 à 73 milliards de francs.

L'Institut considère enfin que la gestion économique sera l'an prochain rendue plus délicate par les tensions qui se développeront au sein du système monétaire européen. Une dépréciation du dollar vis-à-vis du mark entraînerait une appréciation des monnaies fortes du S.M.E.

(1) Les prévisions gouvernementales en matière de prix sont de 12,3 % en moyenne annuelle pour 1982 et de 8,3 % en 1983.

(2) Les exportations augmentent en volume de 2,2 % et les importations diminuent de 0,3 %.

AGRICULTURE

Pour obtenir la reprise
des ventes à l'U.R.S.S.LA FRANCE
BLOQUE L'OPÉRATION
« BEURRE DE NOËL »
DE LA C.E.E.

Bruxelles (A.F.P.). — L'opération « Beurre de Noël », proposée jeudi 4 novembre par la Commission européenne pour écouler les stocks de beurre de la C.E.E., est bloquée par la France, qui demande que cette opération soit décidée simultanément avec la reprise effective des ventes de beurre à l'Union soviétique, apprend-on le 5 novembre de source diplomatique, à Bruxelles.

Devant cette opposition, la Commission européenne s'est réunie vendredi après-midi à Bruxelles. Elle a décidé de maintenir les propositions qu'elle avait faites jeudi, à savoir : vente de 120 000 tonnes de beurre de Noël à prix réduit, levée de son opposition à la vente de beurre à l'Union soviétique et subventions supplémentaires pour le beurre destiné à des fins d'assistance sociale (le Monde du 5 novembre).

La décision de la Commission de ne plus s'opposer à la vente de beurre à l'Union soviétique est jugée insuffisante par le gouvernement français, qui redoute qu'une fois la vente de « Beurre de Noël » réalisée, certains Etats membres (R.F.A. et Grande-Bretagne) ne refusent alors, pour des raisons politiques, d'accepter une reprise effective des ventes de beurre à l'Union soviétique, indiquant-on de sources diplomatiques à Bruxelles.

DANS LE VAR

Incidents lors d'une vente aux enchères
d'un domaine viticole

De notre correspondant

Draguignan. — Des incidents faisant deux blessés, dont le comatense principal de police de Draguignan, ont émaillé, jeudi 4 novembre, l'audience des saisies immobilières qui se déroulait au tribunal de Draguignan. Une cinquantaine d'agriculteurs venus de la Drôme, lors du soutien des formations syndicales du Var, portant banderoles, s'étaient rendus à l'audience pour s'opposer à la vente aux enchères d'un domaine de 94 hectares sis à Beaumont-en-Diois (Drôme) et appartenant à la société de vins Riccardi, dont le siège social se trouve à Saint-Maximin (Var), société mise en faillite. Cette vente, déjà repoussée l'été dernier, avait été décidée par le syndic de mise en faillite au prix de 800 000 F.

Le domaine est actuellement géré par un couple de jeunes agriculteurs, M. et M^{me} Gérard Perdrix, en vertu d'un arrêté du préfet de la Drôme daté du 4 septembre 1981, déclarant les 94 hectares « terres incultes et irrécupérables ». Ce qui avait autorisé le tribunal des baux ruraux de Die à leur accorder le droit de fermage. Mais, entre-temps, l'administrateur des biens avait fait appel.

Les feux des enchères étant allumés par l'huissier, ceux-ci furent dérobés par les agriculteurs. La bagarre tourna en pugilat entre gardes armés appelés en renfort, et agriculteurs, alors que le président demandait l'évacuation de la salle. L'un des agriculteurs,

M. Claude Verret, vingt-deux ans, demeurant à Mougères (Drôme), s'est lésé de coups et blessures à agents et incarcéré à la prison des Baumettes à Marseille.

J.-P. G.

LES ÉTIQUETTES
DES VOLAILLES FRANÇAISES
SONT ACCEPTÉES
PAR LES BRITANNIQUES

Les autorités du Royaume-Uni ont fait savoir le 5 novembre qu'elles acceptaient désormais la pénétration des volailles françaises sur leur marché. Après avoir été condamnée par la Cour de justice européenne, en juillet dernier, la Grande-Bretagne avait utilisé, selon Mme Edith Creson, ministre française de l'Agriculture, « toutes les manœuvres de procédure » pour empêcher les volailles, mais aussi les œufs et le lait français d'entrer sur les marchés d'outre-Manche. Ils avaient notamment relancé que les étiquettes européennes — de 2 centimètres sur 1 — soient remplacées par des étiquettes plus grandes (4 cm. sur 3) qu'autocollante, selon les Français, ne fabriquer (le Monde du 6 novembre). Les Britanniques ont fait savoir le 5 novembre qu'ils acceptaient les étiquettes européennes à condition. Il est vrai que les caractères sont plus larges qu'auparavant. Nouvelle mesure dilatoire ?

AFFAIRES

Pas vu pas pris

La Commission européenne a décidé d'infirmer une amende de 5 000 ECU (33 000 FF) à la Fédération nationale des industries de la chaussure de France. Motif : la fédération a, « de façon informelle », présenté des pouvoirs publics, à faire un effort en faveur de la production nationale. Réussite totale : en dix-huit mois, près de trente millions de paires de chaussures ont été ainsi « récupérées » par les fabricants français - aux dépens des importations.

Saisie de l'affaire - probablement par les fabricants italiens - la Commission européenne en a en fait fait un dossier. En vain. Faut-il des preuves, elle a finalement renoncé à poursuivre la France pour pratiques contraires aux règles de la concurrence. Mauvaise humeur ou désir de marquer une réprobation, impuissante elle inflige donc une amende symbolique à la Fédération de la chaussure, laquelle avait bel et bien refusé de communiquer certains documents en arguant qu'ils appartenaient en fait au ministère de l'Industrie - il s'agissait de documents préparés aux réunions qui ont rassemblé au ministère fabricants et détaillants. Pas vu pas pris...

V. M.

ENVIRONNEMENT

Rien n'a changé depuis que la gauche est au pouvoir estime la C.F.D.T.

De notre correspondant régional

Le Pradet. - A l'occasion de son quatrième congrès national, qui était réuni au Pradet, dans le Var, du 3 au 5 novembre, le Syndicat national de l'environnement C.F.D.T. (1) a dressé un bilan particulièrement sévère de la politique de l'environnement suivie par la gauche depuis son arrivée au pouvoir. Selon le S.N.E.-C.F.D.T., « les actions réelles sont toujours aussi éloignées des belles paroles et des professions de foi ». Parlant de « l'euphorie » créée par la nomination d'un ministre de l'environnement « auréolé d'une forte réputation d'écologiste », le syndicat constate, dans une déclaration résumant ses travaux, que « la situation est redevenue rigoureuse, ment identique » à celle qui existait avant le 10 mai 1981. Le S.N.E.-C.F.D.T. rappelle notamment que M. Michel Crépeau avait annoncé qu'il serait avant tout le « ministre de l'eau ». Or, souligne-t-il, « les moyens financiers affectés à la lutte contre la pollution, et en particulier ceux des agences de bassins, seront, en 1983, réduits de façon draconienne. La reconquête de la qualité des cours d'eau (...) est maintenant pas par des catastrophes écologiques ».

Le syndicat a enfin décidé d'organiser une journée nationale d'actions avant la fin de l'année, pour défendre ses revendications concernant la titularisation des personnels de l'environnement - qui fait l'objet d'un projet de loi actuellement en préparation - et la création d'une filière unique de l'environnement indépendante des grands corps de l'Etat existants.

- GUY PORTE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Banque Paribas, agissant comme chef de file et agent, Compagnie Luxembourgeoise de la Dredner Bank AG - Desiderius Bank International - Crédit Lyonnais, Midland Bank, agissant comme chefs de file.

Et un syndicat de banques et d'institutions financières, ont signé le 5 novembre 1982, à Londres, avec VASP, la Compagnie Africaine de Sao Paulo, Brésil, agissant comme emprunteur, et la République fédérale du Brésil, agissant comme garant, un prêt financier de U.S. \$ 67 093 881 lié à l'achat par VASP à Airbus Industries de trois Airbus A 300.

ÉTRANGER

Fin de l'assemblée consultative A.C.P.-C.E.E.

« L'Europe a plus pris qu'elle n'a donné » déclare le représentant nigérien

Correspondance

Rome. - Quelles peuvent être en un moment de marasme économique mondial les contributions pour le développement offertes par les dix pays de la C.E.E. aux soixante-trois Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.) associés à la Communauté par la dernière convention de Lomé, qui devra être renouvelée en 1985 ? Ce thème d'une nouvelle politique de coopération a été au centre des travaux de la septième assemblée consultative A.C.P.-C.E.E. qui a réuni à Rome du 3 au 5 novembre cent vingt-six parlementaires européens et cent vingt-six députés des pays A.C.P.

Dans la quasi-totalité de leurs interventions les représentants des pays en voie de développement associés à la Communauté se sont plaints d'un regain de protectionnisme à leur égard, de l'insuffisance des crédits alloués par la C.E.E. pour le maintien des cours de certaines matières premières, et ont dénoncé aussi les limites de la coopération pour le développement agricole et industriel, telle qu'elle a été pratiquée jusqu'ici.

Durant la conférence de presse qui, le 5 novembre, a conduit les travaux de l'assemblée, M. Francis Butagira (Ouganda), co-président du comité paritaire A.C.P.-C.E.E., s'est fait l'écho de ces préoccupations : « Nous sommes des producteurs de matières premières et nous avons des problèmes pour leur commercialisation ainsi que pour celle de nos produits manufacturés, ceux-ci ont des difficultés à se faire une place sur les marchés communautaires à cause des politiques protectionnistes. A long terme, cette situation est préjudiciable pour les deux partenaires. » Il a aussi insisté au propos des Stabex - le fonds destiné au soutien de différentes matières premières, en général agricoles - sur le fait que les pays de l'A.C.P. « sont préoccupés de l'insuffisance des fonds disponibles, des retards dans leur attribution ainsi que de la gamme trop limitée des productions couvertes par les Stabex ». Les représentants européens n'ont pas nié ces problèmes. M. Willem Voerger, démocrate-chrétien néerlandais, auteur de l'un des rapports introductifs de la conférence, a déploré « ce protectionnisme croissant en contradiction avec une réelle politique de coopération ».

De nombreux points de la résolution adoptée le 4 novembre par l'assemblée traduisent ces préoccupations sur les échanges entre la C.E.E. et les pays A.C.P. Ce texte s'inquiète par exemple du fait que les exportations A.C.P. vers la C.E.E. « ont enregistré une baisse considérable en valeur absolue et en pourcentage ces dernières années ».

Aux Etats-Unis

LE TAUX DE CHOMAGE A ATTEINT 10,4 % EN OCTOBRE

Washington (Reuter). - Les Etats-Unis ont enregistré en octobre un taux de chômage de 10,4 %, le plus élevé depuis 1940, époque à laquelle il atteignait 14,6 %. Le département du travail a recensé 11,55 millions d'Américains à la recherche d'un emploi, soit 291 000 de plus que le mois précédent et 3,7 millions de plus qu'au début de la récession, en juillet 1981. Les travailleurs de l'industrie sont les plus touchés, 230 000 d'entre eux ayant perdu leur emploi le mois dernier.

L'administration Reagan espère qu'avec la diminution de l'inflation et des taux d'intérêt la situation de l'emploi va s'améliorer d'ici la fin de l'année. Toutefois, de nombreux économistes se montrent moins optimistes et soulignent que, lorsque s'amorce une reprise, les employeurs préfèrent, dans un premier temps, demander des heures supplémentaires à leur personnel avant de procéder à des embauches.

Le taux de chômage au Canada a atteint 12,7 % en octobre, soit un nouveau record depuis la crise des années 30. Le nombre de personnes à la recherche d'un emploi s'est situé à 1 388 000 contre 1 343 000 (12,2 %) au mois de septembre. Cette nouvelle augmentation du chômage a surtout touché les jeunes, les femmes et les personnes en fin de carrière. Les secteurs les plus frappés sont l'industrie de transformation, la construction et le commerce. - (A.F.P.)

Le nombre de chômeurs indémunisés en Belgique a atteint 465 634 en octobre (6 003 de plus qu'en septembre), soit 11,2 % de la population active (9,8 % en octobre 1981). Près d'un tiers (32,20 %), soit 149 718, ont moins de vingt-cinq ans. L'augmentation du chômage se situe principalement dans le secteur hôtelier, la construction et le commerce. - (A.F.P.)

alors que celles d'autres pays en voie de développement - augmentaient rapidement en valeur relative. Un autre paragraphe rappelle que « les accords de Lomé prévoient une véritable préférence en faveur des pays A.C.P. » et s'inquiète des avantages concédés à des pays industrialisés comme les Etats-Unis, invitant la communauté à tenir compte de ses engagements vis à vis des pays A.C.P. lors de la prochaine renégociation des accords GATT à Genève. Un chapitre important de la résolution finale a été consacré à un problème sensible comme celui du sucre, exportation déterminante pour l'économie de certains pays A.C.P. mais dont la production européenne est déjà largement excédentaire.

Une critique plus approfondie

Mais au-delà des problèmes sectoriels ou conjoncturels, de nombreux députés des pays en voie de développement ont porté une critique plus approfondie sur ce qu'a été jusqu'à aujourd'hui la politique de coopération communautaire à leur égard. « L'Europe a plus pris qu'elle n'a donné », a affirmé le représentant nigérien M. Alolabi. « Elle a totalement manqué à sa promesse de développement industriel et c'est à celui-ci que doivent être destinées les aides. » Le besoin d'une redéfinition des termes de la coopération et de la contribution de la C.E.E. au développement des pays A.C.P. explique l'intérêt suscité à la conférence de Rome par la présentation par M. Edgar Pisani de son mémorandum sur un nouveau niveau de la politique communautaire de développement qui tienne compte des intérêts réels des pays du tiers-monde.

L'assemblée consultative a aussi adopté une résolution sur l'Afrique australe condamnant la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud et affirmant que « des sanctions économiques doivent être incorporées à un ensemble de pressions accrues » à l'encontre de ce pays. Ce paragraphe de la résolution demeurait notamment « qu'il soit mis fin au renforcement des relations économiques avec l'Afrique du Sud, qui devront être ultérieurement réduites », et engage « les firmes européennes à s'abstenir d'effectuer de nouveaux investissements en Afrique du Sud ».

MARC SEMO.

LE MEXIQUE DEMANDERA LE RÉECHÉLONNEMENT D'UNE PARTIE AU MOINS DE SA DETTE EXTÉRIÈRE

Le Mexique demandera un rééchélonnement de sa dette extérieure (en particulier, une consolidation des crédits à court terme qu'il a reçus au cours des derniers mois), après l'expiration, le 23 novembre, du moratoire de trois mois qui lui avait été accordé au mois d'août dernier. Le sous-secrétaire au Trésor, M. Antonio Enriquez Savignac, a encore déclaré que les négociations avec le Fonds monétaire pour l'octroi d'un prêt de 4,5 milliards de dollars suivaient leur cours normal, et qu'un accord pourrait être signé avant le 20 novembre. Pour sa part, l'ambassadeur des Etats-Unis, M. John Gavin, a dit que l'accord en question était virtuellement conclu et que la signature pourrait avoir lieu dès la semaine prochaine.

Grève illimitée chez Chrysler-Canada. - Les dix mille employés des six usines Chrysler au Canada ont déclenché, le 5 novembre, une grève illimitée à l'appel de leurs syndicats.

Contrairement à leurs collègues américains, qui avaient récemment décidé de laisser un sursis à la firme jusqu'au début 1983, les syndicats canadiens ont décidé de faire arrêter le travail après l'échec des négociations salariales.

Cette grève risque de porter un coup sévère au troisième constructeur automobile du continent nord-américain, qui venait à peine de remonter la pente après avoir fléchi la banqueroute il y a trois ans. Chrysler avait même annoncé des profits.

Les livres ne sortiront réellement du blocage des prix qu'après le 1^{er} janvier

Le Syndicat national de l'édition (S.N.E.) a souscrit, auprès du ministère de l'économie et des finances, un « engagement de lutte contre l'inflation » qui marque, en principe, la sortie du blocage des prix pour le livre.

A la suite de cet accord, les prix des nouveautés, des réimpressions de plus de trois ans, et de celles de plus de deux ans sous certaines réserves, seront fixés librement par les éditeurs, à condition que ces derniers fassent preuve de la modération souhaitée par le gouvernement.

Le prix des ouvrages du fonds pourrait être relevé de 7 % en moyenne en 1983. Toutefois, chaque éditeur devra moduler ce taux, c'est-à-dire le majorer ou le diminuer, en prenant pour référence une hausse de 16 % autorisée sur une période comprise entre le 1^{er} juillet 1981 et le 31 décembre 1982. Dans tous les cas, cette hausse sera limitée à 12 % pour chaque ouvrage.

Enfin, les prix des livres scolaires et des produits multimédias à usage scolaire ne pourront être relevés qu'à partir du 1^{er} janvier, c'est-à-dire pour la prochaine campagne.

Des dispositions particulières encourageant les éditeurs à retarder leurs relèvements de prix, et, dans certains cas, leur imposant un délai d'application jusqu'au 31 mars prochain.

Une série de réunions entre le S.N.E. et l'administration sont prévues pour faire le point sur l'exécution.

Le marché du jouet LE GROUPE AMÉRICAIN C.B.S. RACHÈTE IDÉAL LOISIRS

Idéal Loisirs, l'un des dix premiers fabricants de jouets sur le marché français, vient de passer sous le contrôle du géant américain C.B.S., qui a racheté la société mère américaine Ideal Toys pour 58 millions de dollars. Cette opération permet à C.B.S., groupe multimédias qui possède l'un des trois réseaux nationaux de télévision aux Etats-Unis, d'étendre son secteur jouets et de se lancer notamment sur le marché international des jeux vidéo.

Si Ideal Toys est le créateur du célèbre orson « Teddy Bear », sa filiale française, créée en 1978, s'est distinguée en lançant en 1980 le « Rubik's cube », vendu à plus de vingt-cinq millions d'exemplaires dans le monde entier. Ce succès a permis à Ideal Loisirs d'atteindre en 1982 le chiffre d'affaires de 160 millions de francs.

Fort de l'apport technologique de C.B.S., Ideal Loisirs va lancer dès 1983 toute une gamme de jeux vidéo. Ce marché, dont les ventes ont atteint cette année aux Etats-Unis 2 milliards de dollars, démarre à peine en France. On estime que l'équipement des foyers français atteindra cette année 190 000 consoles et 800 000 cassettes pour une valeur totale de 470 millions de francs. Ideal Loisirs arrivera sur le marché en quatrième position, derrière Philips, Atari et Mattel. Mais la société compte sur la sophistication de son matériel (64 K octets de puissance informatique) pour y prendre rapidement une place prépondérante.

KELTON-TIMEX VA LANCER UN MICRO-ORDINATEUR INDIVIDUEL A MOINS DE 1 000 F

La société Fralsen, nouveau holding coiffant les trois divisions industrielles (horlogerie, informatique, photo) de Kelton-Timex France, filiale du groupe américain, lancera au printemps prochain, sur le marché français et dans les pays francophones, son nouvel ordinateur miniature à usages ménagers (marque Timex-Sinclair). Monté dans l'usine de Besançon, le nouveau produit coûtera, dans sa version la plus simple, moins de 1 000 F.

L'appareil, mis sur le marché américain pour moins de 100 dollars au mois d'août, a déjà été vendu à cinq cent mille exemplaires outre-Atlantique. Sa fabrication à Besançon entre dans le cadre du redéploiement industriel de Kelton-Timex, en France, dans l'informatique et la photo.

Faits et chiffres

La banque centrale des Pays-Bas baissera de 6 % à 5 1/2 % son taux d'escompte à compter du lundi 8 novembre, la banque nationale justifiant sa décision par la bonne tenue du florin sur les marchés des changes. Le 22 octobre dernier, la banque centrale néerlandaise avait déjà ramené son taux d'escompte de 6 1/2 % à 6 %, après avoir procédé précédemment à une diminution d'un demi-point le 13 octobre 1982.

La C.F.D.T. réclame une restructuration de la chimie, dans le respect de l'emploi. La fédération chimie de la C.F.D.T. a, dans un communiqué publié le 5 novembre, rappelé « l'obligation de constituer des ensembles (industriels) viables dans la chimie, tant par la taille des entités regroupées que par l'équilibre des activités » (Le Monde du 6 novembre). « Toutes les activités, tous les sites doivent trouver une affectation précise » dans le cadre de la restructuration de P.C.U.K., ajoute-t-elle. « Il ne doit y avoir aucun laissé-pour-compte. »

Selon la C.F.D.T., « il semble logique » de regrouper et de développer dans l'ensemble constitué d'ATO et de CHLOE (sous la houlette d'Elf-Aquitaine) les activités des dérivés pétroliers.

Toutes ces affectations doivent se faire, ajoute le syndicat, dans le respect de l'emploi de chacun, dans la recherche d'une continuité des ac-

tivités et dans l'optique d'une organisation cohérente de l'ensemble de la chimie publique française (...), et non par le découpage de l'abaissement de la volonté de puissance de tel ou tel groupe ».

Etats-Unis. Les impôts sur les bénéfices exceptionnels des compagnies pétrolières jugés anticonstitutionnels. - L'impôt fédéral spécial sur les bénéfices pétroliers tombés du ciel (windfall profits tax), instauré en 1980 à l'initiative du président Carter, au moment où il libérait les prix intérieurs du pétrole, vient d'être déclaré contraire à la Constitution par un juge fédéral de Cheyenne (Wyoming). Selon le juge, l'impôt est illégal car l'Alaska est exclu de son domaine d'application, alors que la Constitution prévoit que tout impôt fédéral doit frapper également tous les Etats. - (A.F.P., Reuter.)

ERRATA. - Dans notre édition du 6 novembre, en dernière page, une erreur a été faite concernant la date d'augmentation des tarifs visite et autres actes médicaux. L'augmentation interviendrait le 15 décembre et non le 15 novembre. Seules les consultations seraient valorisées le 15 novembre. Une autre erreur a concerné le tarif de l'accouchement, qui devrait passer le 15 décembre à 900 francs (et non 920 F).

Chez les transporteurs routiers. - Sur avis médical. M. Georges-Pierre Rateau, vient de renoncer à son mandat de président de la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.), annonce cette organisation, qui précise qu'elle élira le successeur de M. Rateau le 30 novembre.

LA REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

RÉDUITE à trois séances par les fêtes de la Toussaint, la semaine boursière n'en a pas moins été relativement satisfaisante pour la Bourse de Paris, avec un résultat positif de 1,5 %. Cependant, une fois encore, le marché a fait preuve d'un manque évident de vitalité, ou d'audace. Le démarrage fut laborieux. Ce n'est que jeudi que le mouvement de hausse a véritablement amorcé (+ 1,1 %). Encore n'a-t-il pas pris, il s'en faut de loin, l'ampleur attendue après la véritable éruption de Wall Street, ni réussi à trouver un prolongement réel. Vendredi, fortement teinté d'irrégularité, la tendance fut soutenue, sans plus, traduisant la réticence générale.

La puissante onde de choc partie des Etats-Unis, parvenue jusqu'à Tokyo en passant par Londres, sevit-elle seulement venue mourir sur les rivages du Palais Brongniart ? En d'autres termes, Paris, à l'inverse d'autres places internationales, n'aurait-elle pas en les mêmes raisons de se réjouir du printemps de Wall Street ?

A moins que les forces de notre marché n'aient été inhibées par la méfiance. Pour résumer, la Bourse avait toutes les bonnes raisons de monter. A la forte impulsion donnée par New-York se sont ajoutés la nouvelle déescalade des taux d'intérêt à Paris (voir d'autre part) et le train de mesures inattendues annoncées par le premier ministre pour alléger la charge financière des entreprises et pour aider ces dernières à investir.

Scepticisme

Qui mais... La détente des taux ? « Intéressant », disait-on autour de la corbeille, mais « Sers-ça durable ? ». L'irrésistible ascension de Wall Street ? « Fantastique », reconnaissait-on de tout bord, se dépechant toutefois d'ajouter : « Un tel optimisme est-il fondé ? La reprise de l'expansion aux Etats-Unis est-elle bien ténue. » Le plan de soutien à l'industrie ? « Sous certains aspects, il est positif. Mais on ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif. Les banques vont encore trinquer, et l'aide accordée est une goutte d'eau à côté des 90 milliards de francs que va coûter d'ici 1988 la budgétisation des allocations familiales », affirmait de nombreux professionnels, abondant dans le sens de M. Yvon Gattaz, dont le jugement sévère d'ailleurs avait retenu toute l'attention mais aussi gelé des initiatives d'achats. Le directeur du service « Bourse » d'un grand établissement bancaire de la place disait quand même que le président du C.N.P.F. « jetait le bouchon un peu trop loin ».

Bref, le plus grand scepticisme a régné. Mais faut-il s'en étonner quand la situation économique donne de sérieuses raisons de s'inquiéter avec la nouvelle dégradation signalée en octobre par l'INSEE, sans oublier les noires prévisions de cet organisme pour les mois à venir. Qui plus est, l'Assemblée nationale ne

s'est pas encore prononcée sur les mesures destinées à relancer l'épargne. Et sous les lambris, où l'on se préoccupe du sort que les parlementaires leur réserve, l'attente paraît longue.

Autant de raisons qui font que nul n'est prêt à céder à l'emballement devant les incertitudes de l'avenir. Un avenir dont quelques-uns faisaient remarquer, peut-être un peu trop vite, qu'avec le formidable développement du marché obligataire il était sérieusement compromis, de toute façon. Force en tout cas est de reconnaître que les étrangers comme la clientèle des particuliers se tiennent toujours à l'écart de la Bourse. Pour l'essentiel, les ordres en carnet émanent des organismes institutionnels qui s'efforcent de maintenir les portefeuilles minimaux réglementaires à mesure qu'entrent les capitaux collectés.

Plus que du « spectaculaire », le marché a besoin d'assurances. « La confiance ne se décrète pas », jetait à la cantonade un investisseur à la veille du week-end.

Notons quand même que prodromes depuis cinq semaines, la Bourse progresse graduellement sur le terrain. « Mais elle n'est qu'une vitrine que l'on s'efforce de bien décorer pour masquer les désordres de l'arrière-boutique », nous a rétorqué un agent de change à qui nous faisions la réflexion.

ANDRÉ DESSOT.

Semaine du 3 au 5 novembre

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Record historique

	Cours 29 oct.	Cours 5 nov.
Alcoa	29 3/4	29 1/8
A.T.T.	59 1/4	62 1/8
Boring	27 1/4	29 5/8
Chase Man. Bank	53 1/2	55
Du Pont de Nem	38 3/4	43 1/4
Eastman Kodak	87 3/8	93 1/4
Exxon	29 1/2	30 1/2
Ford	31 7/8	32 1/2
General Electric	85 7/8	91 7/8
General Foods	43 3/4	46
General Motors	56 3/4	57
Goodyear	29 3/8	32
I.B.M.	79 3/4	84 3/8
J.P. Morgan	32 1/8	32 3/8
McCall Oil	25	25 7/8
Pfizer	71	74 1/2
Schlumberger	38 3/4	41 1/4
Tesaco	28 3/4	31
U.A.L. Inc.	26 7/8	29 1/4
Union Carbide	54 1/8	57
U.S. Steel	18 7/8	19 7/8
Westinghouse	36 3/8	37 5/8
Xerox Corp.	37 3/4	38 1/2

LONDRES

Fermé

Prenant acte de la nouvelle envolée de Wall Street, le London Stock Exchange a fait preuve d'une grande fermeté, qui s'est maintenue jusqu'au milieu de la semaine, les cours marquant cependant un retrait par la suite, dans l'attente de la déclaration sur la situation économique que doit prononcer lundi 8 novembre le chancelier de l'Echiquier devant les Communes.

Dans un premier temps, la cote a bénéficié du vote hostile à la grève intervenu tant chez les mineurs britanniques que chez les ouvriers de British Leyland, et les deux réductions successives d'un quart de point chacune du taux d'intervention de la Banque d'Angleterre ont également fait bon effet auprès des investisseurs. Le ton est apparu plus mesuré par la suite, en partie en raison de la pause observée en fin de semaine sur le marché new-yorkais.

Vendredi, les indices FTSE s'établissaient ainsi : industriels, 626,9 contre 598,7 la semaine précédente ; mines d'or, 385,5 contre 390,8 ; fonds d'Etat, 85,01 contre 84,41.

	Cours du 29 oct.	Cours du 5 nov.
Beecham	338	360
Bovater	178	174
Brit. Petroleum	324	326
Charter	185	191
Courtauld	74	79
De Beers (*)	4,90	5,10
Dunlop	48	50
Free State Geduld	36 3/8	35 5/8
Gl. Univ. Stores	1000	623
Imp. Chemical	314	332
Shell	418	426
Unilever	740	825
Victors	116	114
War Loan	36 1/8	36 7/8

(*) En dollars

TOKYO

Au plus haut depuis cinq mois

Une nette remontée des cours est intervenue au Kabuto-cho où les investisseurs étrangers ont procédé à des achats massifs après avoir « testé » New-York et Londres au cours des jours précédents. L'attention des opérateurs s'est surtout portée sur les valeurs-véhicules de renommée internationale et sur les titres à vocation spéculative, notamment le matériel électronique, les produits pharmaceutiques et les « blue chips » nippones.

Ce gonflement des ordres d'achat s'est traduit dans les chiffres, puisque le volume des transactions a atteint en moyenne 334,8 millions d'actions par séance, contre 211 millions seulement la semaine précédente. Quant à l'indice Nikkei Dow-Jones, qui avait marqué un recul de 12,15 yens précédemment, il a regagné nettement du terrain puisqu'il s'ajustait finalement à 242,9 points pour s'établir à 7 538,82 yens, son plus haut niveau depuis cinq mois et demi, à la bourse de Tokyo. Pour sa part, l'indice général du marché a clôturé la séance de vendredi sur un gain de 12,48 points, à 555,37.

	Cours 29 oct.	Cours 5 nov.
Alcatel	252	248
Bridgestone	432	475
Casum	995	1100
Fuji Bank	500	500
Honda Motor	891	971
Mitsubishi Electric	1210	1320
Mitsubishi Heavy	181	191
Sony Corp.	3720	4050
Toyota Motors	921	940

FRANCFORT

Légère hausse

Le marché s'est bien comporté cette semaine, mais les cours ont progressé dans une moindre ampleur que sur les autres places internationales, les bourses allemandes subissant le contre-coup de la nouvelle fermeté du dollar qui a retrouvé son niveau record du début du mois d'octobre.

	Cours 29 oct.	Cours 5 nov.
A.E.G.	31,10	30,10
B.A.S.F.	111,80	111,40
Bayer	106,10	106
Commerzbank	128,20	129
Deutsche Bank	252,30	250,90
Hoechst	167,30	166,80
Karstadt	200	191
Mannesmann	129,80	126,90
Siemens	238,80	242
Volkswagen	130	130,70

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	5 nov.	Diff.
4 1/2 % 1973	1 831	+ 29,50
7 % 1973	8 432	+ 7
10 3/8 % 1975	84	+ 0,10
10 3/8 % 1976	84,50	+ 0,10
8 3/8 % 1977	181	+ 0,05
10 % 1978	82,60	inchang.
9 3/8 % 1978	81,60	+ 0,40
8 3/8 % 1978	82,60	+ 0,50
9 % 1979	78,50	+ 0,30
10 3/8 % 1979	83,90	+ 0,05
12 % 1980	92,90	inchang.
13 3/8 % 1980	97	+ 0,20
16 1/8 % 1981	105,10	+ 0,15
16 3/8 % 1982	102,20	+ 0,30
16 % 1982	101,90	+ 0,20
C.N.E. 3 %	3 193	+ 65
C.N.B. 5 000 F.	98,01	+ 0,11
C.N.B. Paris	98,01	+ 0,11
5 000 F.	98,01	+ 0,11
C.N.B. Suez 5 000 F.	98	+ 0,08
C.N.L. 5 000 F.	98	inchang.

Mines, caoutchouc, outre-mer

	5/11/82	Diff.
Géophysique	1 000	inch.
Imetal	46,50	+ 0,50
Michelin	765	+ 63
M.M. Penarroya	45,20	+ 0,50
Charter	28,10	+ 0,50
INCO	84	+ 0,95
R.T.Z.	66,30	+ 2,30
Z.C.I.	2,06	+ 0,03

Banques, assurances

sociétés d'investissement

	05 nov.	Diff.
Bail Equipement	192	+ 8,50
E.C.T.	108,90	+ 1,10
Cedim	232	+ 10
Chargers Réunis	184,10	+ 0,90
Banque (Cie)	238	+ 3
C.E.F.	380	+ 3
C.F.I.	199	+ 3,80
Banque	385	+ 2
Héna (La)	352	+ 1
Imm. P.-Mouzon	204,50	+ 10,60
Locofrance	111,90	+ 2,10
Locidone	454	+ 14
Midi	675	+ 4
O.P.F. (Omn. Fin.)	695	+ 9
Parisienne de récom.	290	+ 1
Prétabili	599	+ 23
Révilon	508	inch.
Schneid	100,20	+ 0,70
U.C.B.	127	+ 2

Toray, une nouvelle japonaise à la cote

La société Toray Industries Inc., considérée comme le premier producteur nippon de fibres synthétiques, va faire son entrée à la Bourse de Paris le 10 novembre 1982. Fondée en 1926, le groupe Toray, qui emploie trente-cinq mille personnes, est également présent dans divers secteurs tels que les matières plastiques, la chimie fine, l'électronique et la pharmacie, avec un chiffre d'affaires qui a avoisiné 650 milliards de yens au cours de l'exercice 1980-1981, soit environ 17 milliards de F. pour atteindre 735 milliards de yens (19 milliards de F.) l'année suivante.

Selon certaines prévisions, Toray pourrait atteindre les 790 milliards de yens (20 milliards de F.) en termes de volume de ventes consolidé au cours de l'exercice 1982-1983 avec un bénéfice net de 17 milliards de yens (450 millions de F. environ).

Toray, dont les actions sont déjà cotées à Tokyo et sur sept autres places boursières japonaises, est également inscrite à la cote de Londres, Luxembourg, Hong-Kong, Düsseldorf et Francfort. Le groupe Mitsui, à l'origine de la fondation de la société, en détient environ 12 %, tandis que divers investisseurs institutionnels nippons se partagent près de 40 % des 1 183 millions d'actions ordinaires Toray de 50 yens nominal qui seront prochainement adossés à la cote sous l'égide de la banque Paribas, du Crédit lyonnais et de Nomura Securities.

Alimentation

St-Raphaël se porte mieux. Au 30 juin, son bénéfice avant impôts s'élevait à 6,52 millions de F. contre 133 000 F. l'an passé à pareille époque.

Les résultats consolidés de Saupiquet pour le premier semestre augmentent de 75 % à 12,9 millions de F., mais incluent 6 millions de F. de plus-value nette. Pour l'exercice entier, une baisse de bénéfices est attendue liée au blocage des prix.

	5 nov.	Diff.
Beghin-Sey	199	- 3
Bougeois	1 032	- 16
B.S.N.G. Danone	1 486	+ 16
Carrefour	1 345	+ 60
Casino	1 962	+ 21
Châlon	685	+ 20
Châlon	890	- 25
Guyonne et Gasc.	362	+ 12,40
Lesieur	880	- 12
Marcell	790	+ 12
Molt-Henney	358	- 7
Mumun	355	+ 5
Océanide (Galo)	407	+ 10
Olda-Caby	150	- 2
Perard-Ricard	330	+ 5,30
Promodis	1 129	+ 70
Source Perrier	222,80	+ 18,60
St-Louis-Bouchon	152	inch.
C.S. Saupiquet	247	inch.
Veuve Clicquot	1 149	- 21
Viniprix	843	inch.
Nestlé	13 800	+ 100

Bâtiment, travaux publics

	5 nov.	Diff.
Auvel d'entreprises	926	- 2
Bouygues	824	+ 10
Ciment Français	134	+ 5,50
Dumez	1 177	+ 17
J. Lefebvre	180	+ 0,50
Général d'Entrepr.	282	+ 3,90
G.T.M.	345	+ 9,80
Lafarge	1 388,90	+ 1,50
Maïsons Phénix	372	+ 2
Poliet et Chausson	304	+ 7,90
S.C.E.R.G.	113,90	+ 0,90

Filatures, textiles, magasins

	5 nov.	Diff.
André Rouiller	74,10	-
F.F. Agache-Willot	101	+ 6
B.H.V.	101	+ 6
C.F.A.O.	322	- 8
Dumas-Servipres	762	+ 15
Dury	801	+ 6
D.M.C.	31,70	+ 0,80
Galeries Lafayette	137,50	+ 0,10
La Redoute	847	+ 4
Nevelles Galeries	77,50	+ 5,50
Printemps	118	inch.
S.C.O.A.	26,50	- 1,20

Pétroles

Les comptes de Sogepar pour l'exercice clos le 30 septembre font ressortir un bénéfice net de 38 millions de F. contre 59 millions. Il s'y ajoute 37,4 millions de plus-values (contre 134,4 millions). Cet apport permet de porter le dividende global à 29,10 F. (contre 27 F.).

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 29 oct.	Cours 5 nov.
Or fin (100 g.)	38 500	38 200
Or fin (100 g.)	38 000	37 800
Pièce française (20 g.)	880	874
Pièce française (10 g.)	401	435
Pièce suisse (20 g.)	811	820
Pièce italienne (20 g.)	675	682
Pièce suisse (20 g.)	585	586
Souverain (100 g.)	740	769
Souverain (50 g.)	750	725
Pièce de 20 dollars	371	380
Pièce de 20 dollars	3305	3300
- 10 dollars	1 880	1 886
- 5 dollars	940	943
- 20 marks	718	719
- 10 florins	612	620
- 5 roubles	350	380

Matériel électrique services publics

	5 nov.	Diff.
Alstom-Atlantique	137,50	- 2,50
C.E.M.	27,80	- 0,80
C.T.A. Alcatel	899	+ 88
Cruze	146	- 3
Général des Eaux	328	+ 5
Intertechnique	1 098	- 2
Legrand	1 401	- 1
Lyonnais des Eaux	361	+ 2,80
Marchés Bull	26,10	- 0,30
Matra	1 555	+ 44
Merlin-Gérin	617	+ 1
Motaur Leroy-Somer	360,20	- 13,80
Moulins	82,20	+ 1,40
P.M. Labinal	237,90	+ 5,90
Radiotechnique	323	- 2
S.E.B.	240	inch.
Sigmas	461	+ 21
Téléfonie Electrique	539	+ 6
Thomson-C.S.F.	141,50	+ 4
I.B.M.	722	+ 42
I.T.T.	275,90	+ 22,10
Schneider	361	+ 13,90
Siemens	896	+ 26

Métallurgie

construction mécanique

General Motors maintient son dividende trimestriel à 60 pence (payable le 10 décembre) malgré l'amélioration, fragile il est vrai, de ses résultats.

Premier semestre décevant pour Stiel dont le résultat provisoire avant impôt est juste équilibré, quand il s'élevait à 5,2 millions en 1981 à pareille époque. Cette détérioration de la rentabilité est essentiellement imputable à l'augmentation des charges.

	5 nov.	Diff.
Alpi	67,90	+ 3,80
Alcatel	905	+ 17
Arvion-Dessault	400	+ 3
Chien-Chailillon	12,10	+ 6,50
Crisal-Lore	64,10	+ 1,10
De District	335	+ 5
FACOM	52,90	+ 0,60
Fives Lille	149	+ 1,90
Fonderie (Général)	36	+ 1,50
Métal Normandie	8,85	inch.
Penhoët	334,90	+ 6,90
Peugeot S.A.	136	+ 0,10
Peckin	88	+ 0,30
Pompey	96,90	inch.
Saïclor	16,50	+ 3,50
Sagem	1 068	- 30
Saint-Helena	39	+ 1
Sauvage	2,17	+ 0,41
Vallo	216	+ 10,50
Valloire	113	+ 4,60

Mines d'or, diamants

Malgré l'alourdissement de leurs charges fiscales, les mines d'or sud-africaines ont enregistré une augmentation de 20 % en moyenne de leur bénéfice net durant le troisième trimestre, grâce à la hausse du prix de l'or, le montant global des profits atteignant 735 millions de rands.

	5/11/82	Diff.
Angold (1)	700	+ 9
Anglo-American	106,40	+ 4,30
Buffalo (1)	322	- 9
De Beers (2)	43,60	+ 1,50
Driefontein	210	+ 5,50
Free State	308	+ 3,00
Goldfields (3)	60,60	+ 1,30
Gencor	146	+ 5,50
Harmony (4)	120	+ 0,50
President Brand	700	+ 3,00
Transvaal	382	+ 4,50
Saint-Helena	281	+ 4,50
Western Deep	326	+ 1
Western Holding	350	- 7

(1) Compte tenu d'un coupon de 19 F.
(2) Compte tenu d'un coupon de 0,70 F.
(3) Compte tenu d'un coupon de 1,95 F.
(4) Compte tenu d'un coupon de 4,40 F.

CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

L'euro-marché

Nouvelle estimation de la dette extérieure de la France

L'endettement extérieur de la France représentait actuellement l'équivalent d'environ 45 milliards de dollars. Ce chiffre, beaucoup plus élevé que celui auquel nous avions coutume de nous référer jusqu'au 14 octobre de cette année, ressort du prospectus publié le même jour à l'occasion de l'émission, à New-York, d'un emprunt obligataire de 100 millions de dollars de la Caisse nationale des télécommunications (C.N.T.). La Securities Exchange Commission (SEC), qui est l'organisme américain chargé de la régulation des marchés financiers, a évalué la dette extérieure de la France à 45 milliards de dollars, ce qui est beaucoup plus élevé que les 30 milliards de dollars que nous avions jusqu'ici admis. Cette nouvelle estimation est basée sur la situation non seulement des emprunteurs sollicitant le marché américain des capitaux, mais aussi des garants qui, éventuellement, les assistent.

L'emprunt de la C.N.T. étant garanti par la République française, cette dernière a dû fournir, entre autres choses, un état sur son endettement extérieur. C'est ainsi que nous apprenons qu'au 31 décembre 1981 la dette étrangère de l'Etat français, ou garantie par celui-ci, représentait 155,26 milliards de francs. Une petite note en bas de page nous apprend qu'à ce montant doivent s'ajouter 36,17 milliards de francs levés sous la garantie de la République française durant les six premiers mois de 1982. Enfin, une seconde note de même type nous fait savoir que les emprunts en devises de la France sont enregistrés sur la base d'un cours de 1 dollar pour 5,75 francs. Comme la valeur du dollar s'est depuis lors accrue, par rapport au franc français, de quelque 25 %, la dette extérieure française à fin juin 1982 représentait l'équivalent de 240 milliards de francs actuels, soit plus de 33 milliards de dollars. A ce montant doivent s'ajouter les 4 milliards de dollars levés par la République française le mois dernier, de même que les fonds recueillis sous la garantie de la République depuis la fin du premier semestre, ainsi que la dette non garantie par l'Etat français. Cette dernière, qui représente certainement plus de 7 milliards de dollars, se décompose en trois parties. Elle comprend premièrement les fonds drainés à l'étranger par des entités dont l'Etat français est le principal actionnaire depuis longtemps. C'est ainsi que Renault a traditionnellement emprunté sous son seul nom, en dehors de l'Hexagone, de larges sommes en devises diverses. De la même manière, Elf-Aquitaine, pour ne citer que celle-ci, a, sans garantie du gouvernement français, levé 1,3 milliard de dollars

pour financer son O.P.A. sur Texas Gulf Sulphur. Deuxièmement, il faut prendre en compte les emprunts internationaux contractés avant leur nationalisation par les sociétés françaises. Troisièmement, il faut tenir compte de la dette extérieure des sociétés privées. En revanche, l'endettement externe des banques françaises ne doit pas être pris en considération, leurs emprunts étrangers étant compensés par des prêts extérieurs de montant équivalent.

Il n'en demeure pas moins que lorsque la dette publique garantie par l'Etat s'ajoute à celle qui ne l'est pas - qui émane du secteur public ou privé - la question que chacun ne peut manquer de se poser est la suivante : la France n'est-elle pas près d'avoir épuisé sa capacité d'endettement extérieur à des conditions favorables ?

Euphorie

C'est plus d'une bonne douzaine d'émissions obligataires, totalisant plus de 1,5 milliard de dollars, qui ont vu le jour au cours de la semaine écoulée. Le marché international des capitaux est resplendissant parce que tout le monde est convaincu que les taux d'intérêt à court terme vont encore baisser aux Etats-Unis. Chacun jouant sur cette tendance, le temps n'est plus loin où les coupons pour les meilleurs emprunteurs vont repasser en dessous de la barre de 10 %. Déjà, l'américaine General Electric, avec un coupon de 10 %, est venue, jeudi soir, offrir le taux d'intérêt le plus bas qu'on ait vu depuis trois ans, dans le cadre d'un euro-emprunt de 200 millions de dollars ayant une durée de huit ans et demi. Emises à 99,50 pour donner un rapport annuel de 10,07 %, les euro-obligations seront libérables à raison de 14,50 % du montant nominal le 5 janvier prochain, le solde devant être acquitté le 1^{er} juillet 1983. L'usage du paiement différé est évidemment agréable pour l'investisseur, mais aussi peut se révéler extrêmement dangereux. Si la tendance se retourne entre-temps, des pertes importantes peuvent être enregistrées et l'émission peut éventuellement ne se retrouver que partiellement payée.

Pour sa part, Coca-Cola avait, vingt-quatre heures plus tôt, choisi de proposer un coupon annuel de 10,375 % sur un prix au pair, pour accompagner une nouvelle émission de 100 millions de dollars d'une durée de cinq ans et demi. Le seul nom de Coca-Cola a toujours eu un effet magique auprès des inves-

Les devises et l'or

Un dollar très demandé

Semaine après semaine, le même scénario se répète : après une poussée de hausse, le dollar fléchit un peu, puis amorcé une remontée et affiche une vigueur de plus en plus insolente. Aussi, la monnaie américaine, qui avait battu, le vendredi 29 octobre, son record à Paris, à 7,25 F, revenait à 7,19 F le mercredi 3 novembre, pour se hisser à 7,26 F, nouveau record, le vendredi 5 novembre, le cours de 7,28 F ayant même été touché à New-York. Ce n'est point là faiblesse du franc, car, à Francfort, le dollar s'élevait à plus de 2,57 DM, au plus haut depuis six ans, tandis qu'à Tokyo il approchait les 280 yens, niveau maximum depuis cinq ans et demi.

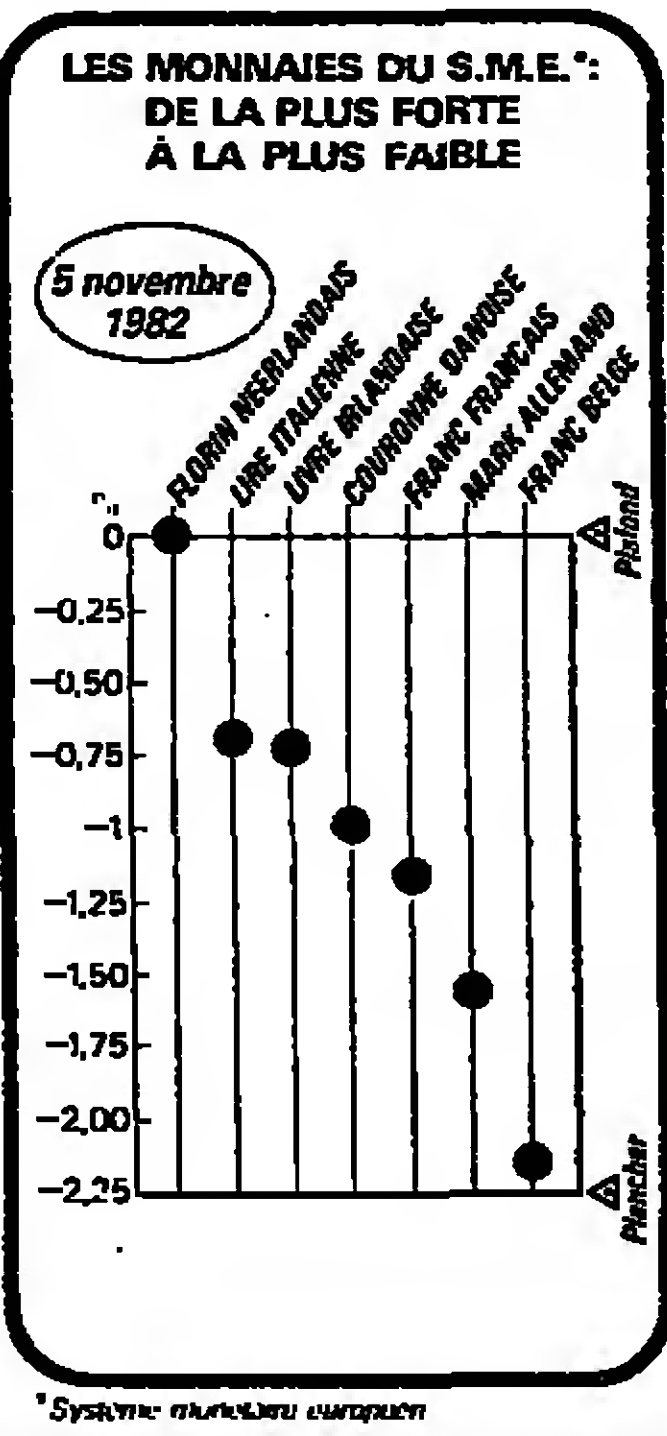
Sans doute, l'absence de toute initiative de la Réserve fédérale des Etats-Unis (Fed) en matière de baisse du taux d'escompte a-t-elle joué : après tout, l'écart des taux de part et d'autre de l'Atlantique est de 3 %, en faveur des placements en dollars et au détriment des placements en marks (10 % à 11 % à New-York et 7 % à 8 % à Francfort). Mais le fameux « effet Reagan » n'est pas étranger à cette fermeté persistante du « billet vert ». Les résultats des élections américaines - à mi-parcours - (une réussite du président par rapport aux pronostics) ont été favorablement

accueillis par les milieux financiers internationaux. L'hôte de la Maison Blanche n'a pas été désavoué, mais devra sans doute composer d'avantage avec le Congrès, et, quoi qu'il en dise, relancer un peu plus vigoureusement la machine économique.

Sans doute les taux d'intérêt vont-ils continuer à baisser aux Etats-Unis, mais, en Europe et ailleurs, les banques centrales s'empresseront de suivre, et le différentiel d'intérêt au bénéfice du dollar est-il appelé à se maintenir ou à ne se réduire que faiblement. A Londres, les experts ne voient aucune atténuation de la vigueur du dollar avant le printemps ou l'été 1983, en tout cas pas avant que la reprise réelle de l'économie américaine ait creusé le déficit de la balance des paiements, déjà en cours d'élargissement. Dans l'immédiat, on voit mal pourquoi les capitaux internationaux traitent se placer en marks ou en yens, monnaies de pays dont l'économie est plutôt chancelante, sans la capacité de ressort dont semble disposer celle des Etats-Unis.

Au sein du système monétaire européen, le franc belge se maintient toujours au voisinage du plancher, tandis que la lire commence à donner des signes de faiblesse et qu'une inflation de 17 % sévit en Italie : cela devient totalement anachronique...

FRANÇOIS RENARD.



Cours moyens de clôture du 5 octobre au 5 novembre 1982

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	166,55	12,894	3,671	4,286	83,021	4,634	245,27	
New-York	167,88	12,897	3,676	4,293	83,121	4,631	246,78	
Paris	12,094	7,2615	327,89	282	14,567	259,33	43,97	
Zurich	12,187	7,248	328,64	282,03	14,614	268,89	43,96	
Bruxelles	3,696	2,830	30,484	86,129	4,449	79,387	1,502	
Amsterdam	4,286	2,579	35,469	115,99	5,165	92,178	1,742	
Stockholm	83,021	49,85	6,849	22,459	19,392	77,835	3,775	
Copenhague	83,121	49,54	6,842	22,475	19,346	77,848	3,781	
Berlin	4,634	2,898	38,595	126,12	108,73	5,168	1,879	
Milan	4,631	2,768	38,545	126	108,52	5,165	1,879	
Madrid	245,27	1,676	203,26	664,86	573,29	29,603	528,27	
Oslo	246,78	1,664,50	202,55	665,68	573,29	29,603	528,27	
Stockholm	43,97	275,40	37,968	124,05	104,95	5,245	94,371	0,1865
Oslo	46,80	277	38,299	125,73	108,28	5,244	94,373	0,188

A Paris, 100 yens étant cotés, le vendredi 5 novembre, 2,6367 F contre 2,6137 F le vendredi 29 octobre.

Marché monétaire et obligataire

En attendant le Fed...

La Réserve fédérale des Etats-Unis (le Fed) va-t-elle, enfin, se résoudre à réduire une fois encore son taux d'escompte, limitant la nouvelle hausse du dollar ? Le monde entier s'est posé cette question à nouveau pendant toute la semaine, sans obtenir de réponse. La conséquence est que les taux sur l'euro-dollar se sont légèrement tendus, bien qu'à New-York on continue à pronostiquer la poursuite de la détente. Certes, le Fed ne voulait pas, dit-on, prendre une initiative quelconque avant les élections, de peur d'être accusé de favoriser la présidence, et, maintenant, il a retrouvé sa liberté d'action. De plus, la distribution de crédits aux entreprises s'est nettement contractée ces dernières semaines, ce qui pourrait apaiser les craintes du Fed sur un emballement de la création monétaire. Mais, après tout, rien n'oblige cet organisme à accélérer le mouvement. Au cours de la semaine se terminant le 27 octobre, la masse monétaire a augmenté de 2,7 milliards de dollars (beaucoup plus que ne s'y attendaient les observateurs).

L'immobilisme américain n'a pas empêché certains pays européens de poursuivre leur processus propre de détente des taux. Ainsi, en Grande-Bretagne, sur l'initiative de la Banque centrale, qui a diminué par deux fois son taux d'intervention, les établissements bancaires ont, une nouvelle fois, abaissé leur taux de base, le ramenant de 9 1/2 % à 9 %. Le loyer de l'argent dans le Royaume-Uni a donc été réduit de près de moitié en un an : en octobre 1981, il s'élevait à 16 %. Aujourd'hui, le rythme annuel de l'inflation n'est que de 7 % environ, et on prévoit, dans la City, que le taux de base des banques pourrait être à nouveau diminué, afin de favoriser une relance de l'économie.

En Allemagne, la Bundesbank n'a pris aucune initiative nouvelle. En revanche, la Banque de France, profitant de l'amélioration de la tenue du franc, a franchi une nouvelle étape dans la désescalade. Le 3 novembre, elle a ramené de 13 1/4 % à 13 % son taux d'intervention sur le marché monétaire, par adjudication de liquidités sur appel d'offres d'effets de première catégorie. Il y a quinze jours, ce taux était encore de 13 3/4 %. En conséquence, le loyer de l'argent au jour le jour a fléchi de 13 3/8 % à 13 1/8 %, à moins de 1 point du niveau du 11 mai 1981, avant la grande envolée. Sans nul doute, si le franc n'est pas soumis à de nouvelles attaques, la détente va se poursuivre, « permettant » aux banques de réduire derechef leur taux de base, pour la plus grande satisfaction de leurs clients : 1 point de baisse allégera de 4 milliards de francs le poids global des frais financiers.

La ruée sur les obligations

S'il y avait encore des sceptiques à propos de la baisse des taux sur le marché obligataire, il n'en reste plus désormais : comme à New-York, il y a un mois, ils ont tourné casaque, aux taux de ne pas rater la détente du siècle (et la hausse des cours). Comme tous les opérateurs se voient fréquemment, si ce n'est quotidiennement, l'effet d'entraînement joue, et les résultats sont spectaculaires.

Le marché obligataire français se porte donc très bien actuellement, aussi bien à l'émission qu'en Bourse. Certes, les rendements diminuent avec une sage lenteur : 15,10 % contre 15,16 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, cette semaine, et 14,95 % contre 14,98 %

Les matières premières

Hausse du cuivre, de l'argent et du sucre

La légère reprise survenue sur certains métaux non ferreux aurait besoin non seulement d'être confirmée, mais fortement amplifiée, car les niveaux actuels de prix sont fort éloignés du seuil de rentabilité.

MÉTALUX. - Pour la première fois depuis plus d'un an, les cours du cuivre dépassent le niveau des 900 livres la tonne au Metal Exchange de Londres. Le nouveau gonflement, plus important, des stocks britanniques de métal, en augmentation de 130 000 tonnes pour atteindre 171 050 tonnes, n'a pas influencé le marché. Les réductions de capacité de production commenceraient-elles à produire leur effet ? Pour être durable, la revalorisation des prix devra s'appuyer sur une sensible amélioration de la conjoncture économique.

Vive hausse des cours de l'argent à Londres qui rejoignent leur niveau le plus élevé depuis le mois de janvier 1981. La réduction des stocks, des rumeurs relatives à des achats pour compte soviétique relativement importants, évalués même à 10 millions d'onces, ont précipité le mouvement de hausse. L'étain a continué à faire preuve de dispositions soutenues à Londres grâce aux achats de soutien effectués par le directeur du stock régulateur.

Nouvelle chute des cours du nickel à Londres, qui tombent à leur niveau le plus bas depuis l'ouverture de ce marché. Les amputations de capacité de production s'avèrent insuffisantes pour rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande. Les principaux utilisateurs de nickel traversent une période plus que difficile, notamment la sidérurgie et les fabricants de biens d'équipement. Aussi, le prix producteur n'est-il plus appliqué, car les rabais atteignent parfois plus de 40 %. D'ailleurs, une nouvelle baisse des prix est attendue l'an prochain.

DENRÉES. - La hausse se poursuit sur les cours du sucre, qui retrouvent ses meilleurs niveaux depuis la mi-août. Les intempéries ont affecté la récolte européenne de betteraves. Celle de la C.E.E. n'est plus évaluée qu'à 13,90 millions de tonnes contre 14,04 millions de tonnes il y a un mois et 15,02 millions de tonnes pour la campagne précédente. Les superficies ont été réduites et la sécheresse a touché la récolte italienne.

Les cours du café ont peu varié sur les différents marchés. Lors de la réunion d'un groupe de travail de l'Organisation internationale, le 15 novembre prochain à Londres, les courants d'exportation vers des pays non membres de l'accord international seront examinés.

TEXTILES. - La diminution prévue de la récolte mondiale de coton a exercé peu d'influence sur le marché. Elle est évaluée à 67 millions de balles pour la saison 1982-1983, soit 4,1 millions de balles de moins que la précédente récolte. Les stocks mondiaux sont élevés et permettront de faire face à tout accroissement éventuel de la consommation.

LES COURS DU 5 novembre 1982

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALUX. - Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebar), comptant, 904,50 (887,50) ; à trois mois, 902,50 (882) ; étain comptant, 7 430 (7 375) ; à trois mois, 7 410 (7 370) ; plomb, 289,50 (292) ; zinc, 440,50 (439,50) ; aluminium, 582,50 (571) ; nickel, 2 150 (2 233) ; argent (en pence par once troy), 635 (589,50).	New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 66,50 (65,25) ; argent (en dollars par once), 10,58 (9,95) ; platine (en dollars par once), 361,50 (347) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne), 51,50 (52,50) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), 360-380 (370-380) ; - Pennag : étain (en ringgit par kilo), 29,15 (29,20).	TEXTILES. - New-York (en cents par livre) : coton, décembre, 63,11 (63,60) ; mars, 65,57 (65,80).	Londres (en nouveau pence par kilo) : laine (peignée à sec), décembre, 367 (364) ; jute (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, inchangé (240) ; - Roubaix (en francs par kilo), laine, juillet, 41,30 (42,70).	CAOUTCHOUC. - Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. (comptant), 48,80-49 (49,10-49,20) ; - Péman (en cents des Dérivats par kilo) : 203,50-204 (203,75-204,25).	DENRÉES. - New-York (en cents par lb) : saut pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, décembre, 1 358 (1 376) ; mars, 1 447 (1 470) ; sucre, janvier, 6,97 (6,80) ; mars, 7,75 (7,63) ; café, décembre, 137,20 (141,50) ; mars, 133,40 (138,30).	Londres (en livres par tonne) : sucre, janvier, 118 (109,50) ; sucre, 117,90 (116,75) ; café, janvier, 1 467 (1 468) ; mars, 1 375 (1 375) ; cacao, décembre, 938 (942) ; mars, 965 (971).	Paris (en francs par quintal) : cacao, décembre, 1 127 (1 140) ; mars, 1 182 (1 200) ; café, janvier, 1 845 (1 815) ; mars, 1 835 (1 730) ; sucre (en francs par tonne), décembre, 1 495 (1 480) ; mars, 1 555 (1 555) ; tourteaux de soja, Chicago (en dollars par tonne), décembre, 168,20 (163,20) ; janvier, 169,10 (163,20).	Londres (en livres par tonne) : décembre, 129,80 (124,30) ; février, 131,60 (126,60).	CÉRÉALES. - Chicago (en cents par boisseau) : blé, décembre, 328 1/4 (312 3/4) ; mars, 343 1/4 (328 1/4) ; maïs, décembre, 223 1/4 (216) ; mars, 234 1/4 (228 1/2).	INDICES. - Moody's, 983,70 (989,70) ; Reuter's, 1 524,42 (1 518,20).
---	---	--	--	--	--	---	--	--	--	---

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beauvau-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)
Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

2. AFRIQUE
- CAMEROUN : Le nouveau président a prêté serment.
2. EUROPE
- R.F.A. : M. Genscher, réélu président du parti libéral.
3. DIPLOMATIE
- La fin du sommet franco-britannique.
4. PROCHE-ORIENT
4. AMÉRIQUES
- BRÉSIL : Les élections du 15 novembre.
4. ASIE
- CHINE : Jugement de plusieurs anciens dirigeants des « gardes rouges ».

POLITIQUE

5. Le débat budgétaire à l'Assemblée nationale.

ÉCONOMIE

12. SOCIAL : L'annulation de la réunion de l'UNEDIC par le C.N.P.F.
- AGRICULTURE : La France bloque l'opération « beurre de Noël » de la C.E.E.
13. AFFAIRES : Les livres ne sortent pas de la rue de la République.
14. Revue des valeurs.
15. Crédit, change et grands marchés.

SOCIÉTÉ

7. DÉFENSE
- ÉDUCATION : Quand les parents recrutent des enseignants.

CULTURE

9. THÉÂTRE : Les Bas-Fonds, à Saint-Denis.
11. COMMUNICATION : Perturbations dans la presse parisienne : VU : Barbara, la nuit.

RADIO TÉLÉVISION (11)
INFORMATIONS
SERVICES : (8)
Météorologie : « Journal officiel » : Mots croisés : Loto.
Carnet (6) : Programmes des spectacles (10-11).

De nouvelles interpellations sont attendues dans l'affaire des fausses factures

L'affaire des fausses factures découverte à Marseille a connu cette semaine un rebondissement spectaculaire avec l'arrestation à Paris de quatre dirigeants de sociétés. En effet, après avoir inculpé MM. Alain Servat et Claude Margueret, respectivement président-directeur général et vice-président-directeur général de la société de publicité Interplans, et M. Philippe Robert, gérant de la SETRIC, société d'équipements commerciaux à Paris, le juge d'instruction chargé du dossier, M^{re} Marie-Chantal Goux, a délivré, vendredi 5 novembre, un mandat d'amener contre M. Roger Sentenac, gérant d'une société immobilière, la SAVIT, gardé à vue depuis le mercredi 3 novembre (le Monde du 6 novembre).

Ces quatre arrestations et les inculpations qui devraient être signifiées la semaine prochaine à Marseille porteront le nombre des personnes impliquées dans l'affaire à soixante-neuf. Cela montre l'ampleur des escroqueries commises aux dépens de la collectivité et du Trésor public. L'enquête conduite sous la direction du juge d'instruction par la section économique et financière du S.R.P.J. de Marseille a permis d'établir qu'une seule des trente sociétés-écrans créées par M. Julien Zamour, inspecteur central des impôts de Nice — la S.A.R.L. B 06 — a émis des fausses factures pour une trentaine de sociétés différentes dont celles des quatre hommes d'affaires parisiens. A partir de ce constat, et au fur et à mesure de l'examen des documents et comptabilités saisis par la police, il faut s'attendre à de nombreuses autres interpellations.

L'enquête, qui selon un policier cité par l'Agence France-Presse « pourrait prendre dix ans », devrait provoquer, au fil des découvertes, un certain nombre de rebondissements, y compris politiques. Cela a été le cas avec l'arrestation de M. Roger Sentenac, un homme qui exerce diverses responsabilités dans des sociétés liées, de plus ou moins près, au parti communiste. M. Sentenac est le gérant de la SAVIT, société immobilière dont le siège est situé dans le treizième arrondissement de Paris. Cette société est spécialisée dans un rôle d'intermédiaire, notamment entre des municipalités communistes de la région parisienne et des bureaux d'études immobilières.

La SAVIT est l'une des nombreuses sociétés, une vingtaine environ, qui constituent le GICFO, groupe d'intérêt économique pour l'équipement et la fourniture des collectivités, connu pour ses liens avec le parti communiste. L'enquête de police aurait permis d'établir que M. Zamour, par le biais de la B 06, aurait fourni à la SAVIT pour

470 000 francs de fausses factures en rémunération d'études immobilières fictives concernant la construction de soixante-dix-neuf pavillons à Corbeil-Essonnes (Essonne). Les policiers auraient saisi également des documents prouvant des relations d'affaires répétées entre la B 06 et la SAVIT.

MM. Alain Servat et Claude Margueret, dirigeants de l'agence de publicité Interplans, sont impliqués eux aussi après la découverte de fausses factures établies par la B 06 au compte d'Interplans. Les sommes indûment facturées seraient importantes, plus de 1,5 million de francs. Enfin, le quatrième homme, M. Philippe Robert, gère une société d'équipement diélectrique, la SETRIC, pour laquelle la B 06 a aussi « produit » 820 000 francs de fausses factures.

Le mécanisme d'escroquerie était le suivant : la B 06 établissait des fausses factures qui étaient honorées par les trois sociétés parisiennes au moyen d'un chèque figurant dans la comptabilité de chaque entreprise au titre de frais d'investissement. Un « taxi », travaillant pour M. Zamour, venait prendre le chèque et l'encaissait en liquide directement à la banque. M. Zamour prélevait ensuite sa commission — 10 % — et versait les 90 % restant à l'entreprise émettrice du chèque. Ce mécanisme permettait aux entreprises émettrices des chèques d'échapper à l'impôt sur les sociétés au titre des investissements et des frais de fonctionnement et de se constituer des « caisses noires ».

NOUVELLES BRÈVES

● La politique des câbles. — Le bureau du conseil d'administration du Centre mondial pour l'information réuni le 4 novembre, au complet, a approuvé, à l'unanimité, le rattachement du Centre au ministère des P.T.T. (le Monde du 28 octobre 1982).

Cette association, présidée par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, doit permettre aux équipes scientifiques du centre d'être associées à la mise en place d'un système d'information par câble dans l'ensemble du pays, décidée le 3 novembre par le conseil des ministres.

● Le conseil municipal de Vire, dont le maire est M. Olivier Stirn, député (R.D.F., rad.) du Calvados, vient de décider d'appeler un groupe scolaire de la ville : Pierre-Mendès-France.

● Cinquante mètres cubes d'eau légèrement radioactive se sont répandus, jeudi 4 novembre, dans les bâtiments qui abritent le réacteur n° 2, en cours d'essais, de la centrale nucléaire belge de Tihange, située à 70 kilomètres à l'est de Bruxelles. L'incident, qui n'a eu aucune conséquence pour le personnel de la centrale et l'environnement, était dû à la fuite d'un joint défectueux. (A.P., Reuters.)

● Le canonier Yves Struillou, du 60^e régiment d'artillerie stationné à Cienfuegos (Cuba), a été sanctionné de dix jours d'arrêt pour avoir publié un témoignage dans le Monde daté 28 octobre, après sa participation à des manifestations en faveur du service militaire de six mois. Au total, le canonier Struillou a été sanctionné de quatre-vingt-cinq jours d'arrêt pour ses prises de position.

JOURNÉE NATIONALE DU SOUVENIR

FRANÇAISES et FRANÇAIS
le 11 NOVEMBRE
ACHETEZ LE
BLEUET de FRANCE



Emblème des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre
AU PROFIT des VEUVE - ORPHELINS et ASCENDANTS
PARTICIPATION MINIMUM 0,50 F

A B C D E F G H

Où va l'ordre des médecins ?

L'ordre des médecins a-t-il un avenir ? Si non, quel chemin prendra-t-on pour le faire disparaître ? Depuis l'élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République, on connaît en théorie la réponse à la première de ces deux questions. Le candidat Mitterrand avait, en effet, pris l'engagement de supprimer cet ordre professionnel. Un engagement confirmé depuis le 10 mai 1981.

Aujourd'hui, l'ordre des médecins existe toujours. Partant, on assiste aux mêmes affrontements entre les conseils départementaux et les praticiens qui, pour des raisons politiques, philosophiques ou idéologiques, refusent — souvent avec obstination — de payer leur cotisation annuelle. Ces derniers ne manquent plus d'utiliser — argument de poids — la promesse du président de la République. Ils insistent aussi sur le caractère paradoxal de leur situation, poursuivis qu'ils sont par une institution vouée à disparaître.

Le cadre législatif demeure inchangé, les poursuites sont identiques : les médecins opposés à l'existence de leur ordre sont traduits devant les tribunaux, et, plus ou moins rapidement, obligation leur est faite de s'acquiescer de leur cotisation. En cas de refus persistant, des saisies sont effectuées à leur domicile. Les hasards de la procédure font que depuis quelques mois de nombreux dossiers arrivent devant différents tribunaux en province et dans la région parisienne.

Négociation ?

Fréquemment interrogés sur les délais nécessaires à l'accomplissement d'une telle réforme, les services de l'Élysée ont pris l'habitude de répondre que celle-ci serait réalisée lorsque le calendrier de travail gouvernemental et parlementaire. On parle aussi, depuis quelque temps, d'une « semi-disparition », les ordres départementaux et régionaux subsistant avec des missions moins étendues, le conseil national faisant seul les frais de la réforme.

Y aura-t-il encore adhésion ? Et, si oui, conservera-t-elle son caractère contraignant ? Quelle sera alors l'attitude des praticiens « de gauche », militant de longue date pour la disparition totale de leur ordre qui constitue, selon eux, « une véritable juridiction d'exception », opposée depuis sa fondation par le gouvernement de Vichy à toute pratique sociale de la médecine ?

Il est encore trop tôt pour répondre à toutes ces questions. En revanche, une récente lettre émanant du cabinet de M. Jack Ralite, ministre de la santé, apporte dans ce débat un élément nouveau et important (1). On peut, en effet, lire que « le ministre de la santé s'est ému des poursuites engagées à l'encontre des médecins « coupables » de ne pas régler leur cotisation à un organisme dont, d'ores et déjà, l'existence dans les formes actuelles est remise en cause ». « Il n'est évidemment pas possible au ministre, ajoute-t-on, d'intervenir dans le cours de la justice. Cependant, M. Jack Ralite a mis en garde l'ordre des médecins quant à la poursuite de telles pratiques ».

On précise au ministère avoir, en effet, par écrit « attiré l'attention » de l'ordre sur le problème posé par les poursuites judiciaires. Pour l'essentiel, les affaires actuelles sont l'aboutissement de procédures qui ont débuté avant mai 1981. Il faudra donc attendre quelque temps avant de savoir si les conseils départementaux seront sensibles aux injonctions ministérielles et, si un tel statu quo ne risque pas d'augmenter le nombre des refus de paiement. On peut, déjà, en toute hypothèse, voir la possibilité d'une « négociation » entre le gouvernement et un ordre inquiet pour son devenir.

JEAN-YVES NAU.

Le Conseil d'État annule certains avantages de trésorerie accordés aux pharmacies mutualistes

Le Conseil d'État a annulé, le 3 novembre, l'arrêté interministériel du 5 août 1975 concernant certains avantages de trésorerie accordés de fait aux pharmacies mutualistes. Ces dernières devaient désormais effectuer, sur les produits qu'elles vendent, un abatement de prix de 12 %, comme le prévoit le code de la santé publique.

Prévu par les ordonnances de 1967, cet abatement trouvait sa justification dans le fait qu'organismes mutualistes ne devaient pas faire de bénéfices. Cette mesure ne fut pas appliquée, mais, en contrepartie, ces pharmacies devaient verser une ristourne de 5 % aux caisses d'assurance-maladie, la différence étant consacrée à des services aux mutualistes ou à des investissements sociaux.

La décision du Conseil d'État, venant après sept années de procédure déclenchée à la demande de l'Union nationale des pharmacies de France,

n'a pas, pour le moment, suscité de réactions officielles de la part des fédérations mutualistes.

Déjà, un arrêté paru au Journal officiel du 7 janvier 1970, sur cette question, avait été annulé en Conseil d'État le 19 mars 1975. Mais, dans les faits, cette annulation n'avait pas été appliquée.

Intervenant au moment où le gouvernement a imposé aux pharmacies d'office une contribution de solidarité s'élevant à 4 % de leur chiffre d'affaires, la décision du Conseil d'État, le 3 novembre, a évidemment satisfait la profession d'officiers. Ses représentants envisagent même de demander à ce que les pharmacies mutualistes remboursent leur trop-perçu à la Sécurité sociale, 12 % (taux d'abattement d'actes) de leurs ventes de 1970 à 1975 et 7 % depuis lors, puisque le taux d'abattement prévu par le code était de 5 % dans l'arrêté de 1975. Dans ce cas, les pharmacies mutualistes seraient confrontées à de grandes difficultés de trésorerie.

A nos lecteurs

Un arrêt de travail de deux heures, décidé par le Syndicat du livre, a perturbé la fabrication et la distribution du Monde du samedi 6 novembre 1982.

En particulier, les abonnements à destination de l'ouest de la France et de quelques départements de Paris (9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 18^e, 19^e et 20^e) n'ont pu être servis. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

Que choisir pour bien dormir ?

UNE BONNE LITTÉRATURE
TRÉCA

EXPOSITION ET VENTE :
CAPÉLOU

DISTRIBUTEUR
37, Avenue de la République
75011 PARIS - M^{re} Furzeletier
Téléphone : 357.46.35

Livraison GRATUITE
dans toute la France

Aux États-Unis

L'ADMINISTRATION
IMPOSE UNE NOUVELLE
RÉGLEMENTATION
SUR LES MÉDICAMENTS
EN VENTE LIBRE

La Food and Drug Administration (F.D.A.) vient de faire connaître la nouvelle réglementation qui s'appliquera aux médicaments vendus sans ordonnance aux États-Unis. Cette décision, qui entrera en vigueur dans les prochains mois, a été prise à la suite de la récente affaire du Tylenol, du nom du produit qui a été à l'origine de plusieurs décès suspects à Chicago.

Il s'agit de faire en sorte que l'emballage et le conditionnement de ces produits soit plus résistant afin d'empêcher l'incorporation de substances ou d'objets toxiques.

Après l'affaire du Tylenol, de nombreux autres cas similaires concernant d'autres produits avaient été enregistrés, créant une véritable psychose. Selon la F.D.A., le coût de cette décision sera comprise entre 20 et 40 millions de dollars.

Les « séqueles » de la guerre d'Algérie

LE RECOURS DIFFÈRE SON CONGRÈS EXTRAORDINAIRE

La confédération du Recours (Rassemblement et coordination des rapatriés et spoliés d'outre-mer) « enregistre avec satisfaction les décisions prises en faveur d'une loi d'amnistie intégrale par le groupe sénatorial socialiste et par la commission des lois du Sénat ». Ses dirigeants, « considérant qu'un ensemble de conditions positives sont en train d'être réunies pour parvenir à une solution satisfaisante », ont décidé d'annuler le congrès national extraordinaire qu'ils avaient prévu de tenir à Bordeaux le samedi 6 novembre, après le vote intervenu en première lecture à l'Assemblée nationale, et de le reporter au début décembre, au lendemain du passage du projet de loi en dernière lecture au Palais-Bourbon.

Le Recours estime que « toute manifestation intempestive de nature à gêner l'action du secrétaire d'État, M. Raymond Courrière, du gouvernement, et la volonté du président de la République doit être évitée », et juge donc « inopportuniste de tenir actuellement un congrès où l'évocation des problèmes matériels, quelle que soit leur importance, serait particulièrement déplacée tant que ne sera pas réglée celle de l'amnistie ». Le Recours « demande aux rapatriés de rester mobilisés, de continuer à le soutenir aussi efficacement dans son action en attendant la réunion de son prochain congrès qui sera alors en mesure de dresser un véritable bilan et d'en tirer toutes les conclusions politiques selon le résultat obtenu ».

LA S.N.C.F. RÉSERVÉE SUR LA CONSTRUCTION D'UN T.G.V. ATLANTIQUE

M. André Chadeau, président du conseil d'administration de la S.N.C.F., interrogé après l'annonce faite par M. Pierre Mauroy que le gouvernement autorisait la construction d'un T.G.V. Atlantique (le Monde du 6 novembre), a déclaré :

« Je salue que la décision était, en cours d'examen, mais le problème du financement reste posé. Un T.G.V. n'est rentable qu'au bout de dix ans, sept ans de construction et trois d'exploitation, pendant lesquels la S.N.C.F. doit, pour en assurer le financement, emprunter sur le marché international, notamment en dollars ».

Pour M. Chadeau, il est difficile, pour la S.N.C.F. de s'endetter ainsi au moment où elle demande à la collectivité de prendre en charge son déficit.

● Arrêts de travail le 15 novembre à la S.N.C.F. — Les fédérations de cheminots C.G.T., C.F.D.T. et F.O. ont appelé le 5 novembre à des arrêts de travail de deux heures pour le 15 novembre prochain, pour protester contre les propositions salariales de la direction.

Le numéro du « Monde » daté 6 novembre 1982 a été tiré à 460 460 exemplaires.

MP Le spécialiste du diamant



Ce solitaire blanc extra 0,36 carats vaut 10.230 F avec le Crédit MP vous le porterez sans attendre avec un versement comptant de 1.023 F le solde jusqu'à 24 mois dont de 3 à 6 mois de crédit gratuit après acceptation du dossier. Un choix considérable : Diamants - Rubis - Saphirs - Émeraudes

MP
4, pl. de la Madeleine 260.31.44
86, rue de Rivoli
138, rue La Fayette

Nouveau superbe catalogue couleur gratuit sur demande